I. S. A.
VENEZIA
BIBLIOTECA
1 · E · 103

13. 7. 14

SYNDICAT DES ÉDITEURS

A partir du 1er Août 1917
Majoration temporaire de 0f 50
sur tous les volumes à 3f 50

Décision du Syndicat des Éditeurs
du 27 juin 1917

LIBRAIRIE BERGER-LEVRAULT

DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

Copyright by Berger-Levrault 1917.

ÉTIENNE FOURNOL

DE LA
SUCCESSION D'AUTRICHE

Essai sur le Régime des Pays Autrichiens avant, pendant et après la Guerre

BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1918

Je réunis dans ce volume deux études écrites sur les mêmes sujets à deux époques différentes.

La première, Aux Marches du Germanisme, *a été écrite dans le courant de l'année 1913, c'est-à-dire dans le temps écoulé entre la guerre balkanique et la grande guerre de 1914. Je reproduis cette étude sans changements, n'y supprimant que quelques incidentes, devenues inintelligibles.*

La deuxième, Les Héritiers de la Succession d'Autriche, *écrite en 1916-1917, conduira le lecteur jusqu'aux derniers événements des jours récents. Dans l'une comme dans l'autre de ces deux études symétriques, je me suis efforcé de reconnaître et de suivre le sentiment national de trois peuples slaves : Tchèques, Polonais, Yougoslaves.*

Je souhaiterais que ce livre contribuât pour une modeste part à prévenir les Français qui seraient portés à se désintéresser des choses orientales par un sentiment dont je vois fort bien les raisons comme les dangers.

Le peuple français, qui supporta durant plus de deux années le poids le plus lourd de la guerre occidentale, commence seulement à s'apercevoir qu'il est environné dans l'univers d'une gloire nouvelle. Gloire plus pure parce que ce n'est pas nous qui l'avons d'abord proclamée. Ce n'est pas nous les premiers qui avons dit que nous avions sauvé le

monde de la domination germanique : chaque peuple à son tour, dans les deux hémisphères, déclare qu'il nous doit d'avoir conservé sa civilisation propre. Il semble que la France n'ait connu tout l'éclat des rayons de sa gloire que lorsqu'ils sont revenus vers elle, réfléchis par l'admiration du monde.

Et quand ce peuple se retourne vers l'orient de l'Europe, qu'il considère de ce côté ses amis, ses ennemis, sa politique, il craint de ne trouver dans cette partie du monde que déboires et déceptions. N'est-il pas naturel que ce peuple vienne à penser qu'il est sans doute mal préparé ou mal armé pour cette politique orientale et qu'il se détourne de l'héritage de Byzance?

— Sans doute, mais n'oubliez pas votre ennemi que vous combattez, contre qui vous devrez prendre des garanties après l'avoir combattu et qui n'a plus d'autre espérance que de rassembler l'Orient sous ses lois pour le jeter sur vous quelque jour...

Je souhaiterais seulement que ce livre pût soumettre quelques réflexions de cet ordre aux esprits français que tenterait le désintéressement oriental.

E. F.

AUX MARCHES DU GERMANISME

(MAI-AOUT 1913)

AMICIS. BOHEMICIS. POLONICISQUE.

GALLUS.

AUX MARCHES DU GERMANISME [1]

(MAI-AOUT 1913)

CHAPITRE I

GERMAINS ET SLAVES

Dans un discours lumineux et froid, prononcé à la séance du Reichstag du 7 avril 1913, M. de Bethmann-Hollweg, chancelier de l'Empire, exposait les raisons qui commandaient à l'Allemagne l'augmentation de son armée active. Vers ce moment, à plusieurs reprises, dans plusieurs villes de l'Europe, j'ai entendu des hommes à l'esprit clairvoyant mettre en doute la conviction profonde du chancelier; on se demandait s'il n'avait pas eu recours à cette feinte oratoire commode et fréquente par laquelle on inspire à des auditeurs respectueux et disposés à l'accueillir une fausse épouvante. Pour obtenir sa loi militaire et ses crédits, M. de Bethmann-Hollweg montrait au Reichstag la menace renaissante du « chauvinisme français » et brandissait l'épouvantail à grosse barbe du panslavisme. Après quoi il a rentré ses pantins dans l'armoire et

(1) Je rappelle que cette étude a été écrite en juin, juillet et août 1913.

a revêtu ses habits de cour pour recevoir le Tsar (1).

J'ai peine à admettre cette facile astuce. De toutes les hypothèses sur la politique internationale, celle qui présenterait le chancelier comme un homme d'État porté aux comédies, même innocentes, me paraîtrait l'une des moins croyables. Excellent fonctionnaire prussien, convaincu que la brutalité est le premier devoir de sa charge, au moins dans les affaires d'Alsace-Lorraine et de Pologne, d'éducation et d'esprit agréables à une cour sévère et piétiste, M. de Bethmann-Hollweg a sans doute été choisi pour sa correction et sa gravité professionnelles. Son prédécesseur, M. de Bülow, qui fut fait prince pour sa politique extérieure, avait procuré à l'Europe cette surprise d'introduire quelque fantaisie jusque dans ce sanctuaire interdit de la politique intérieure de la Prusse et de l'Empire. Il se plaisait à changer les pièces de l'échiquier, à déplacer alternativement les partis de gouvernement et d'opposition; deux fois il parvint à ce résultat inattendu de faire mettre, ou à peu près, l'Empereur en accusation devant son peuple. Quand on l'envoya goûter dans une ville romaine des loisirs de grand seigneur ironiste, on sentit le besoin d'appeler un homme de « tout repos », mieux adapté à l'uniforme et dure placidité des méthodes germaniques.

Non; le chancelier, qui d'ailleurs n'est pas spécialiste des affaires extérieures, mais qui est un esprit clair, sans richesses ni ornements superflus,

---

(1) Le tsar Nicolas a fait une visite à la cour d'Allemagne dans l'été de 1913.

a livré sa pensée, il a montré ses préférences politiques, sans artifices et sans fard. Pour suivre une distinction familière à la science allemande, dans la « Kabinetspolitik », la politique des chancelleries, il est à son aise, il se sent chez lui ; mais dès qu'apparaît la « Volkspolitik », la politique des peuples, oh ! il ne répond plus rien, il est défiant, incertain. Si l'on pouvait tout régler de chancellerie à chancellerie, entre gouvernements, on s'entendrait encore ; présentement, en tout cas, on veut s'entendre. Mais les passions populaires ne sont que trouble, ignorance et danger, car la démocratie en toutes choses n'est que confusion. Cette sorte de spinozisme diplomatique est évidemment la passion intellectuelle qui domine le chancelier.

Par une analyse en effet qui court à travers sa harangue, M. de Bethmann-Hollweg a montré qu'il vivait en paix, sans peine, avec tous les gouvernements. Ses alliés d'abord, et surtout l'Autriche. Avec elle, c'est toujours l'intimité et le plus étroit cousinage. « Il est évident, dit le chancelier, que notre fidélité d'alliance s'étend au delà des ressources de la diplomatie. » Sans doute ; bien qu'on ait quelquefois, au début de la crise balkanique, un peu maugréé à Berlin contre la politique de Vienne. A la Wilhelmstrasse, aux premières victoires des alliés, on songeait à une neutralité rigoureuse qui aurait permis de ménager l'avenir et de reprendre plus tard une politique de fournitures balkaniques, avec le maître de la péninsule, quel qu'il dût être. Et l'Autriche, avec ses accès trop fréquents de dépit trop rageur, fut parfois importune. Le mot de Guillaume II à l'archiduc héritier

aux obsèques du prince régent de Bavière : « Vous faites beaucoup trop de bruit avec mon sabre », s'il n'est pas historique, doit avoir cependant quelque vérité légendaire, plus véridique en un sens. Mais les rivalités européennes se sont heurtées aussi dans la diplomatie balkanique ; il est né des solutions tripliciennes, contre les solutions de la Triple Entente, et il a fallu suivre l'Autriche, champion du prestige germanique. Depuis longtemps on est revenu à ces relations intimes des deux gouvernements, « relations plus étroites qu'une alliance », suivant une formule qui court le monde allemand tout entier. Mais, au fond, on sait bien que le « second » d'Algésiras n'est plus si « brillant » ; et c'est, en dernière analyse, l'un des grands sujets des nouvelles inquiétudes.

A l'égard de l'Angleterre, il n'est bruit que de rapprochements, de cordialité et d'entente (1). Voilà qui est assez nouveau. Hier, l'univers était trop petit pour deux puissances mondiales, aujourd'hui il est devenu assez grand pour qu'on puisse choisir et respecter chacun sa part. Et, en effet, à l'heure présente, deux mois après le discours, on accommode à cette manière les pays où furent Babylone et Ninive, et les Anglais parlent affaires avec les concessionnaires du chemin de fer de Bagdad, ce qui est à nos yeux tout à fait légitime et d'ailleurs rapporté à nos oreilles.

Au vrai, cette recherche de l'amitié anglaise n'est que l'échec d'une longue politique de rivalité. On a longtemps rêvé à Berlin de luttes avec l'Angle-

(1) Été de 1913.

terre sur tous les marchés du monde, une lutte de richesses, de prestige, d'activité et de puissance. Mais ce beau match n'était pas possible sans la France. Ah! si la France avait voulu!... mais la France n'a pas voulu. C'est ainsi qu'on a été conduit à modifier l'échelle du monde, redevenu suffisant pour que deux puissances maritimes au moins puissent vivre en paix et à l'aise.

Entre les cours de Pétersbourg et de Berlin, les bonnes relations sont traditionnelles. Le chancelier en parle avec fermeté aux applaudissements satisfaits des représentants de l'Allemagne du Nord.

« Le Gouvernement russe, notre grand voisin slave, entretient avec nous des rapports amicaux. Depuis que je suis en fonctions, j'ai considéré comme de mon devoir d'avoir avec le Cabinet russe des relations de franchise et de confiance. Le cours de l'histoire, mes rapports avec les hommes d'État russes qui dirigent, avec la volonté du Tsar, la politique de l'Empire dans le sens de rapports amicaux avec nous, me permettent de penser que, du côté russe, on a répondu à nos efforts. »

Voilà de fortes paroles. Gardons-nous de mettre en doute l'importance des rapports personnels du chancelier avec les ministres du Tsar; il est bien vrai d'ailleurs que la bureaucratie russe est assez pénétrée de germanisme, mais reconnaissons que le « cours de l'histoire » est un lien plus fort que ces passagères attaches. On peut penser que le « cours de l'histoire » a été de ce point de vue un peu détourné par le Congrès de Berlin. Les deux cours du Nord furent, depuis Frédéric et Catherine,

presque toujours liées soit contre la France, soit contre l'Autriche, tête alors et centre de l'Empire germanique, mais depuis qu'à Berlin Bismarck réunit l'Europe pour « consolider » à sa manière les résultats de la guerre russo-turque, depuis que l'Allemagne fit ainsi arracher par la diplomatie à la Russie victorieuse quelque chose qui était bien à peu près le protectorat balkanique, depuis ce moment le grand courant historique entre Pétersbourg et Berlin était au moins ralenti. A moins que par cette suite ininterrompue du « cours de l'histoire » le chancelier n'ait voulu faire allusion à cette politique polonaise commune qui est, jusqu'aux temps de moindre cordialité, une nécessité qui réunit, paraît-il, les deux gouvernements. Nous y reviendrons.

En tout cas, le chancelier peut conclure sur ce point : « La différence de race ne pourra pas à elle seule provoquer une guerre russo-allemande. Nous autres, en tout cas, nous n'en prendrons pas l'initiative. Le souverain russe actuel, à ce que je crois, ne le fera pas non plus. »

C'est fort bien. Reste la France. A notre égard le chancelier est net et sec ; nous n'en demandions d'ailleurs pas davantage : « Nos rapports avec le Gouvernement français sont bons. » Remarquez : avec le « Gouvernement » français. Avec le peuple français, c'est une autre affaire, nous l'allons montrer tout à l'heure. Mais d'abord M. de Bethmann-Hollweg rappelle un mot de Bismarck : « Si les Français sont décidés à attendre que nous les attaquions, nous sommes certains que la paix est assurée pour toujours. » Et le successeur actuel de

Bismarck ajoute : « La situation n'a pas changé depuis. »

*
* *

Mais tout ceci est parfaitement rassurant ! Cette revue des chancelleries n'est-elle pas tout à fait pareille à un congrès de la paix, et le chancelier de l'Empire ne fait-il pas figure du premier pacifiste de l'Europe ?

Or, remarquez, je vous prie, que ce discours que je rapporte fidèlement, en ajoutant seulement quelques observations que le chancelier n'a pas cru bon de faire, est destiné à justifier une augmentation d'effectifs de l'armée allemande de 143.000 hommes. Les Américains, dans leur argot de bourse expressif, appellent « booms » ces écarts soudains et inexpliqués dans les cours d'une valeur capricieuse. C'est proprement un « boom » militaire à la hausse que le Gouvernement demandait au Reichstag, et l'innocente bergerie diplomatique de M. de Bethmann-Hollweg n'apparaissait pas comme une préparation directe.

Mais aussi nous n'avons encore parlé que des gouvernements, et les causes que le chancelier a invoquées pour justifier les armements sont dans les passions populaires. Ces passions sont au nombre de deux, d'origine et de nature fort différentes : le chauvinisme français et le panslavisme. Ce sont les deux seules sources d'inquiétude qu'on puisse apercevoir dans le monde. L'Allemagne n'en connaît pas d'autres, et ce serait seulement ces deux dangers qui aggravent si cruellement les charges militaires de l'Europe.

Si. Il y a un autre danger, une autre exaltation populaire qui a entraîné l'Allemagne; et c'est l'orgueil allemand, cette prétention souvent arrogante à l'hégémonie, et ce goût d'étaler sa force qui sont devenus de si puissantes, de si tentantes satisfactions nationales. Dans le sentiment presque unanime qui accepte outre-Rhin les nouveaux sacrifices militaires, il y a la conscience d'une grande force, cette énergique et tenace « volonté de puissance », louée et appelée par leurs philosophes, et aussi le goût de l'ostentation, le désir, qui devient si vite, si aisément provocant, d'étaler cette force et, par un progrès insensible et naturel, la prétention de courber par la force tous ceux qui ne s'inclinent pas de plein gré devant la suprématie de cette force même. La puissance prussienne, gonflée jusqu'à la politique mondiale, conserve, attaché à sa grandeur, ce caractère quasi mastodontal, ce qu'il y a de fastueux et de carthaginois dans son orgueil si pesant, dans toute sa civilisation et sa culture. La marque écrasante en paraît dans l'art national et dans le goût public, dans les monuments de la Sieges-Allee comme dans les façades couvertes de plaques de marbre monochrome, aux lourds ornements de bronze, des magasins, des palais de commerce, des bureaux des grandes compagnies de navigation. C'est comme un style néo-hanséatique, commercial à la fois et militaire, rigide et sec jusque dans le luxe et la pompe. En imposer, écraser, c'est en toutes choses la méthode prussienne. Je veux bien reconnaître ce qu'il y a dans ce sentiment national de grand et de fort, j'admire cette conscience et cet orgueil patriotiques,

mais je veux aussi que dans la liste des risques de guerre on n'oublie pas les excès de cet orgueil et les menaces de cette hégémonie. De toutes les causes qui ont troublé l'Europe depuis dix ans, aucune ne fut plus fréquente que l'ambition et la brutale avidité germaniques.

L'esprit d'hégémonie a si bien pénétré la politique allemande qu'elle tient pour désobéissance tout ce qui ne lui convient pas ; les changements qui ont suivi la guerre des Balkans lui sont apparus comme un trouble à l'ordre oriental que l'Allemagne avait établi et protégeait. Et nous-mêmes, d'ailleurs, nous n'avons pas apprécié fort différemment les événements de cette guerre. Nous avons parfois été desservis par ce travers, de simplifier à l'excès, faute sans doute d'informations, et les passions des peuples et les conflits d'intérêts. Il n'est pas aujourd'hui, il ne fut peut-être jamais un endroit du monde qui ne soit le lieu de rencontre de forces nombreuses et diverses. Chose curieuse, notre besoin de clarté, de brièveté latines, simplifiant à nos yeux de grands événements complexes, nous rapproche parfois des imaginations tumultueuses et vagues des Slaves exaltés. Nous sautons parfois sur les mêmes chimères. Nous voyons tout proches des événements lointains, incertains et à peine dessinés. Dans toute cette affaire balkanique, nous avons accueilli l'image serbe des « 600.000 baïonnettes » slaves menaçant au sud les empires germains, et nous avons fait une réalité prochaine d'une formation politique que les mille forces de l'avenir peuvent détruire, consolider, modifier, retourner. Cette

alliance balkanique qui nous parut brillante des plus riches espérances, j'ai essayé de dire (1) quelles discordes, nées de quelles rancunes, de quelles convoitises, la menaçaient, quelles nécessités aussi, quelle prudence la devaient maintenir.

Aujourd'hui, au seuil à peine de la paix, alors que nous nous demandons dans une angoisse haletante si l'incident quotidien des armées orientales ne va pas les jeter au hasard l'une contre l'autre dans une guerre « fratricide », selon le mot de M. Pichon (2), lorsque les Grecs agiles courent de jour en jour de l'alliance serbe à l'entente bulgare, n'est-il pas clair que dans la paix seulement, dans une paix assez longue, les souvenirs d'amitié, peut-être plus sûrement le sens des intérêts, pourront fixer la direction des forces balkaniques? Cette puissance du sud de l'Europe, tournée contre le germanisme, c'est une figure à peine formée, aux traits indistincts, dont nous avions un peu vite arraché le voile.

Si nous avons accueilli et rapproché de nous cette espérance, les Allemands en ont comme la crainte. Le chancelier, dans ce même discours, a bien raillé la transformation par notre « tempérament vif » des batailles balkaniques en victoires des instructeurs français sur les instructeurs allemands, mais il n'a pas dissimulé l'appréhension que cause aux Allemands la croissance du prestige slave.

« Si jamais, dit M. de Bethmann-Hollweg, il

(1) Voir l'article de la *Revue Bleue* du 29 février 1913 : « Hypothèses balkaniques. »

(2) L'attaque de la Bulgarie contre l'armée serbe ne s'était pas encore produite lorsque ces lignes ont été écrites.

se produit une conflagration européenne qui mette face à face les Slaves et les Germains, il serait pour nous désavantageux que la place occupée autre fois par la Turquie d'Europe dans l'équilibre des forces fût prise maintenant en partie par des États slaves. Cette modification de la situation militaire et politique s'est préparée sur le continent. Maintenant qu'elle est accomplie, nous agirions sans conscience si nous ne tirions pas de ce fait ses conséquences inéluctables. »

Voilà la raison des armements allemands, elle est dans cette conjonction, d'une part, du réveil de la fierté patriotique française qui à la vérité ne fut jamais endormie, et que le chancelier appelle « chauvinisme », n'en retenant que quelques excès, et, d'autre part, des conséquences des victoires balkaniques : affaiblissement de l'Autriche, frémissement du monde slave.

*
* *

Ainsi, en suivant exactement la pensée de l'homme d'État par la voix de qui parle l'Allemagne, nous sommes conduits aux frontières du germanisme et du slavisme. Mais ici, c'est de toute autre chose qu'il s'agit; nous entrons dans un domaine nouveau. Nous ne parlerons plus d'intérêts ou de passions politiques de nations déterminées par leur histoire, servies par un gouvernement. C'est seulement les passions de races que nous étudions. Nous quittons la terre ferme et nous embarquons sur l'océan tumultueux de la « psychologie des peuples ». C'est une mer redoutable,

sans cesse agitée de tempêtes verbales, où les Germains et surtout les Slaves, servis par les qualités et les défauts de leur esprit, s'embarquent beaucoup plus volontiers que nous autres Latins.

Il faut bien cependant qu'il y ait là quelque réalité politique, puisqu'un homme qui n'est point chimérique et qui même n'aurait pas le droit de l'être, comme M. de Bethmann-Hollweg, retient ces idées et leur accorde une importance certaine : « Je ne considère point, dit-il, comme absolument nécessaire qu'un choc se produise entre Slaves et Germains. Bien des écrivains soutiennent le point de vue opposé : c'est une entreprise dangereuse, une telle thèse exerçant une influence suggestive par les formules qu'elle répète à nos oreilles. Elles fécondent en quelque sorte le sol sur lequel poussent les passions égarées des peuples. » Égaronsnous, si vous le voulez bien, à la suite du chancelier, à travers les passions des peuples.

Je voudrais tenter d'inspecter cette frontière germano-slave, où, tout cet hiver, ont roulé les canons et grondé d'incertaines menaces. Est-il vrai, comme l'a dit expressément M. de Bethmann-Hollweg, que le sentiment slave ait été exalté partout par le prestige balkanique, que ces victoires, des souvenirs séculaires et la diplomatie triplicienne aient dirigé ce sentiment contre les puissances germaniques et quels sont les signes et les armes de cette hostilité? Peut-être arriverons-nous à conclure que là encore, comme aux Balkans, s'il est vrai que les victoires orientales aient secoué les Slaves d'un frisson unanime, les conséquences de cette vaste commotion ne sont ni immédiates ni prêtes : cet

élan de fraternité slave a traversé, de l'Adriatique aux bouches de la Vistule, des conditions politiques diverses et complexes. Sur un point seulement les rancunes semblent fixées, les passions tendues et les menaces directes : chez les Yougoslaves ou Slaves du sud de l'Autriche, chez les Slovènes, surpris de voir réunis dans l'affaire albanaise leurs ennemis italiens et leur gouvernement autrichien, chez les Croates exaspérés, qui ont confondu leurs dix années de griefs politiques contre les Hongrois avec les ressentiments séculaires des Serbes contre ces mêmes voisins magyars. Ce bloc de mécontents pèsera lourdement et longtemps sur la politique de Vienne, il y peut déterminer de profondes modifications si les Polonais au Parlement deviennent plus slavophiles que germanophiles, car en un sens, à suivre une question slave, on est presque toujours conduit en Pologne.

Nous tenterons en tout cas de marquer et de suivre cette faille géologique qui disloque à l'orient de l'Europe les politiques slave et germanique. Mais au seuil de cette étude, un devoir de critique et de loyauté m'oblige à une déclaration préliminaire d'agnosticisme. Les affaires slaves ne sont pas toujours réductibles à la clarté latine ; elles sont toujours infiniment plus complexes que nous ne les apercevons : les Slaves se meuvent à l'aise dans ces riches complications. Il est rare qu'un Français et un Slave n'éprouvent pas d'abord, ne gardent pas ensuite le sentiment d'une vive sympathie intellectuelle : je crois qu'elle vient surtout d'un goût commun pour la générosité de la pensée et d'une promptitude pareille à l'action. Mais cette rapidité

à agir s'allie chez les Slaves à une surprenante subtilité d'esprit, une fécondité intellectuelle qui leur fait découvrir mille variétés inattendues dans les choses et dans les idées : leur esprit a une merveilleuse facilité pour s'éloigner de celui de leur semblable. L'erreur, que les Allemands commettent souvent, est de les croire par cette raison incapables d'organisation; ils savent au contraire accepter et pratiquer de vastes disciplines.

Car ils sont aussi, au moins en Russie, attirés par le goût et l'ivresse des vastes synthèses intellectuelles, dont ils veulent faire de promptes réalités politiques. J'en ai quelquefois éprouvé quelque vertige. Je ne peux pas oublier ma première rencontre avec le panslavisme russe. C'était à Vienne, au temps précisément où le roi de Monténégro mettait en péril la paix de l'Europe en entrant à Scutari : on savait alors que cette occupation était glorieuse, mais on ne savait pas encore qu'elle avait été pacifique. Nous étions réunis, quelques Occidentaux, Italiens, Anglais et Français, dans le studio d'un homme qui, par sa fonction, ses informations faciles et nombreuses, l'acuité et la lucidité de son esprit, est l'un des observateurs politiques les plus sûrs de l'Europe. Soudain nous vîmes paraître un homme d'une taille écrasante, non point épais, mais si grand et si fortement charpenté que le plus corpulent d'entre nous semblait fluet auprès de lui. Il montrait des traits gros et puissants dans une barbe qui, bien que parfaitement taillée, semblait, je ne sais comment, rude et inculte. Cet homme, qui avait une lettre d'introduction auprès de notre hôte, nous expliqua qu'il passait à Vienne

et qu'il était parti en toute hâte de Saint-Pétersbourg pour Scutari où il n'avait pas autre chose à faire qu'à célébrer la Pâque orthodoxe avec les compagnons du roi Nicolas de Monténégro. Et comme il était contraint de s'arrêter une heure à Vienne, il nous exposa, tout en marchant au travers de la pièce, et dans un langage qui semblait abattre les obstacles à coup de hache, ses idées politiques. Il nous révéla que la Révolution russe (1) avait été et serait, plus d'un siècle après, une réplique cent mille fois agrandie de la Révolution française, petit événement politique à l'échelle de l'Occident, que de la Révolution russe étaient déjà sorties la Révolution turque et la Révolution chinoise, et que l'Orient tout entier devait être régénéré à travers des convulsions immenses, sanglantes et joyeuses.

Les pauvres Occidentaux que nous étions, gens de civilisation décrépite et d'esprit périmé, se sentaient un peu accablés et comme courbaturés par cette sorte de tolstoïsme nationaliste et féroce. Quand notre homme fut parti pour Scutari, emportant d'énormes quantités de livres en toutes les langues, qu'il lisait parfaitement bien, l'un d'entre nous rappela le mot de J. de Maistre : « Si l'on mettait un désir slave sous une forteresse, il la ferait sauter. » Et il ajouta : « Il est des imaginations slaves qui feraient sauter deux continents. »

Ne croyez pas cependant que le panslavisme tout entier ne soit que délire. Des idées, des tentatives

(1) Il s'agit, bien entendu, dans ces pages écrites en 1913, de la révolution russe de 1905.

prudentes et pratiques de rapprochement des Slaves ont été ces dernières années proposées, essayées. C'est du peuple slave le plus vaillamment organisé, de celui qui a le mieux reconquis son indépendance intellectuelle, c'est du peuple tchèque qu'elles sont venues. C'est à Prague que s'est tenu le premier congrès de tous les Slaves, puis à Pétersbourg, puis à Sofia. Mais hors d'un sentiment de fraternité et d'exaltation commune, rien n'est encore dégagé ; et c'est donc chez chacun des peuples qui sont aux frontières du germanisme qu'il faut aller rechercher, à travers les conditions politiques diverses, la pensée de chacun d'eux sur leur position et leur rôle dans le monde.

CHAPITRE II

LES ORIGINES DU SLAVISME
LES TCHÈQUES

Les ethnographes et les anthropologues qui rangent et distribuent sur le globe l'humanité passée en suivant les signes extérieurs, c'est-à-dire la forme des tombeaux et des crânes, nous apprennent que « le peuple slave primitif avait son noyau entre l'Oder et le Dnieper » (1). De ce berceau, comme aux temps bibliques, sortirent trois fils. Les descendants du premier ont conservé sur place, dans la domination ou dans l'oppression, le premier domaine de la race : ce sont les Polonais, les Slovaques et les Tchèques. Le second fut la souche de ceux qui vinrent au sud, pour attaquer et défendre tour à tour les marches de l'empire d'Orient et Byzance même, la cité « gardée de Dieu » : ce sont les Yougoslaves du Balkan et de la rive adriatique. Le troisième, Rouss, l'ancêtre éponyme de la Russie, marcha vers l'est, à la rencontre de l'Asie.

Avant ces migrations, aux temps, si vous voulez, où Tacite, pour faire rougir les Romains maîtres

(1) Pour l'ethnographie et la démographie, je suis le manuel du professeur tchèque Lubor NIEDERLE, *La Race slave,* dont nous devons la traduction à M. L. LÉGER. Paris, Alcan, 1911.

du monde qui avaient renoncé à la vertu, célébrait la pureté uniforme des mœurs d'une Germanie indistincte, deux fleuves aujourd'hui presque entièrement allemands, l'Elbe et l'Oder, et la Vistule qui maintenant finit prussienne, coulaient entre des rives slaves. Il y a donc eu là, dans l'Allemagne du Nord, en Saxe, en Silésie, une vaste région où les Slaves ont été étouffés par la colonisation germanique, sans qu'aucun écho nous soit parvenu de leurs luttes, de leurs plaintes ou de leurs râles. Seuls subsistent quelques îlots de dialectes slaves, pareils à ces taches géologiques, « témoins » d'une autre époque, tels que les Wendes (ou Sorabes) de Haute et de Basse-Lusace (peut-être 100.000) et les Wasser Polak (Polonais aquatiques), bateliers de Silésie, beaucoup plus nombreux et assez unis pour avoir eu parfois leur propre député au Reichstag. Tout le reste fut refoulé et exterminé : la première colonie allemande dans le monde a été fondée en territoire slave.

Au sud et à l'est, cependant, deux digues au Moyen Age : le royaume de Bohême et la République polonaise. Celle-ci gagne vers la Baltique : l'aigle blanc de Pologne terrasse au quinzième siècle l'aigle noir des Chevaliers Teutoniques : terrible affaire dont la revanche sera, trois siècles après, le premier partage de la Pologne, poursuivi et exigé de complices hésitants ou larmoyants par la politique perfide et cynique de Frédéric. Mais le plus souvent, rois de Bohême et de Pologne, seigneurs féodaux brillants et parfois très cultivés, se battent à tort et à travers entre eux, aussi volontiers qu'avec les Hongrois ou les princes allemands.

La Silésie déchirée est le champ de bataille séculaire des Polonais et des Tchèques.

Mais à la fin du Moyen Age la secousse qui ébranle le peuple et soulève la conscience nationale, c'est, en Bohême, l'hérésie. Souvent, aux siècles de foi, le grand patriote, ce fut le prophète d'hérésie qui forma l'Église nationale contre l'Église universelle. Nulle part plus qu'en Bohême. L'hérésie hussite dépassa de beaucoup les frontières mêmes du royaume. Il y avait des hussites jusque dans le grand-duché polonais de Posen. Après le martyre de Jean Huss, on se massacra pour savoir si l'on devait communier sous les deux espèces : l'eucharistie ici n'était, comme il est arrivé depuis, qu'un prétexte, prétexte liturgique qui dissimulait la haine inexpiable des races. Le peuple tchèque succombe, et la Bohême, soumise au Saint-Empire, surveillée par son aristocratie germanisée, s'endort après la guerre de Trente ans d'un sommeil de deux siècles, sous la domination bénigne et paresseuse du Habsbourg, qui ne tourmente pas les peuples muets. Deux cents années après, les idées venues de France, les idées révolutionnaires de liberté nationale qui avaient rompu en France toute l'histoire et brisé le passé, ces mêmes idées ressuscitaient l'histoire des nations opprimées et les lançaient à la recherche de leurs origines, et c'est un peuple nouveau qui parut soudain en Bohême, avec sa langue, ses coutumes, sa sensibilité, ses haines politiques, ses arts. J'admire une transformation si prompte, et je ne sais s'il en fut beaucoup de plus soudaines : à la fin du dix-huitième siècle, Prague est une ville aristocratique de paix et de plaisir;

elle partage avec Vienne les cinq ou six années de la gloire vivante de Mozart qui lui donne *Don Juan*. La société de Prague entend la première cette musique divine qui, jusque dans l'expression la plus tragique, rayonne dans la plus noble sérénité et dans une joie sublime. Soixante années après, cette même ville, qui ne vibre plus que d'un patriotisme impétueux, acclame la musique nationale de Smetana et de Dvorak.

Sous l'inspiration de l'historien Palacky, les Tchèques du même coup, en 1848, refusent de paraître à la Diète germanique de Francfort et convoquent à Prague le premier des congrès slaves. Ce fut une sorte de Babel fraternelle où chacun, de partout, avait apporté son enthousiasme, et aussi, par malheur, son dialecte : on ne s'entendit guère. Mais au cœur même du germanisme, entre Francfort, Leipzig et Vienne, avait surgi son plus robuste ennemi, fortifié depuis par soixante années de luttes politiques. Ce sont ses chefs qui, récemment, ont repris cette même idée d'union des Slaves qui fut la première pensée du peuple tchèque ressuscité. C'est ainsi qu'à Prague, un vieux désir slave, enseveli depuis des siècles, a fait sauter la première forteresse germanique.

*
* *

De cette histoire — trois siècles de batailles sous d'éclatantes bannières, deux siècles de sommeil sous la domination impériale et jésuite, — nous retiendrons seulement un double enseignement. Si l'on entend par slavisme le mouvement politique des

nationalités slaves liées par le sentiment supérieur et vague de l'unité de race, le premier caractère du slavisme dans l'Europe Centrale, c'est qu'il est anti-germain. Il est, dans l'histoire, la révolte contre la colonisation allemande en pays slave. L'Allemagne a porté là, des siècles durant, les moyens primitifs de colonisation : transplantation des indigènes, expropriations ; elle continue présentement dans sa Pologne prussienne, autant au moins que le permet la douceur affadie des mœurs contemporaines. Elle a été guidée encore par le sentiment de la supériorité de sa race intellectuelle et directrice sur une race méprisée. Ne soyons donc pas surpris si tout progrès slave dans le monde est traduit ici par le sentiment populaire comme un recul du germanisme.

Ajoutons que les origines de ce slavisme ne sont pas russes. Dans l'Europe Méridionale, contre le Turc, c'est le Russe qui suscite ou couvre toutes les tentations de résurrection slave. Même après l'affranchissement, c'est la voix souveraine et menaçante de Pétersbourg qui, aux heures graves, — il y a quelques jours, — rappelle les devoirs de tous envers la « cause slave » (1). Dans l'Europe Centrale, contre le Germain, la Russie n'intervient pas, ne garantit pas. Dans les pays balkaniques, les origines du slavisme sont russes ; dans les pays autrichiens elles sont autochtones. Le recours à la puissance russe, seule force slave compacte, apparaît toujours,

(1) Le tsar Nicolas avait rappelé les Slaves des Balkans à la concorde et proposé son arbitrage, peu de temps avant la trahison bulgare de 1913.

il est vrai, comme une lointaine espérance. Si le premier congrès des Slaves en 1848 est convoqué à Prague, c'est à Moscou que courent en 1867, pour le second congrès, les Slaves d'Autriche frustrés par l'accord austro-hongrois.

Tous les nationalismes ont leur lyrisme, délire politique qui berce les ivresses et les rêveries des peuples. La langue politique internationale désigne ces divagations à l'aide du préfixe pan : tels sont le panslavisme, le pangermanisme. Sur les origines du panslavisme même, interrogez le patriarche des études slaves, M. L. Léger, patriarche non par l'âge, ni par l'esprit qu'il a fort jeune, mais par la vénération dont ses peuples l'entourent. Sans parler même de Krijanitch, prophète croate, égaré dans le dix-septième siècle deux cents ans trop tôt, il vous dira que les premiers des panslavistes furent non des Russes, mais le poète tchèque Kollar et l'Illyrien Gaj. Car le même mouvement d'indépendance, que nous avons suivi en Bohême, la même révolte contre la domination allemande ou hongroise, nous les retrouvons, plus tardifs seulement et plus sourds, chez les Slaves des rives adriatiques, Dalmates, Slovènes et Croates.

CHAPITRE III

L'ILLYRIE

A Venise, passé la Piazetta et le Palais, s'étend la Riva degli Schiavoni, quai et quartier des Esclavons, qui enferme l'église San Giorgio degli Schiavoni : c'est là que Vittore Carpaccio, le peintre délicieux des légendes familières, peignit pour la confrérie des marins d'Illyrie ses tableaux de coloris vénitien, éclatant et doux, parés de la richesse égale de son imagination et de son pinceau, les légendes de saint Georges à la chevelure serrée et bouclée et du saint Triphon, vainqueur de la tarasque albanaise. Ce quartier et ce « reliquaire des Slaves » (1) nous rappellent que derrière les comptoirs de Venise commençait le pays des « Esclavons », Slaves d'Illyrie. L'activité et les conquêtes vénitiennes ont couvert la rive adriatique, à Trieste, à Fiume et jusqu'aux bouches de Cattaro, d'une frange d'*italianità* derrière laquelle s'étendent les Slaves du Sud qui coupent ainsi de l'Adriatique les Allemands et les Hongrois.

Ces pays, qui donnèrent au monde des maîtres illustres, les empereurs illyriens, Probus, Aurélien,

(1) *The Shrine of the Slaves* (Ruskin).

Dioclétien, qui mirent au troisième siècle une dernière couronne de gloire au front déjà courbé de la Rome impériale, furent occupés par les Slaves appelés sans doute par quelque souverain de Byzance, peut-être Héraclius. Leur malheur voulut qu'au cours de leur histoire ces Slaves fussent coupés deux fois en deux parties : les uns d'abord reçurent leur religion et leur alphabet de l'Orient, ce sont les Serbes orthodoxes ; parmi les autres, ceux de l'est, les Croates, ont formé un royaume qui était constitué dès le haut Moyen Age et réuni le plus souvent à la couronne de Hongrie ; ceux de l'ouest, les Slovènes, furent de bonne heure les sujets héréditaires de la maison d'Autriche. Ainsi, sans même parler des Bulgares, Slaves mélangés de Finnois, les Yougoslaves, les Serbes ont subi toutes les épreuves de la race : le schisme qui déchira du nord au sud la tunique de l'Église chrétienne, et les divisions politiques qui au cours des siècles ont jeté sous des dominations diverses les membres séparés de tant de nations slaves.

Le premier qui eut l'idée de restituer l'unité politique aux Slaves riverains de l'Adriatique, de la Save et de la Drave, ce fut l'empereur des Français, Napoléon Ier. S'il l'a fait exprès, c'est pour moi une hésitation que je n'ai pu trancher. Il doit être fort périlleux de soumettre des doutes aux fougueux et fidèles historiens modernes de l'Empereur : si j'osais, cependant, je proposerais la question de savoir si, lorsque à Schœnbrunn, sous le dernier rayon de sa gloire heureuse, il arracha à l'Autriche et réunit les provinces illyriennes, Napoléon eut à ce moment les intentions de la grande chose qu'il

faisait. C'est au moins un beau sujet de thèse pour un jeune slavophile. Si l'unité des Slaves du sud de l'Autriche redevient de nos jours une question politique, c'est donc une idée française piquée au flanc méridional de l'Empire qui reparaît après un siècle.

C'est en 1809 que Napoléon réunit sous le nom de Provinces Illyriennes tous les pays slaves du sud de l'Autriche-Hongrie actuelle, à la réserve de la Bosnie-Herzégovine, alors turque. Elles sont restées quatre années sous la domination française (1809-1813). En ces temps fabuleux, les provinces de l'Europe voyaient arriver chez elles, du même pas, les idées révolutionnaires et le progrès économique introduit par l'administration française, active, prompte et clairvoyante. Car telle fut jadis notre administration. Cette secousse et cette nouveauté simultanées confondirent dans l'esprit des peuples les idées de progrès politique et de progrès économique, et l'on en vint à admettre qu'un gouvernement probe, soucieux de l'intérêt public, était le compagnon inséparable du libéralisme, l'inertie des peuples et l'incurie des maîtres étant au contraire le caractère propre du despotisme. Ceci fut la cause de plusieurs révolutions.

L'Illyrie, gouvernée deux ans par Marmont, duc de Raguse, et quatre ans par les Français, connut ces bienfaits. On raconte qu'après les traités qui rendirent à l'Autriche ses provinces héréditaires, sous le nom de royaume d'Illyrie, l'empereur Ferdinand visitait ses domaines du Sud et qu'il voyait partout routes, plantations, édifices commencés et abandonnés. Il demanda qui avait entrepris ces

œuvres interrompues. On lui dit que c'étaient les Français. « Quel dommage, reprit-il avec une bonhomie bien autrichienne, quel dommage donc que les Français ne soient pas demeurés plus longtemps ! »

Le génie du peuple, sa littérature, ses chants, sa poésie, tentèrent de conserver cet esprit illyrien que la politique avait ressuscité. Ce mouvement a été soupçonné de l'Europe grâce à une supercherie littéraire de Mérimée qui ne connut pas de plus grande joie que de mystifier ses contemporains par ce mélange imperturbable de « fumisteries » de rapins qu'il soutenait avec la correction glaciale de l'homme du monde. Se trouvant vers 1827 d'humeur à voyager, et sans ressources, il résolut de bouleverser les méthodes de voyage alors connues et de publier d'abord les découvertes qu'il devait faire, sans manquer ensuite de consacrer le prix de cet ouvrage à aller « vérifier » ce qu'il avait inventé, car il avait une sévère conscience d'érudit. C'est ainsi qu'il imagina le personnage d'Hyacinthe Moglanovitch, joueur de guzla, et publia les poèmes illyriens de ce barde fictif. L'Europe fut transportée d'admiration pour ces chants sauvages, et l'inévitable professeur allemand se rencontra pour féliciter Mérimée de l'exactitude de sa traduction, sous laquelle il retrouvait le mètre des vers illyriens. C'est ainsi que l'illyrisme pénétra dans la littérature internationale. Avec moins de retentissement hors de l'Empire puisqu'ils étaient véritables, le grand poète croate Ludevit Gaj publiait ses chants nationaux, surtout : *Non, la Croatie n'est pas morte,* et tentait sous le nom d'illyrisme

de fondre tous les dialectes dalmates, slovènes, croates. Comme au pays tchèque et dans le même temps, un mouvement littéraire agitait tous les Slaves du Sud. Des *matiça* ou académies provinciales surgissaient partout et jusqu'en territoire hongrois chez les Serbes de Neusatz. L'Allemand devient inquiet à Vienne, le Magyar ombrageux à Pesth, si bien qu'en 1843 l'Empereur, par une inspiration qui semble venir d'une opérette, interdit par décret de prononcer le mot même d'Illyrie dans tout son empire. Les Slaves des provinces héréditaires d'Autriche, soumis à Vienne, retombent dans un sommeil national d'où ils ne se réveilleront que dans l'hiver 1912-1913. Mais presque au même moment, le sentiment national brille en Croatie d'un éclat inattendu, qui rayonne par l'action d'un soldat, le ban Jellacic, et d'un prêtre, l'évêque Strossmayer.

Depuis plusieurs siècles, la Croatie était connue de l'Europe comme un pays de recrutement militaire. Très haut dans l'histoire des guerres on peut suivre l'épouvante qui grondait au loin devant l'avant-garde des régiments croates. Notre armée de l'ancien régime en avait un, le Royal-Cravate, et c'est à cause de la séduction qu'on trouva à un détail de leur équipement que nous portons encore un ornement de couleur autour du cou.

Ce peuple brave était libre, du moins il le croit et le soutient. Le royaume de Croatie était certainement formé au dixième siècle. Les deux couronnes de Hongrie et de Croatie furent de bonne heure réunies sur la même tête doublement royale. Sur l'interprétation de ce fait historique, on n'est

pas encore fixé, Dieu merci ! Rien de plus vivant, de plus passionné, de plus actuel que les controverses sur cet événement survenu en 1097. C'est la querelle des droits de souveraineté hongrois ou croates.

Les limites du royaume de Croatie sont toujours demeurées fixes. Il enferme la Dalmatie maritime, la Slavonie, serrée dans le triangle Drave—Danube —Save, et la Croatie qui réunit les deux autres provinces. C'est ce royaume qu'on appelle d'un nom singulier qui semble renfermer toute une théologie, le royaume triunitaire. L'union avec la Hongrie ne fut jamais sans orages, mais en 1848 ce fut la tempête et la révolte. Le ban Jellacic, chef militaire des Croates fidèles à leur empereur, marche avec ses troupes contre l'insurrection hongroise. Il est battu, mais il permet aux Russes d'écraser à Villagos, pour le compte de l'empereur d'Autriche, la Révolution magyare. Cette affaire entre l'Allemand finalement victorieux, le Croate fidèle et le Hongrois rebelle ne fut vraiment réglée que vingt ans plus tard, au compromis de 1867 qui accordait l'égalité souveraine aux gouvernements de Vienne et de Pesth et livrait, en fait, la Croatie aux Hongrois. En fait, car en droit le Croate eut même la liberté du choix : sa Diète hésite si elle doit envoyer ses députés à Vienne ou à Pesth. Strossmayer la décide à accepter la réunion à la couronne de Saint-Étienne et à signer la *Nagoda* ou pacte qui stipule l'autonomie de la Croatie et limite les parties communes des deux gouvernements. Nul traité d'alliance ou d'union ne fut jamais la source de plus de discordes. Il en est sorti quarante années de

luttes politiques de la Croatie contre le Hongrois, brillant oppresseur qui avait dit à la Diète d'Agram qu'il lui tendait une page blanche pour que les Croates y inscrivissent à leur choix leur propre constitution, et qui depuis quarante années nomme des bans ou lieutenants du Roi qui gouvernent seuls, étouffant ou parodiant l'autonomie croate.

Cette dernière période de l'histoire des Slaves du Sud est dominée par la grande figure de Mgr Strossmayer, mort en 1905 (1). Évêque magnifique d'une bourgade, prélat indocile à Vienne, indocile à Rome, il est, durant cinquante années, la gloire et l'âme de la patrie croate. Il est chef national, d'abord par son action politique à la Diète d'Agram et au Reichsrath de Vienne; il l'est encore par sa seule autorité morale quand la politique s'éloigne de lui et quand les nouveaux partis — parti du droit d'Antoine Starcevic — triomphent contre lui.

Avouerai-je que, même après l'article de son biographe pourtant informé et pénétrant, je reste incertain sur le rôle politique et surtout religieux de l'évêque de Djakovo. Sa figure ne rayonne pour moi qu'à travers un voile. Peut-être celui qui étudierait l'histoire religieuse récente de la Croatie aurait-il la fortune de découvrir ou d'apercevoir une tradition. Strossmayer, évêque de Bosnie et vicaire apostolique de Serbie, qui donnait à son église cathédrale de Djakovo la forme d'une croix grecque, qui se refusait à l'infaillibilité pontificale, qui réclamait en vain pour son église une liturgie slave,

(1) Sur Strossmayer, cf. l'article de M. Ch. Loiseau dans le *Correspondant* du 25 avril 1905.

qui craignait toujours de voir, selon le mot de M. Loiseau, les ordres de Rome passer par Vienne, Strossmayer a dû fortifier singulièrement le sentiment et le désir d'une église nationale en Croatie. Et qui sait si les esprits ne trouveront pas là une préparation et une habitude commencées ? La politique « eucharistique » de Vienne est bien antérieure au congrès d'août 1912. Peut-être dira-t-on, en suivant son histoire, qu'elle s'était heurtée à la résistance politique de Mgr Strossmayer, avant d'être mise en déroute par les victoires balkaniques.

*
* *

Les politiques des peuples dominés par les questions nationales ou ethniques sont chargées d'histoire : j'ai dû traverser cette longue histoire des Slaves du Sud pour faire entendre leur politique présente.

Un financier autrichien (1) disait à peu près que celui qui entreprendrait de suivre dans sa complexité indéfinie l'organisation politique de l'Empire finirait par douter de l'unité de sa propre personne, tant il y a, dans ce grand dualisme, de dualités secondaires et d'exceptions. Chaque unité politique a son appendice, et la biologie ou la botanique les plus complexes peuvent seules donner des exemples de la richesse de ce système appendiculaire. Il y a l'Autriche et il y a la Hongrie, mais dans l'Autriche il y a la Galicie, qui a son

(1) Cité par R. Gonnard, *Entre Drave et Save*. Paris, Larose, 1911.

régime propre, et dans la Hongrie il y a la Croatie, qui devrait être autonome. Et n'allez pas confondre avec la Galicie, la Bukovine qui a son régime à elle, ni mettre dans la Croatie la Dalmatie qui est croate, mais qui est en Autriche..., etc., car cela continue !...

En bref, la répartition politique des Slaves du Sud est celle-ci : les Slovènes occupent les provinces autrichiennes de Carniole, une partie de l'Istrie (sauf Trieste latine), une partie de la Carinthie et de la Styrie. Environ 1.200.000 âmes. Comme ces provinces, la Dalmatie, peuplée de Croates, envoie ses députés au Reichsrath de Vienne. Les populations de Croatie et de Slavonie sont rattachées à la couronne de Hongrie, tiennent leur diète à Agram et ont le privilège de participer par 40 députés de cette diète à ce tapage infernal qu'est la vie politique magyare à Buda-Pesth. Mais ajoutez aussi les 1.600.000 Serbes de Bosnie-Herzégovine et 700.000 Serbo-Croates en territoire hongrois au delà de la Drave et du Danube, c'est une masse d'environ 7 millions de Slaves, Serbes, ou cousins des Serbes, que leurs passions nationales tournent : ceux de l'Ouest contre le Gouvernement allemand de Vienne, ceux de l'Est contre la domination magyare.

Germains ou Hongrois, pour un Slave, c'est tout un, si ce n'est que le Magyar est pire. Ce sentiment d'hostilité égale ou renforcée est juste, appuyé sur de fortes et solides raisons. L'Allemand et le Hongrois sont deux ennemis qui ont partout les mêmes ennemis et les mêmes amis. La majeure partie de la vie politique de chacun d'eux, c'est la lutte contre

l'autre. Les Magyars surtout, juristes et batailleurs, capables de soutenir une argumentation latine avec une incroyable ténacité, mettent une subtilité merveilleuse, une susceptibilité agressive à trouver sans cesse des motifs de querelles avec les Allemands d'Autriche. Laisser échapper une occasion de chercher une chicane au Gouvernement de Vienne serait en Hongrie un désastre de la patrie et un déshonneur national. Mais s'agit-il de questions extérieures? Le ménage plein de tumulte retrouve aussitôt l'amour-propre et l'intérêt communs. Tripliciens à l'envi, Allemands et Magyars ont pour le Russe, qui a secouru les uns et écrasé les autres, les mêmes sentiments de rivalité.

Rien de plus naturel d'ailleurs ni de mieux combiné. C'est la Hongrie qui a fait la Triple Alliance, imaginée et proposée par Andrassy. Elle y trouvait le même avantage que l'Italie : comme elle, elle couvrait les grands avantages qu'elle venait de conquérir de la garantie qui semblait alors la plus puissante en Europe. De même que l'Italie assurait par là son unité récente, la Hongrie assurait son compromis de 1867; elles faisaient toutes deux entrer dans l'affaire l'Autriche, la seule puissance qui pût regretter les avantages récemment arrachés. La Hongrie, nation de 6 à 7 millions d'habitants, entrait ainsi, pour sa part, au conseil des grandes puissances. Quelle aubaine! Mais aussi, lorsque, au Congrès de Berlin, Bismarck fixait à chacun sa place et son rôle, il engageait l'Autriche dans le *Drang nach Osten,* c'est-à-dire dans la politique traditionnelle de la Hongrie, vers le protectorat des Serbes. On s'entend donc très bien entre

Berlin et Pesth, et lorsqu'il y a une quinzaine d'années Guillaume II vint visiter les Hongrois, ce furent grands éclats de cordialité et d'admiration réciproques qui ne venaient pas seulement d'un goût commun pour les aigrettes et les brillants costumes à brandebourgs. Par une combinaison de politique et d'intérêts merveilleusement ajustée, le Hongrois devenait le gardien brillant et tapageur d'une des marches germaniques, celle du Sud-Est.

Les Serbo-Croates n'ont donc aucune peine à faire un bloc de leurs ressentiments, qui sont anciens et graves, contre la Double Monarchie. Les Croates sont des démocrates pauvres, le Magyar est essentiellement un aristocrate. Nul en Europe, non pas même peut-être l'Anglais, n'a conservé davantage, dans sa conscience politique, la notion de privilège qui est le centre même du droit féodal. On a dit de quelques peuples d'Autriche qu'ils sont des « nationalités décapitées », parce qu'ils n'ont pas d'aristocratie foncière. La Croatie a son université à Agram, mais la plupart des grands propriétaires sont des magnats hongrois ou des princes germaniques, comme le prince de Schaumbourg-Lippe, Allemand du Nord, et l'un des maîtres du sol (1).

Le régime politique imposé aux Croates n'a plus rien de contractuel ni d'autonome, et la Nagoda est redevenue une « page blanche » qui ne conserve plus la trace d'aucun engagement magyar, d'aucune garantie. Mille causes intérieures y ont concouru et ont amené la ruine du parti politique « magyaron »,

(1) R. Gonnard, *Entre Drave et Save*, page 34.

ou d'entente avec les Hongrois. Depuis la crise de 1906 sur la question de l'emploi de la langue magyare sur ses chemins de fer, la Croatie a vu les bans (gouverneurs) succéder aux bans, les diètes succéder aux diètes, sans connaître de régime politique régulier et stable. Dans ce pays où le vote est oral et public, où chacun, par conséquent, doit confier au délégué du Gouvernement et à toute l'assistance le nom du candidat pour qui il vote, on n'a pu trouver de Chambre introuvable : les bans ont dû les dissoudre l'une après l'autre. Contre cette usurpation du régime politique en Croatie, toutes les assemblées politiques slaves de la Monarchie ont protesté, et jusqu'au Reichsrath, où cette protestation fut une des premières occasions d'union de tous les Slaves dans un même vote. Ce fut un beau tapage à Pesth, où on réclama les excuses et le désaveu du Gouvernement autrichien : mais les Slaves avaient parlé.

Les Hongrois avaient d'ailleurs jusqu'ici un moyen de gouvernement en Croatie qui maintenant leur manque, c'est l'opposition des Serbes et des Croates, frères naguère ennemis. La déchirure du schisme religieux en effet a passé jadis entre les Serbes et les Croates, les uns sont orthodoxes, les autres catholiques : c'est même leur seule séparation. Lors du procès d'Agram, bizarre, obscure et cruelle conspiration policière, avec faux et autres procédés techniques, où furent poursuivis des Serbes de Croatie pour complot « panserbe », on comptait encore sur l'indifférence des Croates. Or, fait nouveau et grave, Serbes et Croates, en Bosnie, dans le royaume triunitaire,

ont fraternisé dans l'enthousiasme des victoires glorieuses de l'armée de Serbie. La longue dictature hongroise avait commencé leur union auparavant. Dans le même temps qu'à la menace de la centralisation ottomane les Slaves des Balkans cessaient de se massacrer les uns les autres pour combattre ensemble, la crainte de la domination magyare rapprochait les Serbes et les Croates. Nouveau miracle d'union slave.

Il ne semble pas que cette politique hongroise de Croatie doive être modifiée. Le comte Tisza, président du Conseil, vient de succéder à Pesth à M. de Lukacz, pour faire, semble-t-il, la même chose que son prédécesseur. Il n'a pas annoncé d'autre intention que celle de mettre son Parlement en vacances, non sans avoir prononcé un vrai discours de premier Hongrois, altier, impérieux. Dans un journal de Pesth, le comte Andrassy qui, dit-on, va réunir sous sa direction toutes les oppositions libérales, absentes du Parlement, supposait que le comte Tisza a fait à la Chambre hongroise les déclarations sur la politique extérieure « qu'on n'a pas osé prononcer au Parlement autrichien par peur des Slaves » (1). Il semble bien qu'elles ne laissent pas espérer une politique différente ni à l'égard des Serbes de l'extérieur ni à l'égard des Serbes de l'intérieur.

Mais c'est vétilles et petites misères que tout cela auprès de l'émotion profonde qui a secoué la terre et les hommes, du Danube à l'Adriatique, à la nouvelle des victoires serbes. Cet hiver, à mesure

(1) *Magyar Hirlap* du 24 juin 1913.

que l'armée balkanique entrait en vieille Serbie, en Albanie, arrivait aux rives adriatiques, l'amertume croissait à Vienne, comme la joie de ses peuples slaves. Si l'Autriche, quand elle mobilisait à grand frais, voulait davantage menacer les Serbes du royaume ou ses propres sujets, c'est un point qui reste douteux. On s'est demandé si la force militaire, si même les liens plus forts de la politique eucharistique, retiendraient ces peuples appelés par la gloire de leurs frères : rien au moins n'a pu retenir leur sympathie. L'émotion fut pareille dans tous les pays yougoslaves. Jusqu'à Laibach, en plein pays slovène et catholique, le *Slovenetz*, journal du parti clérical, a soutenu pendant toute la guerre la cause serbe. Quel scandale ! La *Reichspost*, la *Reichspost* de l'État-major, y trouvait un de ses innombrables sujets de colère. Notez que le *Slovenetz* est dirigé par Mgr Krek, député au Parlement. Il fallut admonester le prélat par un article officiel qui rappelait les Slovènes à la politique eucharistique, la grande pensée de l'été dernier. Car vous n'oubliez pas qu'au mois d'août on réunit à Vienne toute la chrétienté prochaine et orientale pour y glorifier en pompe la politique autrichienne premièrement, et subsidiairement l'Eucharistie.

Que la décevante poursuite du prestige balkanique menace de brouiller Vienne avec ses sujets yougoslaves, qu'une transformation politique se prépare là, plus prochaine peut-être qu'ailleurs, c'est ce qu'annoncent tous les voyageurs ou observateurs qui ont eu récemment la témérité de promener en ces pays une curiosité interdite par la police autrichienne, le député Abel Ferry, le pro-

fesseur lyonnais René Gonnard. Mais quelle sera la forme, l'occasion, l'importance de ces changements? C'est ici un autre voyage, autrement téméraire et aventureux, au pays des hypothèses.

Les Yougoslaves eux-mêmes ont leur système, expression officielle de leur désir politique : c'est le trialisme, qui constituerait en un troisième royaume les 7 millions de Slaves du Sud, unis à la Monarchie par un lien personnel comme la Hongrie actuelle. Leur orateur, le député slovène Korosec, le proposait encore au Reichsrath à la récente discussion sur les événements des Balkans (1). L'Empire lui-même deviendrait triunitaire, suivant la formule mystique de la Croatie. Mais le trialisme soulèverait chez les Tchèques, et peut-être les Polonais, des difficultés graves. Ils n'accepteraient guère l'autonomie accordée à la jeune opposition yougoslave, et qu'eux-mêmes, vieux lutteurs, ne pourraient obtenir.

Je croirais plutôt que tout sera changé dans l'Empire dès que les députés slaves au Reichsrath pourront suivre une politique commune. A la vérité, depuis que le Gouvernement et l'Administration en Autriche sont redevenus oppresseurs, maussades, depuis que, sur le modèle de Berlin, on pense que l'intimidation, la menace, la crainte sont les plus recommandables et les plus puissants des moyens politiques, la tradition autrichienne, le sentiment vrai du rôle de l'Autriche, de ses vertus de conciliation et d'adaptation, de sa lente et heureuse subtilité diplomatique se sont réfugiés au

(1) Séance du Reichsrath du 20 mai 1913.

Parlement de Cisleithanie. Le labeur de ce Reichsrath a forgé et limé un nombre incalculable de « compromis » entre les diverses nationalités, peut-être n'est-il pas incapable de fondre encore un « compromis » plus vaste qui couvrirait tout l'Empire. Sur les questions extérieures au moins, les Slaves du Parlement se sont plusieurs fois trouvés d'accord contre les autres races : on l'a bien vu quand, récemment, on a essayé d'associer le Reichsrath à la joie germanique du jubilé de Guillaume II : ce fut, dit-on, un vrai tumulte slave ; on dut retirer l'imprudente proposition, préférant que les sentiments du Parlement de la nation alliée à l'Allemagne ne fussent pas exprimés.

Si cette concorde slave pouvait se produire, les Slovènes y apporteraient sans doute leur contribution, qui serait la rivalité avec les Italiens, en lutte électorale constante contre les Slaves dans les villes de l'Adriatique. Ce sera l'une des difficultés de cette « question adriatique », qui, par sa complexité, sa gravité, et pour la joie des diplomates, pourrait bien, dans les années à venir, remplacer la question d'Orient désormais simplifiée.

C'est donc du palais du Reichsrath que nous regarderons maintenant le spectacle de ces luttes nationales, et peut-être viendrons-nous à cette conclusion que l'union politique des Slaves d'Autriche sera scellée dès que les Polonais le voudront : dans les recherches sur le slavisme, tout chemin mène en Pologne.

CHAPITRE IV

LES AFFAIRES DE POLOGNE

(A L'Aigle blanc et l'Aigle noir.

Rompant les vieux jardins où Beethoven et Schubert écoutaient jadis les chants des oiseaux, le Ring de Vienne enferme de son boulevard circulaire le cœur de la capitale, et aligne autour de la Hofburg sa parure de palais. Il en est de tous styles, antique, gothique, renaissance, et tous âgés de cinquante ans environ. Parmi eux le palais grec du Reichsrath dresse sa façade à colonnes, ses murs aveugles et ses toits couronnés de chevaux de bronze et de griffons : c'est le temple parlementaire qui abrite la Chambre des Seigneurs d'Autriche et la Chambre des Députés, élus maintenant par le suffrage universel, de l'Empire cisleithan.

Négligez, si vous le voulez, la salle des séances du Reichsrath : vous n'y trouverez guère que l'indifférence ou l'obstruction alternées. Mais si, parcourant les couloirs aux décors pompéiens, vous apercevez par une porte qui s'entr'ouvre l'une de ces tabagies à l'atmosphère opaque, que sont dans tous les parlements du monde les salles de commission, vous verrez peut-être des poings tendus,

vous entendrez peut-être des voix qui menacent. Point d'alarmes : ce sont les représentants de deux nationalités voisines qui travaillent à un compromis. Dans cette Babel à compartiments, chaque nation a son « club » réservé par une pancarte en sa langue, du *Kolo* polonais à l'*Unio latina* où fraternisent les Italiens de Trieste et les Roumains de Bukowine. Le diable est de les assembler pour les faire vivre ensemble, et c'est à quoi l'Autriche a toujours excellé.

C'est une loi de la politique autrichienne que toutes les questions y sont toujours insolubles, et qu'elles s'arrangent toujours. L'office propre du Reichsrath, qu'il accomplit avec une merveilleuse fécondité, est de ménager des « compromis » entre les nationalités voisines et hostiles. Car ce n'est pas ici que les affaires extérieures, communes aux deux couronnes, sont guidées, traitées ou critiquées; c'est aux délégations, réunions ambulantes des deux Parlements autrichien et hongrois. L'occupation préférée des députés français, qui est de scruter les administrations, est refusée à leurs collègues de la Double Monarchie, car les services publics germaniques sont dirigés par de grands seigneurs qui servent leur maître et ne souffrent guère de contrôle. En possession du gouvernement, fort de ses traditions aristocratiques, servi par une administration qui est l'héritière pieuse et docile de Metternich, l'Allemand livre les représentants des autres peuples à leurs querelles intérieures.

Mais ce Parlement même montre une merveilleuse aptitude aux conciliations impossibles, aux solutions paisibles de conflits désespérés : il parti-

cipe lui aussi à ce qui est sans doute la vertu propre et la grâce de l'Autriche. Depuis quarante années il a fourni un nombre incroyable de compromis; il en poursuit deux en ce moment même, l'un entre les Allemands et les Tchèques (1), l'autre entre les Polonais et les Ruthènes : difficultés sans issue et sans espoir, qui déroutent la sagesse des plus clairvoyants et qu'on conciliera, n'en doutez pas, par quelque combinaison qui gagnera en boitant quelques années, jusqu'à la prochaine.

Ce Parlement, dans ces conditions, peut-il conduire l'État autrichien, comme beaucoup l'annoncent, à une politique slave? Je le veux bien, je le souhaite et je le crois. Mais encore faut-il que tous les Slaves du Parlement se puissent réunir en un effort commun. Leur faisceau est plus fort par le nombre que celui des Allemands — 213 députés slaves contre 173 allemands, en négligeant les socialistes et les sauvages (2); mais quel intérêt commun peut réunir les Tchèques irrités, âme ardente de l'opposition, et les Polonais autonomes et satisfaits, centre immuable de la majorité? seulement des idées, des tendances de politique extérieure, et c'est seulement l'union difficile des Slaves qui pourrait restituer à l'Autriche, aujourd'hui satellite, sa véritable et traditionnelle figure, l'affranchir de Berlin et faire d'elle, dans la Triplice même, le modérateur de l'Europe. Mais il faut, à cette œuvre d'équilibre et de pru-

(1) Ce compromis a échoué au mois d'août 1913.

(2) Je prends ces chiffres dans les publications officielles du secrétariat du Reichsrath, notamment *Klubs des Abgeordnetenhauses*, 21e session, novembre 1912.

dence, il faut avant tout la collaboration des 71 Polonais.

Ceux-là sont les représentants de la Pologne heureuse; seuls de leur nation ils ont dans leur province de Galicie, au delà des Carpathes, leur diète, leur langue, leurs chants, leurs écoles; ils sont en Autriche gouverneurs et ministres; ils ont la dignité officielle et la confiance qu'elle inspire aux esprits dociles, c'est-à-dire à la plupart. C'est un premier ministre polonais, le comte Badeni, qui a fait la première tentative de fédéralisme slavophile (1895). La barre qui engagerait le navire de la Monarchie dans une voie différente ne peut être qu'en leurs mains. Si ces favorisés parmi leurs frères malheureux ont conservé, comme les Tchèques, la conscience slave, s'ils répugnent à l'alliance germanique, c'est ce qu'il faudrait demander à leur sentiment intime et rien n'est plus délicat et plus difficile. Mais du moins il est certain que, libres en Autriche, ce n'est pas leur condition seule qui déterminerait leurs préférences et guiderait leur action, mais celle aussi des Polonais de Prusse et de Russie, et c'est donc dans cette marche orientale du germanisme que nous allons trouver l'état le plus confus, les questions les plus complexes et embrouillées, mais aussi peut-être les plus graves et les plus redoutables, en cette marche polonaise, à la soudure de trois Empires.

*
* *

L'histoire de la Pologne est un grand drame romantique. Ruisselant de couleur et de pitto-

resque, c'est mille années de guerres, contre l'Allemand d'abord, puis contre le Suédois, le Moscovite et toujours contre le Tartare, Mongol ou Cosaque Zaporogue. Peuple de gentilshommes, armée de cavaliers qui garde l'Europe à l'est et au nord ; au sud aussi, puisque c'est le roi Jean Sobieski qui arrête (1683), sous les murs de Vienne, le Turc qui ne va pas plus loin et reculera désormais jusqu'en 1913, de Vienne à la frontière d'Andrinople ou d'Enos-Midiah. Moins d'un siècle après, c'est le premier partage ; suprême éclat avant la suprême catastrophe. La Pologne fut à l'est la marche fidèle de l'Europe, que l'Europe a dépecée. Et parmi tout cela, ces assemblées, diètes et diétines de gentilshommes au costume étincelant, au kalpak à longues plumes, au bonnet de fourrures où scintillent aigrettes et escarboucles, ce peuple innombrable de seigneurs gonflés de faconde hâbleuse et d'érudition latine (1) : des siècles durant, c'est le plus noble tumulte.

Dans la guerre, héroïsme séculaire et constant, dans la paix, douceur singulière des mœurs publiques, le Polonais, toujours semblable aux héros romantiques, pratique naturellement les plus rares, les plus imprudentes vertus, désintéressement, goût des dévouements chevaleresques, dédain du mercantilisme. Par là même il s'éloigne de la réalité. Il s'en éloigne plus encore par son incapacité politique, par la difficulté qu'éprouve son esprit à combiner une vie publique adaptée aux nécessités

(1) Cf. dans la trilogie de Sienkiewicz le personnage si vivant de messire Zagloba de *Par le Fer et par le Feu*.

nationales, à mettre chacun à sa place dans l'État.

Si vous laissez à part l'Église, qui a eu un très grand rôle dans la vie polonaise, funeste, je le crois, au temps où la Pologne était la plus puissante peut-être des provinces jésuites, heureux peut-être aujourd'hui, la société de la République n'était composée que d'une seule classe, la noblesse. Il y avait, bien entendu, des paysans sur la terre défrichée, mais selon le droit féodal qui fut la règle sociale — je ne dis pas politique — de tous les peuples d'Europe jusqu'à la Révolution française, le paysan n'avait pas plus d'existence publique en Pologne qu'ailleurs : il était, au sens plein et juridique du mot, « représenté » par son seigneur. Mais ailleurs, le Tiers État, la bourgeoisie, le peuple des villes, a pris sa place dans la société féodale devenue plus tard royale. Il a ainsi conquis, fait reconnaître et consacrer la nécessité, à un rang inférieur il est vrai, des fonctions commerciales. En Pologne, point : il ne fut jamais de Tiers État polonais. De propos délibéré et comme en exécution d'un plan préconçu, les rois de Pologne appellent les Juifs pour peupler les villes et trafiquer. Casimir le Grand leur concède, non pas un ghetto, mais une ville touchant à Cracovie, où ils sont encore, à peu de chose près, dans le même costume et dans la même condition. Des Jagellons au partage, le Tiers État polonais sera juif.

Ce n'est pas tout. Les rois appellent les Juifs, mais ils tolèrent les Allemands, qui arrivent eux aussi en grand nombre. Retenons ce point, car il est, si je puis dire, d'actualité. Les Allemands qui, aujourd'hui pénètrent par rapide infiltration dans

le Royaume, c'est-à-dire en Pologne russe, sont les descendants toujours méthodiques de ceux qui commencèrent à affluer vers le treizième siècle dans ce pays qui se privait lui-même de tout commerce. Presque à l'embouchure de la Vistule, Dantzig (Gdansk) fut, au Moyen Age, l'une des plus puissantes, sinon la première des villes hanséatiques et c'est par là qu'arriva le trafic allemand. Ce fut le principal des modes de l'immigration germanique en cette terre slave, terre promise, par conséquent, à ce peuple allemand qui a toujours préféré, qui préfère encore aujourd'hui coloniser chez ses voisins, par voie de terre, qu'au delà des mers.

La noblesse, donc, la *szlachta,* est souveraine, hors l'Église, dans l'immense plaine et dans la République. Mais c'est une noblesse démesurée, une plèbe, l'expression polonaise dit même une « racaille » nobiliaire. A la fin du dix-huitième siècle, la France compte environ 125.000 nobles, la Pologne 800.000 pour une population deux fois moindre. De Lithuanie, le grand-duché uni au Royaume, viendront, il est vrai, quelques magnats ; quelques familles polonaises, il est vrai encore, se tailleront d'immenses domaines dans les conquêtes de la République, et ce sera la manière polonaise de coloniser, la constitution de grands fiefs non pas à l'ouest, hélas ! mais à l'est chez les Russes, les Petits-Russes ou Ruthènes du pays autour de Kiew, fort différents des Moscovites. Double malheur, triple malheur, car la Pologne se détourne ainsi de sa frontière occidentale, où couvent contre elle la rancune et la vengeance prussiennes ; elle prépare

elle-même en ce pays ruthène un foyer de jacquerie toujours menaçante, et, d'autre part, ces magnats trop puissants, chefs d'armées de 10.000 hommes, se taillent des clientèles dans la petite noblesse et organisent, si l'on peut dire, l'anarchie en factions qui déchirent la République.

Mais en droit, tous ces nobles sont égaux, ayant droit dans les diètes au même tapage, à la même obstruction, au même *liberum veto*. Durant trois siècles, car ce veto n'est pas si ancien, la noblesse polonaise, scintillante et gaie, s'agite et vit dans la lumière de cette *liberté dorée*, dénoncée jadis par le grand prédicateur jésuite Skarga. C'était, cette liberté, leur orgueil et leur souverain bien, dont ils croyaient, les insensés ! pouvoir jouir sans craindre les jaloux.

Car le trait le plus caractéristique de cette *szlachta*, c'est peut-être cette vertu pleine de grâces et de périls : l'insouciance. Cette République qui semblait n'avoir pas d'autre souci au monde que de surveiller son roi, qui vivait sous un régime économique d'une pleine absurdité, n'avait pas d'ambassadeurs près des cours étrangères. On pensait couramment au dix-huitième siècle en Pologne que, ne menaçant personne, la République ne pouvait être menacée, que, renonçant expressément aux conquêtes, elle ne pouvait être conquise, et qu'un peuple résolu à n'inquiéter point ses voisins peut vivre sans trouble, s'il ne prétend à rien qu'à rester libre en ses frontières. On le lui fit bien voir.

*
* *

Or, un destin cruel a donné comme voisin à ce peuple séduisant et léger un État auquel il refusa la grâce, mais qu'il arma d'un instinct féroce de discipline. Aujourd'hui encore le sentiment du fonctionnaire allemand pour le Polonais « brouillon, querelleur, inconséquent et léger » (1) est une sorte d'émerveillement scandalisé. De toute évidence, c'est à lui, Germain, que Dieu a fixé la mission de mettre de l'ordre là dedans. La querelle est millénaire, elle date de la naissance du christianisme et de la Pologne elle-même.

La Prusse proprement dite, les deux provinces actuelles de Prusse Orientale et de Prusse Occidentale, pays d'abord slaves et païens, fut christianisée à l'envi par les missionnaires polonais dont l'apôtre fut saint Adalbert et par deux ordres militaires, les Porte-Glaives et les Chevaliers Teutoniques, qui établirent en ces régions plates où se traînent les rivières, de fortes puissances féodales. Le centre de la puissance polonaise fut d'abord, avant que les Jagellons vinssent de Lithuanie, le grand-duché de Posen, aujourd'hui province allemande de Posnanie, berceau de la première dynastie polonaise, celle des Piasts. Longues luttes entre ces voisins immédiats, Polonais et Teutoniques, terminées par la bataille de Grunewald où les Teutoniques sont écrasés (1410). M. Paderewski, l'illustre pianiste, a voulu rappeler cette victoire de sa patrie. Par ses soins, sur une place de Cracovie, sur la seule terre au monde d'où les souvenirs de la gloire

(1) Jules Huret, *De Hambourg aux Marches de Pologne*, page 405 : « Exposé de la question polonaise par les Allemands. »

polonaise ne soient pas proscrits, s'élève un monument, de style gigantesque, qui célèbre son souvenir. Il est dressé en face de la porte Floryanska, étroite poterne dans le rempart de la ville royale qui encadre aujourd'hui ses briques rouges dans la verdure des arbres des admirables « Plantations », et que nul n'a franchie depuis des siècles sans saluer la Vierge reine de Pologne dont l'autel est niché dans la porte même. Ainsi l'aigle blanc fixé à cette porte regarde sans cesse le monument qui rappelle les souvenirs du plus beau jour de son règne brisé.

Le Polonais insouciant et débonnaire savait vaincre, mais non pas profiter de sa victoire. Il se contenta de l'hommage des territoires de l'Ordre, et ne s'établit fortement que sur la basse Vistule, de Thorn à la mer. En sorte que lorsque l'héritier des Teutoniques, l'électeur de Brandebourg, devient roi de Prusse, ses domaines restent séparés par les territoires polonais. Il faut donc confisquer ces territoires ; le démembrement de la Pologne devient pour la Prusse ce que la diplomatie contemporaine, habile à cacher ses effronteries sous des métaphores, appellerait un intérêt vital. Il l'est toujours, comme le rappelait, il y a quelques années, le prince de Bülow. L'implacable Frédéric II ne l'oublia pas un instant, et c'est lui, tentateur, puis menaçant, qui décida la Russie et l'Autriche au premier partage. Catherine, occupée de ses belles conquêtes de Tauride, était embarrassée pour arranger sa paix avec le Turc, satisfaite d'ailleurs de dominer, par son ambassadeur Repnine, les diètes et la Cour polonaises. C'est Frédéric qui suggère la compensation

en Pologne. C'est lui qui propose, qui presse et qui entraîne. Catherine reprend alors des terres russes ou lithuaniennes, et Marie-Thérèse, après avoir hésité si elle protesterait ou si elle profiterait, prend sa part en faisant dire des messes.

Ne dites pas : vanité des responsabilités historiques ! Des trois larrons, qui fut le premier ; qu'importe aujourd'hui ? Il importe encore, et, sans ce trait vous n'entendrez pas ce qu'est la question polonaise pour la Prusse et pour la Russie. Dans sa domination en Pologne, la Russie a connu parfois la lassitude, la Prusse jamais. Pour la première, le démembrement fut un gain fortuit : les « vrais Russes » disent quelquefois que ce fut et que c'est un fardeau importun ; pour la Prusse, c'est une vocation héréditaire, c'est une proie qu'elle ne peut lâcher.

*
* *

Le romantisme héroïque des Polonais survécut au partage et à la mort de la patrie. Il éclata dans leur admirable fidélité à Napoléon ; deux fois au siècle dernier il fit explosion dans les soulèvements de 1831 et de 1863. Mais surtout, alors que dans la Pologne désarmée s'éleva plus forte et plus noble que jamais la voix de la poésie, le romantisme de la race sembla s'exalter jusqu'au mysticisme ou retomber dans le pessimisme le plus noir de ses penseurs et de ses poètes. « Cortège funèbre qui suit la patrie dans le tombeau », a dit magnifiquement le plus grand d'entre eux (1).

(1) A. Mieckiewicz, *Cours du Collège de France*, III, page 148. MM. Marius-Ary Leblond qui ont publié un livre sur la *Pologne*

Le messianisme de Mieckiewicz cherchait des consolations dans le mysticisme de ses pensées sur la nécessité du sacrifice et sur la morale chrétienne de l'histoire. Et chez tous, le découragement le plus amer, cette tristesse incurable qui ne trouve d'atténuation légère que dans le sentiment, presque le goût et la cruauté de cette tristesse même, pareille à celle qui traîne dans les nocturnes et les ballades de Frédéric Chopin, comme un manteau de deuil tombant des épaules de Hamlet. Le dernier de ces romantiques désespérés, n'est-ce pas, je l'imagine du moins, ce grand Wyspianski, que M. Lucien Maury promet de faire bientôt mieux connaître aux Français? On m'a conté que dans l'un de ses drames symboliques, *Les Noces,* je crois, figure un chevalier intrépide, qui se bat sans cesse, toujours noble et toujours vaillant, et lorsque se lève la visière du casque de ce sombre cavalier, c'est une tête de mort qui apparaît : un spectre sous l'armure...

Dois-je m'excuser encore d'avoir trop longtemps erré à travers l'histoire de ce peuple avant de pénétrer dans sa politique? Je me suis efforcé de ne retenir que les traits qui marquent encore la vie publique des Polonais ou les événements qui continuent à agir, de n'appeler de tous ces morts que ceux qui parlent de nos jours. Car c'est la destinée étrange de ce peuple qu'il souffre encore, dispersé, des erreurs de son gouvernement abattu;

---

vivante, nous ont rendu le service de réunir sous ce titre : *Les Slaves,* Paris, 1913, les principaux extraits de l'enseignement de Mieckiewicz.

il est des fautes de Casimir Jagellon ou de Jean Sobieski qui reparaissent aujourd'hui comme des taches morbides sur le corps démembré de la Pologne.

Et pourtant, une grande révolution s'est faite récemment en Pologne, et, si l'on en croyait les Polonais, il semblerait qu'elle se soit faite, en quelque manière, contre le caractère national, contre le romantisme (1). L'un des peuples les plus fervents du monde dans sa piété à ses souvenirs historiques dénonce lui-même ses défauts et s'efforce de les repousser. Il n'est guère de conversation avec un Polonais qui ne commence par une déclaration de positivisme politique : la Pologne abdique son romantisme.

Tous entendent par là qu'ils ont renoncé à poursuivre des chimères. Il n'est plus question de restauration de la couronne de Pologne, de restitution de l'État polonais. Ne leur demandez pas, au surplus, de trop préciser; craignez de déchirer au fond de leur âme de belles espérances. Si, dans quelque changement profond de l'Europe..., mais ce sont là de ces choses dont il convient de ne jamais parler. Au fond de la pensée de tous les peuples dont la patrie n'est pas intacte flottera toujours une ombre de messianisme.

Mais dans la politique actuelle, future, lointaine, ces Polonais des trois États restent loyalistes, quelque dure que soit leur condition : ils veulent la rendre meilleure par les moyens de la loi à laquelle

(1) R. Dmowski, *La Question polonaise*. Traduction de Gasztowt, pages 260 et suiv. Paris, 1909.

ils sont soumis. Certains, détachés de la politique et fatigués des factions, ne poursuivent qu'une action sociale, par des sociétés de bienfaisance, d'émigration, de mutualité agricole. Mais justement, cette action sociale, animée par un esprit polonais, est plus efficace parfois pour le service du sentiment national que tant de luttes politiques. Tous ne songent qu'à défendre, dans les trois Empires, la langue, l'école, la jeune industrie, la vie polonaises.

Objet défini, pratique, immédiat, application laborieuse, sévère et méthodique, c'est un esprit nouveau dans le Royaume et le grand-duché de Posen. Il court, dit-on, dans toute la race, plus vigoureux et mieux réglé dans la jeunesse, car Agathon a aussi, paraît-il, des frères en Pologne.

Des malheurs, si grands qu'ils soient, les réflexions sur ces infortunes, si recueillies qu'elles puissent être, ne pourraient, sans le concours d'autres causes, expliquer un changement si profond : la plus grave d'entres elles est en Pologne, et surtout en Pologne prussienne, l'avènement de la démocratie. Ces paysans ignorés, nul, depuis des siècles, n'avait songé à leur demander s'ils participaient au sentiment national ; interrogés de nos jours, ils montrent une grande ferveur nationaliste.

Sous la poussée de cette classe nombreuse, patiente, prolifique, d'esprit utilitaire, les anciens maîtres se sont réformés eux aussi; ils s'appliquent enfin aux nécessités contemporaines.

Dans la ville royale de Cracovie, où toute l'histoire du Royaume est embaumée, à la terrasse du clocher de l'église Sainte-Marie ceint de la cou-

ronne de la Vierge, reine de Pologne, une lucarne s'ouvre à chaque heure du jour et de la nuit. Un sonneur de cor s'y montre et jette sur la ville une fanfare qui peut-être réveilla jadis les armées du grand hetman de la Couronne ou de Lithuanie. A l'entendre parfois, tandis que sur la place noble et calme du Rynek quelque Polonais d'Autriche me parlait de la méthode, de la ténacité politique des frères de Prusse et de Russie, j'ai songé que ce héraut, là-haut à sa lucarne, représentait seul maintenant une époque et un esprit périmés : ce sonneur de cor de Sainte-Marie, c'est le dernier romantique de la Pologne.

(B En Pologne prussienne.

Un Polonais de Galicie, homme d'Université, esprit net, observateur, historien de son état, me disait : « Dans toute réunion polonaise où l'on parle politique, vous distinguerez, sans faute, deux courants : les uns sont plus prussophobes, les autres plus russophobes. » Division exacte à ce qu'il m'a paru, car ces deux catégories enferment bien tout l'esprit politique de la Pologne présente : au seuil de sa vie, tout Polonais doit choisir entre deux rancunes. Du Prussien ou du Russe, lequel est le plus chargé de leur haine, on en peut bien discuter, mais je suis bien sûr que c'est le Prussien qu'ils craignent davantage.

La question polonaise dans l'empire d'Allemagne est de beaucoup la mieux connue en France ; nous y avons envoyé, dans les années récentes, quelques-

uns de nos meilleurs reporters et de nos meilleurs historiens. L'enquête vivante et impartiale de Jules Huret (1), et l'étude philosophique et exacte de M. Henri Moysset (2), nous ont conduits dans ce pays de Posnanie, où l'uniformité maussade de la prospérité germanique est colorée par la vivacité des luttes politiques, où le fonctionnaire prussien fut plus d'une fois bafoué pour le soulagement et la joie du monde entier. L'ouvrage de Moysset surtout a conquis chez les Allemands et chez tous leurs voisins une grande autorité. C'est, pour les deux ou trois années qu'il rapporte, un bréviaire excellent de la politique allemande. On le trouve en cette qualité aux mains des germanophiles qui confessent de bonne grâce leur estime pour un auteur membre de la Kant-Gesellschaft de Kœnigsberg, et qui a pénétré les suprêmes secrets de la méthode allemande ; et ceux que la puissance de la culture germanique n'a pas encore enchantés savent gré à cet historien français d'avoir observé d'un regard clairvoyant les faiblesses et les antinomies de l'Empire. Je lui emprunterai beaucoup, ajoutant seulement à son récit quelques faits postérieurs.

Enfin, dans cette Europe qui n'est pas encore parvenue à une pleine maturité philosophique, quelques incidents tragiques et pittoresques ont fait plus que les traités les plus savants pour l'instruire de la lutte du polonisme et du germanisme

---

(1) *De Hambourg aux Marches de Pologne.* Paris, Fasquelle, 1908.

(2) *L'Esprit public en Allemagne, vingt ans après Bismarck.* Paris, Alcan, 1911.

sur les bords de la Wartha : l'histoire des petits écoliers de Wreschen à qui l'on essaie en vain de persuader à la prussienne, par la schlague, que le bon Dieu n'entend que l'allemand, ou l'aventure de cet ouvrier polonais, propriétaire légitime d'un champ, et contraint, pour obéir aux justes lois de l'Empire et échapper aux gendarmes casqués, d'habiter une roulotte, sous la réserve expresse que ladite roulotte n'aurait pas de cheminée, car alors cette roulotte aurait les caractères proscrits d'un « établissement » auquel un Polonais ne saurait prétendre sur sa propre terre.

La politique allemande à l'égard des Polonais n'a pas toujours été la persécution constante et le refoulement uniforme. Les historiens n'ont pas indiqué à ces variations des lois certaines ; elles ont suivi, disent-ils, les hasards de la politique générale. Je suis frappé cependant que les périodes où la politique antipolonaise a tout à fait oublié la conciliation, est devenue à la fois méthodique et furieuse, ce sont celles où l'Empire était dominé par les idées proprement prussiennes ou gouverné par les Prussiens de pure race. Bismarck, sur ce point, n'a jamais bronché. Il a toujours pensé ce qu'il écrivait déjà en 1848, qu'abandonner la germanisation du grand-duché de Posen, de la Prusse et de Warmie, c'était « couper les meilleurs tendons de la Prusse » (1). La grande bataille scolaire, le Kulturkampf lui-même, c'est en Pologne surtout qu'il la veut porter. « La nécessité de commencer le Kulturkampf, disait-il plus tard, s'imposa à moi par le

(1) Cité par Moysset, page 8.

côté polonais de la question. » C'est lui-même qui, en 1872, et surtout par l'ordonnance du 27 octobre 1873, fait de l'école le moyen et le centre de la germanisation ; il y interdit l'usage de toutes les langues autres que l'allemand : plus d'école polonaise.

Plus tard, c'est lui encore qui, poussant plus loin son audace, ses traditions et ses haines, s'attaquera au régime des biens, infiniment mieux garanti en tous pays et par toutes les lois que le droit des consciences : le 26 avril 1896, il promulgue la loi de colonisation. Les germanisateurs hésitent à ce moment sur les moyens possibles, efficaces, décents de leur entreprise : ne suffirait-il pas de renforcer les lois scolaires? C'est Bismarck qui rappelle les rudes et fortes vérités historiques et nationales, qui rouvre la voie séculaire ; c'est sur la terre qu'il faut s'établir ; une terre slave bordant l'Allemagne, c'est une marche germanique : il faut la coloniser.

Sens admirable des traditions d'un gouvernement qui, presque sans terre, sans idée nationale, doit tout, à travers les âges, à la volonté, à l'artifice, à la force ! Les électeurs de Brandebourg, à peine éloignés de cette tabagie de corps de garde qu'était leur cour, colonisaient. Frédéric le Grand colonisait ses nouvelles conquêtes de Silésie et de Pologne, y établissant ses grenadiers mariés à quelques filles polonaises enlevées de vive force, avec quelque bétail comme de juste, car à la campagne on ne doit pas oublier la dot de la fermière. Après un siècle de tourmente française et démocratique, Bismarck reprend toutes les traditions frédériciennes, toutes

celles, du moins, que permettent les progrès affligeants de la sensibilité publique. Il a fixé les moyens et marqué la voie, et, vingt années durant (1886-1908), l'Allemand colonise dans l'Est, jusqu'à ce qu'il exproprie.

Une commission de colonisation (*Ansiedlungskommission*), secondée par l'Association des Marches de l'est (*Ostmarkverein*), œuvre des « Hakatistes » (on sait que les Polonais ont forgé ce mot des initiales des noms, à sonorité voisine, de leurs plus grands ennemis Hansemann, Kennemann et Tiedemann), achète les terres polonaises et y installe des colons allemands venus de l'Ouest ou rappelés de l'étranger. Des lois successives jettent l'argent nécessaire à cette œuvre de salut national : 100 millions de marks en 1886, 100 millions en 1898, 150 millions encore en 1902.

Tout cet argent a produit des merveilles, mais non pas du tout celles qu'on espérait. En ce pays jadis pauvre, la prospérité agricole est venue et aussi celle, moins désirable, des marchands de biens. Les causes générales de l'enrichissement allemand ont servi l'œuvre de la Commission. L'empereur Guillaume II a procuré la richesse à ses peuples ; c'est même pour cette raison, si vous voulez bien y songer, que l'Europe est demeurée en paix depuis vingt-cinq années, et pour cette raison encore qu'elle est si souvent à la veille de la guerre, si l'on admet que la principale cause de conflit soit la rivalité anglo-allemande. De cette richesse les provinces de Posnanie et de Prusse ont profité plus que d'autres provinces agricoles, grâce aux efforts de la Commission de colonisation, à son argent,

aux résultats certainement brillants qu'elle a obtenus. Les descriptions des villages allemands bâtis, établis, outillés par la Commission sont à faire pâlir d'envie tous les membres de toutes les sociétés d'économie rurale des deux mondes.

Mais dans cette œuvre méthodique et propre, il n'y eut pas que de la satisfaction administrative ; il y a aussi ces retours imprévus, ces résultats contrariants qu'en tous pays les lois sont impuissantes à prévoir et les administrations à comprendre. L'énorme administration colonisatrice (car c'est un vrai ministère de l'Est) constata sans contentement que, dans l'espace de vingt années, le prix des terres avait effroyablement augmenté. Ce qui valait 568 marks en 1886, dans le cercle de Bromberg, valait, en 1906, 1.500 marks. On payait donc très cher, pour les livrer aux Allemands, des terres qui n'étaient même plus polonaises. Car la loi avait eu cet effet direct et certain de réveiller le patriotisme polonais qui se montrait rebelle à la colonisation. Mais l'Allemand y prenait goût. Heureux de l'aubaine, il vendait sa terre à la Commission, menaçant, en cas de refus, de la vendre aux Polonais. Lorsqu'on fit les comptes, on se trouva avoir acheté à grands frais plus de deux tiers de terres allemandes contre un tiers polonais. La colonisation germanique en Pologne avait amené la richesse agricole et la faillite du germanisme.

*
* *

La loi de colonisation n'a pas seulement vivifié le patriotisme polonais, elle l'a unifié. Bismarck,

en 1886, avait provoqué la noblesse ; il dirigeait sa loi contre les grands domaines. Et comme on doutait si les propriétaires consentiraient à les vendre à la Commission : « Ils seront trop heureux, dit le chancelier, d'aller en dissiper le prix à Monte-Carlo. » Si les grands seigneurs polonais étaient alors à Monte-Carlo, je l'ignore ; mais à coup sûr, ils en sont revenus, il résident sur leurs terres, ils les gardent, ils les défendent.

En même temps, la résistance polonaise s'organisait, conduite par le clergé catholique, prompt à lutter contre les Prussiens luthériens ; non peut-être le haut clergé, d'abord docile à la Cour, mais le clergé des paroisses qui reste encore aujourd'hui l'inspirateur ardent de la défense nationale. Ardent et méthodique. C'est une « république de paysans polonais » qui s'est formée au flanc oriental de l'Allemagne. Les mutualités agricoles, nombreuses, fédérées, parfaitement administrées, sont devenues autant d'institutions nationales, c'est-à-dire antigermaniques. Les caisses de crédit ont permis au rustre polonais d'échapper aux offres, à la pression de la Commission d'achat allemande ; les caisses elles-mêmes se sont mises à racheter de la terre, terre allemande parfois reconquise sur les Allemands colonisateurs.

La colonisation est épuisée, puisque l'on ne trouve plus de terres polonaises à acheter ; elle se dévore elle-même, en quelque sorte. Il faut trouver autre chose, il faut faire un pas nouveau dans la persécution foncière. Le 10 août 1904 paraît la loi qui défend aux Polonais de s'établir sur les terres qu'ils ont acquises ; c'est la loi que l'affaire de la

roulotte a, si l'on peut dire, « popularisée ». Enfin, en 1908, on voit ce spectacle propre à consterner toutes les académies ou sociétés des sciences économiques de l'univers : deux assemblées conservatrices, le Reichstag et le Bundesrath, votent une loi d'expropriation individuelle, sous le regard narquois des socialistes alléchés. Désormais, l'Empire est armé du droit de prendre sa terre, en la lui payant le prix qui lui plaît, à tout propriétaire polonais, quel qu'il soit, sans que le Polonais puisse prétendre à un autre droit qu'à celui d'aller en dissiper le prix à Monte-Carlo. La force d'expropriation de la loi est limitée pour le moment à 70.000 hectares, mais c'est le premier pas. Cet instrument, resté longtemps suspendu sur la tête de tous, vient de s'abattre, l'hiver dernier, sur la tête de quatre propriétaires polonais pour une étendue de 1.500 hectares. Ils avaient, semble-t-il, récemment acheté les terres expropriées. Ils plaident en ce moment même, sur le prix seulement s'entend, dont ils réclament la rectification aux juges, s'il en reste, du meunier de Sans-Souci. Mais l'expropriation est acquise. Instruit par cet exemple de fermeté vengeresse, chaque propriétaire se demande si son courrier du matin ne lui apportera pas l'invitation de déguerpir de sa maison et de livrer son bien. Tel était, complété par quelques boycottages réciproques, le dernier état des relations entre Polonais et Prussiens au moment (août 1913) où l'empereur Guillaume s'en fut tenir sa cour dans sa ville grand-ducale de Posen. Dans les rues, le populaire siffla au passage les carrosses qui portaient aux bals du château les rares grands seigneurs polonais amis de la Cour.

Voici, dans cette lutte, un fait nouveau et de conséquence : une démocratie. La plèbe polonaise, qui dans l'histoire avait éclaté en jacqueries, apparaît dans le monde politique et, sur le champ de bataille agraire, repousse l'ennemi héréditaire qui avait jadis refoulé son aristocratie ; elle y montre une ténacité, un esprit d'organisation, un génie rural servis par des hommes du type le plus curieux ; tel cet abbé Wawrziniak, paysan volontaire, intrépide et sûr de soi, merveilleux organisateur de caisses rurales, trésorier de village reconnu comme l'un des premiers financiers de l'Europe. Elle a maintenu, chose incroyable dans la lutte, l'union de toutes les forces polonaises. Aux récentes élections du Landtag de Prusse (mai 1913), conservateurs, nationaux-démocrates, centre, sont d'accord sur toutes les questions nationales. Au Reichstag, dans la discussion des nouveaux armements, l'opinion se soulève contre le langage trop modéré des Polonais membres de la Commission, et les mêmes Polonais, qui avaient si bien servi en 1870 à la fondation de l'Empire (1), refusent aujourd'hui, avec les seuls socialistes, l'augmentation des forces militaires.

Le hobereau prussien, l'une des forces conservatrices les plus entêtées qui soient au monde, se heurte, à l'Est, non plus seulement à une opposition nationale, mais à une opposition de forme démocratique. Et cette opposition le déborde au Sud, car c'est le réveil du peuple de Posnanie qui a rendu la

(1) Sienkiewicz a écrit sur ce sujet un roman émouvant : *Bartek le Victorieux*.

conscience slave aux Polonais de Silésie (1); et comme cette race est prolifique, elle émigre, organisée, rangée toujours en associations, sous la protection nationale de saint Isidore; elle va peupler les industries rhénanes, et voici que dernièrement un candidat polonais au Reichstag a réuni des milliers de voix en Westphalie.

Plus une pensée, plus une ombre de révolte; le loyalisme le plus rigoureux, un loyalisme un peu dédaigneux, si l'on peut dire, à l'égard du Prussien. Il y a longtemps, disait un Polonais à M. Moysset (2) que les Allemands du Sud nous auraient assimilés. Une lutte agraire, passionnante pour l'économiste observateur, menée par des paysans conduits par des prêtres, avec toutes les armes modernes, associations, mutualités, crédit, contre le fonctionnaire prussien plus raide, plus pesamment équipé, mieux enfermé dans sa confiance en sa supériorité que son aïeul, le Teutonique, dans son armure, que nous voilà loin du romantisme d'antan! et pourtant ce sont bien les mêmes adversaires, sur le même champ.

(C En Pologne russe.

L'action du Gouvernement allemand sur les affaires polonaises ne s'arrête point à ses frontières. Tous les Polonais croient que la main gantée de fer du Prussien s'étend jusque dans le Royaume même, c'est-à-dire en Pologne russe.

---

(1) Cf. ci-dessus page 20.

(2) Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, page 99.

Les Allemands le reconnaissent, et voici, entre mille, leur aveu le plus récent. Je le prends dans une brochure qui a fait quelque bruit outre-Rhin. Pour résumer les relations de la Russie et de l'Allemagne, l'auteur conclut : « Il n'y a pas entre elles d'opposition d'intérêts vitaux ; il y a au contraire une communauté d'intérêts permanents : la question polonaise (1). »

C'est d'ailleurs une notion politique, qui n'est guère contestée dans toute l'Europe Orientale, qu'il y a entre le Cabinet de Berlin et le Cabinet de Saint-Pétersbourg une convention qui date sans doute de 1862 et qui engage les deux Gouvernements dans une politique polonaise commune, qui les lie jusque dans les périodes des pires dissentiments. Certains ajoutent même que cette convention aurait été renouvelée entre les deux empereurs à Swinemunde en 1907 (2).

Une courte réflexion politique fait apparaître la probabilité de cette hypothèse, sa nécessité, en tout cas, pour les intérêts germaniques. Considérez en effet que le Gouvernement allemand est contraint par une obligation séculaire, « vitale », de poursuivre sur le flanc oriental de son Empire une politique de violence antipolonaise, c'est-à-dire d'y entretenir avec persévérance quatre millions de mécontents, disposés, s'ils trouvaient quelque favorable occasion, à l' « irrédentisme ». Si, à côté, dans l'Empire russe, douze millions d'hommes de même race et de même langue vivaient libres et

(1) *Deutsche Weltpolitik und kein Krieg*. Berlin, 1913, Puttkammer et Mühlbrecht.

(2) Dmowski, *La Question polonaise*, page 149.

heureux sous des lois acceptées, quelle puissance d'attraction pour les frères malheureux de Prusse ! Il importe donc à l'Allemagne que les Polonais de Russie soient tourmentés. Les Polonais russophobes ajoutent que cette nécessité historique de la politique prussienne a été servie dans le passé, dans la Russie officielle, par toutes les forces germanophiles, alors puissantes, et surtout par l'Administration russe, élevée et instruite à l'allemande par des fonctionnaires en grand nombre baltes, c'est-à-dire de race allemande et originaires des provinces baltiques.

Ces reproches, les Polonais les adressaient jadis au seul Gouvernement russe. Une immense espérance traversa la Pologne entière à la nouvelle de la Révolution de 1905 et de l'ordre nouveau qu'un empereur de pensée généreuse prescrivait dans l'Empire. De Cracovie, l'Université polonaise, un grand nombre de professeurs vinrent dans le royaume, à Varsovie, pour assister à cette aurore. Ce n'est plus aujourd'hui qu'une épreuve nouvelle ajoutée à la liste fatigante des déceptions polonaises.

On m'a conté qu'il est à Jérusalem une place, près du Saint Sépulcre, je crois, interdite aux juifs par l'intolérance séculaire des chrétiens. Lorsque, en 1908, on apprit la Révolution jeune-turque, une manifestation en l'honneur de la Constitution entraîna les fidèles de toutes les religions unis dans le loyalisme et la fraternité ottomanes. A la dislocation de cette ronde enthousiaste, les juifs qui y participaient prétendirent bonnement traverser la place interdite. La police turque, habituée à ces besognes, eut

toutes les peines du monde à les arracher à la colère des chrétiens : ces israélites ignoraient que la Constitution leur avait donné tous les droits, mais non pas celui de traverser la place. Il en est ainsi de bien des révolutions orientales. La Révolution russe fut à la fois, comme il arrive, libérale et nationaliste (1). Leur griefs anciens contre les gouvernements, les Polonais les ont en partie transportés contre le peuple russe, « quand il devint clair qu'ils n'avaient rien à attendre de la nation russe elle-même » (2).

La vie politique russe, depuis sa naissance constitutionnelle, n'a été qu'un long effort contre toutes les forces qui avaient éclaté lors de la Révolution, et où les « vrais Russes » ont aperçu des menaces de désorganisation, peut-être de dissociation nationale. Ce fut donc, à travers les quatre Doumas, au sens propre et non pas péjoratif du mot, un nationalisme croissant. Les Polonais en souffrent naturellement, et surtout de l'ukase du 16 juin 1907, qui réduit le nombre des députés de trente-six à douze. C'est le régime électoral actuel. La ville de Varsovie, par exemple, comprend deux collèges ; les 800.000 Polonais et israélites enfermés dans le premier nomment un député ; les 20.000 Russes orthodoxes de l'autre collège ont droit aussi à un

(1) Il s'agit, bien entendu, de la Révolution russe de 1905.

(2) E. Starczweski, *L'Europe et la Pologne*, page 158. Le livre de M. Starczweski, souvent aberrant à mes yeux dans ses considérations sur l'Europe et parfois cruel et injuste pour nous, me semble parfois aussi très clairvoyant, surtout dans ses études historiques et économiques sur la Pologne. On peut admettre que cet ouvrage récent et celui un peu plus ancien de M. Dmowski, représentent assez bien les deux tendances divergentes des esprits polonais.

député. Cette idéale vanité qu'est la science politique ne peut être que sévère à un système qui pèche si effrontément contre la règle au nom barbare de la « péréquation des circonscriptions ». La plupart des mandats polonais (six sur neuf) appartiennent dans la présente Douma aux nationaux-démocrates qui sont, comme en Prusse, le parti de beaucoup le plus fort. Mais, dans les retentissantes élections de Varsovie, ce parti a perdu son chef, M. Dmowski, battu par un socialiste soutenu par les israélites. Cette élection est de grave conséquence ; elle a rendu plus aiguës des difficultés qui tourmentent les Polonais et réjouissent les Russes, comme la question juive de Pologne.

Tels sont la vérité et le fait politique, de peu de sens et d'enseignement. Mais pour le sentiment politique des Polonais, c'est chose infiniment plus délicate, et pour plusieurs raisons. Le parti politique le plus nombreux de beaucoup en Pologne russe est celui des désenchantés (1). N'entendez pas renoncement, inaction. N'allez pas reconnaître ici le prolongement de cette dépression politique et morale qui suivit les années de révolte, de cette sorte de pessimisme du sacrifice et du martyre, romantisme sombre encore, survivant funèbre du romantisme éclatant et glorieux. Non, cette génération est armée de patience et d'un courage méthodique. La plupart de ceux, avocats, industriels, qui ont déserté la politique, se sont jetés, ici encore, dans l'action sociale. Dans les villes, organisation des sociétés

(1) Le mot polonais qui les désigne signifie *impartiaux*. Entendez plutôt *indifférents*.

protectrices de l'émigration, du petit commerce qu'il faut en partie créer, en partie défendre contre l'invasion des juifs, protégée, recommandée par l'autorité ; dans les campagnes, sociétés scolaires pour éviter cet effroyable danger d'un peuple laissé dans l'ignorance, ignorance croissante et qui court, si l'on peut dire, vers sa limite (en 1910, 82 °/₀ d'illettrés dans le Royaume ; en 1862, veille de la dernière révolte, 64 °/₀ seulement), mutualités agricoles de ces paysans polonais, bons agriculteurs répandus dans toute l'Europe et recherchés pour leur application vigoureuse aux plus rudes travaux des champs. Ils ont appris la culture dans cette plaine infinie, éclatante et parée au printemps, où les champs presque sans limites ne sont coupés que par la route, la piste à ornières pareille à un ruban de labour stérile. Ces paysannes et ces paysans à l'humeur libre et gaie comme les couleurs éclatantes de leurs costumes, que vous voyez rangés en lignes chantantes sur les longs chars à bancs, le Gouvernement russe, lui aussi, a tenté de les opposer à la noblesse, propriétaire de grands domaines ; ici encore, comme en Prusse, une démocratie polonaise, plus molle et plus morne, il est vrai, est sortie de l'oppression, encadrée dans des associations à forme et patronage religieux, unie à la noblesse, aux classes riches, dans une puissante et vivante ardeur nationale.

Ainsi, il se trouve quelque part en Europe des hommes d'esprit réfléchi et résolu, qui poursuivent cette entreprise de conserver la vie sociale et intellectuelle, les mœurs, la langue et le génie d'un peuple, sans aucun lien avec un parti, une idée,

une notion politique quelconque, dans l'ignorance de l'État et de son action. Ne criez pas à la chimère : je sais d'autres hommes, qui nous sont infiniment chers, durement enchaînés, eux aussi, à une autre frontière, qui, peut-être, poursuivent le même rêve. Là-bas, à Varsovie, dans cette ville brillante et vivante, mais qui garde je ne sais quelle tristesse morne qui semble monter de la Vistule, de l'immense et royale Vistule déjà endormie, ville fière de sa vie intellectuelle, de ses innombrables éditions scientifiques, littéraires, philosophiques, jaillissant de l'antique culture polonaise, hors de la pauvre Université russe, étrangère et isolée, j'ai rencontré parfois des hommes d'action animant de leur volonté persévérante, efficace, de puissantes associations, des hommes de ce type nouveau, peu connu de l'histoire : le Polonais au courage taciturne.

*
* *

Les Polonais du grand-duché reprochent aux Prussiens de poursuivre contre eux une politique d'odieuse brutalité; les « désenchantés » du Royaume reprochent aux Russes de suivre contre la Pologne un plan calculé d'immoralité. Le Russe, si âpre chez lui dans sa lutte contre tous les éléments étrangers à sa race, favoriserait en Pologne ces mêmes éléments, destinés à adultérer la nationalité polonaise. Volontiers il les importerait; parfois il les refoule de ses propres terres. Tels, à des degrés divers, les socialistes, les Allemands, les juifs.

Pour apprécier, pour juger une action politique si profonde et si vaste, il faudrait de longues études, une intime pénétration. A ne considérer que les griefs récents et précis, trois mesures, dans les dernières années, ont été vivement ressenties par les Polonais : le rachat des chemins de fer du Royaume, fort légitime, puisqu'il s'agit de voies qui seront au premier chef stratégiques ; mais cette mesure aurait entraîné la brusque substitution d'un personnel russe au personnel polonais ; l'affaire des conseils communaux, institution assez autonome respectée par la Russie, mais d'où le Conseil de l'Empire voudrait proscrire la langue polonaise, ce qui rendrait vaine leur autonomie ; enfin, l'affaire dite de Khelm, un de ces désaccords statistiques, d'apparence bénigne, et qui déchaînent des désastres.

Le district de Khelm, dans le royaume de Pologne, aux frontières du gouvernement, habité par des Ruthènes orthodoxes, de Volhynie, a été par les règlements administratifs extrait du royaume de Pologne et traité comme les pays russes, par le motif que les orthodoxes, entendez Russes, y sont en majorité. Or, ces orthodoxes, disent les Polonais, sont en réalité des uniates, c'est-à-dire des catholiques obéissant à Rome, mais de rite grec. Seulement, ils ont reçu un double baptême, le premier de leur religion qui les fit catholiques, le second de la statistique officielle qui les fit en masse orthodoxes.

Cette affaire de Khelm a soulevé chez beaucoup de Polonais du Royaume et même de Galicie de longues colères, chez quelques autres elle a pro-

voqué des réflexions et des doutes : colères, car c'est un morceau de la Pologne qui lui est arraché et annexé à la terre russe ; doutes, car c'est, à proprement parler, la première fois, en cet extrême coin de Pologne, que l'Empire fait véritablement œuvre de russification. Il a voulu que ce territoire, où les Russes sont, en tout cas, plus nombreux qu'en Pologne, devînt russe ; et cette méthode d'annexion, analogue à celle du Gouvernement prussien dans le grand-duché, le Gouvernement russe ne l'a appliquée que là.

Car, en Pologne, il semble que la Russie soit armée de négligence, d'indifférence négatives, plus que d'une politique agressive, impérieuse, comme est celle du Gouvernement allemand. Polonais et Russes, cela tombe sous le sens, s'accusent d'être de faux Slaves, de trahir le slavisme ; mais il semble qu'il y ait aussi en Russie, et surtout peut-être chez les nationalistes les plus passionnés d'unité, le sentiment que la Pologne n'est pas assimilable à l'idée slave, qui est pour eux l'idée orthodoxe et russe. Par beaucoup de traits il semblerait que la politique russe en Pologne, l'œuvre policière mise à part, n'est pas offensive ; elle est passive.

Peut-être n'y a-t-il, en effet, qu'indifférence dans le regard du Russe qui contemple les Polonais aux prises avec leurs ennemis intérieurs, socialistes, israélites, Allemands. Mais ces trois éléments, dont deux sont étrangers, ne sont-ils pas peut-être, pour des raisons diverses, à des degrés divers et sans en avoir pleine conscience, attirés par le prestige germanique ?

Il y a plus d'un siècle, aux temps des dernières « confédérations », aux temps proches des partages, des factions polonaises déchiraient la patrie et parfois accueillaient l'étranger. Aujourd'hui, alors que le sentiment national, retrouvé dans l'asservissement commun, réunit tous les Polonais, n'y a-t-il pas cependant, sur cette terre même de Pologne, des regards qui se tournent encore vers l'étranger?

Il serait digne d'un gouvernement affranchi des passions et serviteur de la seule curiosité intellectuelle, — mais je ne vois guère, de cette qualité, que le gouvernement de Sirius, — de confier à un jeune docteur des sciences politiques et économiques une bourse de voyage pour étudier la question juive en Pologne russe. Cet enquêteur trouverait en cette matière tous les agréments, le piquant, le sévère, presque le tragique, et tout ce qui peut animer la curiosité de l'esprit.

Et d'abord le problème lui-même. Voilà un peuple qui, presque au début de son histoire, a appelé les juifs, qui les a accueillis, qui leur a fait, de longs siècles, un sort enviable aux israélites de la terre entière, et c'est aujourd'hui l'un des pays les plus violemment secoués par l'antisémitisme.

La Pologne est de toute l'Europe, avec les États ecclésiastiques — Rome, Comtat-Venaissin, vallée du Rhin qu'on appelait « la rue des prêtres » — le pays où les juifs se sont établis en plus grand nombre. Dès la fin du Moyen Age, leur sort y fut tolérable, au moins par comparaison avec le reste de la chrétienté ; on leur confia presque sans ré-

serves les fonctions commerciales, dédaignées, mais reconnues. Et c'est aujourd'hui le parti le plus nationaliste peut-être, qui, rompant avec la tradition nationale, a déclaré la guerre à ces hôtes séculaires et jadis à peine rudoyés.

A vrai dire, l'affaire, sans être tout à fait récente, est devenue sérieuse depuis les élections à la quatrième Douma il y a environ un an. M. Dmowski, le premier des députés polonais aux trois précédentes Doumas et le chef véritable de la nation polonaise, se présentait devant le Collège électoral polonais de Varsovie. Il fut battu par un socialiste qui triompha avec un petit nombre de voix socialistes et tous les suffrages juifs, dans cette ville qui compte 340.000 israélites sur 800.000 habitants. Les juifs étaient donc la cause de l'échec de M. Dmowski : ils se séparaient du parti national, ils le combattaient.

Ce fut, dès lors, dans Varsovie la guerre antisémite et le blocus des juifs. Guerre moderne, économique, de boycottage serré. Guerre heureuse, dit-on, bien qu'il soit difficile d'en juger encore; mais on marque toutefois qu'en moins d'un an 2.000 commerçants juifs ont abandonné le téléphone, signe probable de défaillance des affaires.

Mais le parti national n'aperçoit-il pas qu'il rompt une tradition nationale en substituant la persécution à la tolérance séculaire pour ces hôtes inférieurs et pauvres, assis depuis si longtemps au foyer polonais? Les nationaux-démocrates s'en défendent. Car, disent-ils, nous favorisons par là le commerce polonais et ce Tiers État polonais, cette petite

bourgeoisie que notre histoire ne nous donne pas, et dont nul peuple ne peut se passer dans la concurrence contemporaine. Et puis, ces juifs, que nous repoussons, ils ne sont pas à nous, ce ne sont pas les nôtres, ce sont ceux des Russes qui les refoulent dans le Royaume, et, si par là ils purifient leur race, c'est donc qu'ils adultèrent la nôtre.

Il est bien vrai que la cause de l'antisémitisme polonais, c'est l'antisémitisme russe. La condition des juifs en Russie devient pire chaque jour, les villes russes leur deviennent inhabitables, au sens propre et rigoureux, par l'interdiction de séjour : c'est l'exode des juifs russes qui accroît par masses la population israélite des villes polonaises. Le peuple le sait bien, qui appelle les juifs immigrés *litwacy*, originaires de Lithuanie. Nous voulons bien, concluent les nationaux-démocrates, vivre avec nos juifs, peut-être même en recevoir quelques-uns de ceux qui viennent de Russie; mais tous à la fois, non pas.

Le parti conservateur l'entend autrement. Car, en cette affaire où l'on butte à chaque pas sur les paradoxes, les libéraux, nous dirions les partis de gauche, sont antisémites, et les conservateurs repoussent l'antisémitisme. Je souhaite au jeune docteur en mission en Pologne la même fortune qui m'advint, lorsqu'au *Slovo* (la *Parole*), le journal conservateur de Varsovie, j'entendis un bien remarquable exposé de la question juive, devant les principaux du parti. Non, disait le directeur de ce journal, pas d'antisémitisme violent, pas de boycottage, car nous ne voulons pas démentir nous-mêmes les principes que nous recommandons. Nous

ne voulons pas que les prix des marchandises soient troublés, artificiellement modifiés par des primes accordées aux uns au préjudice des autres. Mais surtout pas de violence dans un État bien réglé : persécuter, repousser toute une classe de sujets, c'est, dans l'État, l'anarchie ; œuvre malsaine qui met un grand nombre hors la loi, qui accumule et envenime les haines, et qu'il faut condamner par esprit de prudence et par de hautes raisons de moralité publique.

Le tout jeune homme qui parlait à peu près ainsi parmi les vieillards approbateurs, M. J. Wielowieyski, avait une autorité singulière dans sa parole précise, et une fermeté égale dans la doctrine et dans l'observation. Et je songeais à d'autres partis conservateurs, si dociles, en d'autres pays, aux passions populaires... Ce jour-là, je ne fus pas loin de trouver exemplaire la sagesse politique des « conservateurs » polonais, qui ont tout perdu.

Et ces juifs eux-mêmes, quelles sont leurs tendances? Il n'est pas aisé de les découvrir dans leurs journaux, nombreux, mais écrits dans leur dialecte pétri de jargon hébraïque et d'allemand francfortois. Mais ce n'est pas peut-être user en téméraire de l'induction, que de remarquer qu'ils sont en guerre avec les Polonais parmi lesquels ils vivent, mais qu'ils exècrent naturellement les Russes qui les chassent. A l'ouest, ils voient un grand empire qui frappe aisément d'admiration ceux qui sont souples à s'incliner devant la force ; dans cet empire, les israélites sont dans le droit commun ; la presse juive y est puissante. Tout cet hiver, au fracas de la mobilisation sur ces frontières,

au roulement des canons autrichiens et russes, beaucoup pensaient que la guerre pouvait déchirer l'Orient, et qu'en cas de succès germanique, le royaume de Pologne serait la part, non de l'Autriche faible, mais du Prussien avide et fort... J'imagine que ces hypothèses, les juifs boycottés de Pologne devaient les accueillir sans appréhension.

*
* *

Leurs alliés électoraux, les socialistes, auraient peut-être les mêmes raisons de penser comme eux, mais atténuées. Il semble qu'il doive y avoir antinomie et inintelligence incurables entre les nationalismes et le socialisme qui, dans sa pureté doctrinale, est international. Il est cependant des socialistes qui ne se dérobent pas, au moins dans les grandes occasions, aux passions nationales : tels sont la plupart des socialistes d'Autriche. Un député allemand de Bohême attristait tout récemment les effusions pangermanistes d'un banquet à Berlin en remarquant qu' « on ne pouvait pas compter » sur les socialistes des diverses nationalités de l'Empire autrichien parce qu'ils sont Slaves d'abord, ensuite socialistes. Où les passions nationales sont très fortes, elles dominent même la lutte pour l'affranchissement individuel et les progrès dans l'ordre matériel. C'est une des rares consolations qui reste aux idéalistes attardés dans le monde contemporain.

Les socialistes polonais échapperaient-ils à cette noble loi? M. Dmowski, qu'ils ont battu, leur reproche nettement de subir l'attrait de l'Alle-

magne, attrait doctrinal et intellectuel, il est vrai, mais de puissant effet. « Le mouvement socialiste en Europe, dit-il (1), est, pour ainsi dire, un mode de colonisation allemande par l'idée ; et le travail des socialistes allemands est un moyen de répandre l'influence allemande dans les autres pays, non qu'ils se soient proposé ce but d'une façon consciente, mais parce que tel est le résultat de leur action. » Que voilà encore une belle matière à réflexion pour ce jeune docteur que nous avons envoyé en Pologne : ainsi le prestige, chose par elle-même absurde et qui aveugle l'esprit, le prestige a sa part dans l'histoire et l'expansion du socialisme, doctrine qui ne veut rien devoir qu'à la raison, qui est le rationalisme intégral. Et ce prestige du socialisme serait aujourd'hui, en Europe, tout germanique. J'inclinerais à penser, en effet, que dans ces marches du germanisme, les socialistes, s'ils ne sont pas confondus dans les partis nationaux, se tournent vers l'Allemagne, par une sorte de polarité, non pas seulement parce que c'est au peuple germain que furent livrées les tables marxistes de la loi, mais surtout parce que de nos jours la puissance socialiste et la puissance allemande se sont un peu, si j'ose dire, conjuguées. La Social-Démocratie combat avec sa coutumière vigueur le régime prussien, mais elle ne répugne pas au régime impérial, la meilleure garantie, elle le sait bien, du travail de l'ouvrier allemand (2). Il

(1) *La Question polonaise*, page 163.

(2) Cf. l'exposé des observations de M. Ch. Andler dans la *Revue du Mois* du 10 août 1913.

semble que, par je ne sais quelle loi de concordance secrète, l'orgueil et l'ambition de ce parti, qui exige une stricte discipline, croissent d'un progrès parallèle avec l'orgueil et l'ambition germaniques, et c'est un grand et sûr attrait pour ceux qui voient dans un système à la fois socialiste et national, réaliste et fort, la plus puissante des protections ouvrières.

Je ne suis pas si « petit Français » que je m'en puisse réjouir. Je souffre comme d'une diminution de ma patrie si je vois qu'on laisse ternir le moindre rayon de sa pensée, même trop audacieuse, et je regrette le temps ou le socialisme apparaissait au monde comme la témérité extrême de l'esprit français.

*
* *

Tout ceci n'est que petites inquiétudes intérieures, peut-être chimériques, en tout cas incertaines. Mais voici l'invasion allemande. Pour ceux-là, aucun doute sur leur esprit, leurs préférences politiques, leurs espérances.

Les Allemands sont au nombre de 2 millions dans l'Empire russe, ils sont plus de 500.000 dans le seul royaume de Pologne. A Lodz, la grande ville industrielle, la population allemande atteint plus du quart, 26 °/₀, de la population totale. Bien entendu, lycées, écoles, *Vereine* innombrables destinées à conserver la pureté germanique « dans le chaos local des nationalités » (1). Dans le langage

(1) Circulaire d'une société allemande citée par S. Gorski dans sa brochure : *Les Allemands dans le royaume de Pologne*, page 26. Paris, 1909, aux bureaux de l'Agence polonaise de presse.

pangermaniste, on appelle déjà Lodz la « capitale du Neudeutschland », Nouvelle-Allemagne, comme les Anglais navigateurs des dix-septième et dix-huitième siècles disaient : Nouvelle-Galles ou Nouvelles-Hébrides.

D'ailleurs, dans cette nouvelle colonisation, c'est moins le nombre qui inspire l'effroi que la méthode dont les effets sont visibles et les moyens mystérieux. L'Allemand migrateur ne s'établit pas en Pologne, en Russie, ici ou là, au hasard du travail rencontré, à la manière des ouvriers belges ou espagnols dans le nord ou le midi de la France. On le trouve toujours en groupe : les Allemands, même hors chez eux, sont serrés en masses compactes comme des bataillons. Ils apportent donc avec eux leur communauté et leur école. Leur marche le long des voies ferrées, le long des fleuves, suit une sorte de ligne directrice — tracée par qui? — qui tire vers la Mer Noire. Ce ne sont pas seulement les villes et la richesse industrielle de la nouvelle Pologne qui les attirent, mais sa vie agricole aussi dans les villages. Ils achètent des terres, et, comme ils ont, par la grâce de l'Administration russe, beaucoup plus de facilités que les Polonais pour parler leur langue, l'enseigner, acquérir des biens au soleil, il semble parfois que la lutte pour le sol ait franchi la frontière prussienne, et qu'on suive dans le Royaume comme un prolongement du « Hakatisme ». Les Polonais remarquent que les mesures prises par les Russes dans les provinces baltiques où la lutte est assez vive contre les Allemands, on ne les applique jamais en Pologne; qu'un projet restrictif de la colonisation germa-

nique, annoncé il y a quelques années, n'a jamais été discuté ; que les gouverneurs fraternisent, en allemand, dans les fêtes, à procession et à chorales, des sociétés germaniques dont l'une porte, sur son costume de parade, la grande croix des vieux Chevaliers Teutoniques, provocation qui est à la fois le témoignage d'une admirable fidélité historique.

Mais le plus inquiétant de cette affaire, c'est le mystère de ce plan, de cette action, l'incertitude sur la direction de tout ce mouvement. Il est certainement méthodique et calculé, on en découvre des détails d'une audace difficile à croire, mais comment la direction suprême parvient-elle à ces milliers de fidèles ? Un général russe en manœuvre avise un jour dans la campagne un honnête moulin placé au passage stratégique d'une rivière ; il y entre, le moulin appartient à un Allemand et on y découvre les morceaux, étiquetés et préparés, d'un pont métallique démontable qu'en quelques minutes le moulin jetterait sur la rivière (1)... On avait remarqué que, par une coïncidence fortuite, mais fréquente, les terres achetées par les Allemands étaient justement voisines des forteresses russes de la frontière prussienne, qui se trouvaient ainsi entourées par une nouvelle ceinture de protection germanique. Mais cette observation est devenue vaine depuis que ces forts, sur la rive gauche de la Vistule, ont été déclassés par la même mesure qui a reculé la ligne de mobilisation.

Ainsi, dans nos luttes modernes, s'enchaînent,

(1) Ce trait est recueilli, avec bien d'autres, et entouré de mille citations significatives dans la brochure de M. S. Gorski.

s'accrochent et s'entre-croisent les destinées des peuples, et tandis que le Polonais de Galicie et du Royaume, prolifique et pauvre, couvre au loin la Westphalie houillère et métallurgique de ses travailleurs noirs et rouges, ouvriers de la mine et ouvriers du feu, l'Allemand méthodique et patient, suivant vers l'est sa ligne séculaire, colonise les bords de ce nouveau cratère industriel qui vient de s'ouvrir au royaume de Pologne.

*
* *

Si l'on voulait faire le compte exact des forces centrifuges qui agissent en Pologne, il faudrait encore ajouter la question ruthène. Mais ce n'est à la vérité qu'une difficulté intérieure de la province autrichienne de Galicie, et si cette affaire a quelque jour, fort lointain, un sens international, sa pointe serait peut-être dirigée contre la Russie, plus encore que contre la Pologne.

Les Ruthènes sont un peuple slave, en partie orthodoxe, en partie uniate, qui occupe la province de Galicie autrichienne et les gouvernements russes de Volhynie et de Podolie. Les Polonais se taillèrent jadis en ce pays de grands domaines et réduisirent les paysans ruthènes en servage. Ceux-ci sont réveillés aujourd'hui et luttent contre les Polonais d'Autriche pour le régime agraire, pour le régime scolaire, pour le régime électoral. Cette querelle en est présentement à un moment où elle paraît inextricable : elle va donc être accommodée. L'ancien gouverneur de Galicie, le prince Bobrzynski, avait préparé un compromis qui a été

mis en pièces par les électeurs à la Diète (juin 1913). Le nouveau statthalter, M. Korytowski, Polonais fort habile, ancien ministre des Finances de la Monarchie, et qui a appris à cette école la science des virements utiles et des habiletés transactionnelles, reprend sans découragement cette œuvre ardue.

Mais parler de la question ruthène réduite aux frontières de la Galicie et de l'Autriche, c'est, au gré de certaines rêveries slaves, chose mesquine et démodée. Il n'y a plus de peuple ruthène, car, en se réveillant, ce peuple s'est débaptisé, mais il y a, de la Galicie à la Mer Noire, autour de Kiew, et bien au delà, une immense nationalité « ukrainiennne », 20 millions d'hommes qui poseront quelque jour, dans la Russie unifiée par Moscou, la question d'Ukraine. C'est un peuple qui aurait sa langue, sa littérature, son histoire, ses chants — les chants d'Ukraine sont parmi les plus riches — et surtout ses caractères politiques, démocrates et socialistes, qui répugneraient à l'absolutisme, coutume asiatique venue à Moscou par l'imitation des Tartares. Mais nous sommes ici dans l'aube la plus pâle et la plus nébuleuse du slavisme futur. Rien ne menace aujourd'hui l'unité politique et religieuse — les Ukrainiens sont tous orthodoxes — de l'Empire russe. Seule, l'Autriche pourrait tenter d'opposer au Gouvernement de Pétersbourg des difficultés dans le midi de l'Empire, à la faveur de ces futures querelles. L'empereur François-Joseph a promis à ses fidèles sujets ruthènes — qui s'appellent eux-mêmes, pour marquer du trait le plus fort leur fidélité aux Habsbourg, les « Tyroliens

de l'Est » — de créer, si elle ne s'établit pas toute seule, une université ruthène à Léopol (1) en 1916, et je sais des Slaves, fort avertis et soucieux d'un avenir encore lointain, qui tiennent cette fondation pour un péril sérieux pour la Russie : l'université de Léopol donnerait un cerveau à un corps immense.

*
* *

Pendant tout l'hiver de 1912-1913, de sombres et tragiques rumeurs couraient en Pologne. L'Autriche, toujours en retard d'une idée et d'une armée, accrochée à ses chimères balkaniques, s'efforçait sans cesse de disjoindre l'alliance des peuples de la péninsule, que la Russie maintenait de toute la force de la « cause slave ». Les deux Empires, leurs frontières bourrées d'hommes et de canons, semblaient chaque jour à la veille de commencer la guerre. Quelles heures pour le peuple polonais qui servait dans trois armées, sous trois uniformes différents !

Or, l'Autriche a essayé, comme on pouvait le prévoir, de préparer contre la Russie, des deux côtés de la frontière, une révolte polonaise. La vérité est que rien n'a bougé. On a tenté d'encadrer les jeunes gens de l'Université Jagellon à Cracovie, les bambins des écoles travestis en boys-scouts, les paysans de la plaine, et jusque dans les monts de

(1) Léopol est le nom polonais de la ville que les Allemands appellent Lemberg et les Ruthènes Lwow. C'est une ville presque entièrement polonaise en pays ruthène.

la Tatra, et de leur persuader que la guerre allait éclater, qui délivrerait les frères enchaînés sous le joug russe. L'État-major de Vienne, puissance distincte, qui eut presque toujours sa politique propre, encourageait ces belliqueuses inspirations, repoussées par presque tous les partis polonais de Galicie. Ai-je bien entendu certaines demi-confidences ? Je crois que des hommes considérables du royaume de Pologne sont alors venus en Galicie et ont engagé leurs amis de la Double Monarchie à se tenir éloignés de tout esprit agressif. Ils pensaient que si l'Autriche rouvrait contre la Russie la question polonaise, ce ne serait pas à son profit : d'autres ne le permettraient pas.

Chose singulière si l'on s'y arrête un instant : des trois Pologne, l'une est heureuse sous la loi favorable du Habsbourg. Qui ne penserait qu'elle sera, celle-là, un centre d'attraction pour les deux autres qui désireront s'unir à son sort ? Or, nul n'y songe en Pologne. Car l'Autriche est faible, divisée ; elle a déjà trop de Slaves ; une Autriche germanique n'aurait pas la puissance de conserver une conquête polonaise ; elle n'y verrait d'ailleurs que des causes de troubles intérieurs. Même si le hussard austro-hongrois entrait à Varsovie, ce serait le uhlan qui y resterait ; et les Polonais du Royaume les plus russophobes même aujourd'hui n'auraient d'autres bénéfices sous la nouvelle oppression hakatiste que de passer à la prussophobie. Et peut-être certains Russes, peu nombreux à la vérité, las de la résistance polonaise, verraient-ils, sans grand deuil national, s'éloigner ce peuple d'une autre culture, d'une autre formation, et ne ressentiraient-ils pas

grande douleur à l'ablation de cette tumeur au flanc de l'Empire.

Toute son histoire pousse le Prussien sur la Pologne. Ceux-là mêmes, parmi les Allemands non Prussiens, mais impérialistes, qui n'entendent pas cette vocation héréditaire, savent qu'il y a là un des champs industriels les plus riches de l'Europe, à moitié conquis déjà par les capitaux et les ingénieurs germains; et la menace d'un nouvel irrédentisme n'effraie pas cette nation, livrée à son brutal orgueil, qui ne redoutait pas les annexions même au temps où elle était moins enivrée de sa gloire, et qui porte, cousues au bord de son manteau impérial, tant de provinces arrachées jadis ou naguère aux peuples voisins.

CONCLUSIONS

Telles sont, à l'heure présente, les relations des peuples aux frontières méridionale et orientale du germanisme. Faut-il conclure ? et même peut-on conclure ? Y a-t-il quelque lien politique entre tous ces Slaves, qui puisse quelque jour resserrer cette immense ceinture qu'ils forment, de la Vistule à l'Adriatique, autour du Germain et de son fidèle Hongrois ? Aucun, semble-t-il. Aucun intérêt commun au Tchèque de Bohême, au Slovène d'Illyrie, au Polonais de Prusse ou de Russie. De ce voyage à travers ces marches morcelées par l'histoire, parmi ces peuples déchirés par les schismes, je crains qu'il ne reste un souvenir de complexité, de confusion politique, et peut-être jugera-t-on que cette confusion n'est pas seulement dans le récit de l'auteur.

Reviendrons-nous donc dire au chancelier à Berlin que ses craintes étaient vaines du grand tumulte slave, que les peuples voisins s'agitent dans de locales discordes, et qu'enfin, pour son repos, il n'y a pas en Europe de « politique slave » ? Il est si vrai, cependant, que la politique germanique, j'entends la politique de la race germanique hors de l'Empire, est en Europe une forte réalité ; et non pas seulement une politique vague d'idéale

fraternité, une sorte de Zollverein sentimental entre tous les Allemands du monde. Non pas, mais une politique positive, dont vous pouvez suivre les résultats pratiques, en matière commerciale, cela va de soi; en matière militaire comme en Hollande, en Belgique; en matière même de chemins de fer — demandez à nos amis de la Suisse romande qui ont dénoncé avec une si juste véhémence la convention du Gothard, consentie par les Bernois !

Mais il faut pénétrer cette confusion et écarter les chimères; s'il n'y a pas de politique slave, il y a en tout cas des questions slaves, et j'en connais deux au moins, auxquelles est attaché le sort mystérieux et l'avenir incertain de l'Europe Orientale; la première est posée en Autriche, la seconde en Russie.

La première est bien connue; elle est depuis vingt années signalée à l'attention de la France par tous nos explorateurs politiques, depuis M. Ch. Benoist jusqu'à MM. Chéradame, René Henry, Pinon, Gonnard : elle est, comme on disait au Moyen Age, une de ces *quæstiones* où le diable exerce sa malignité à tourmenter l'esprit des docteurs; c'est la transformation qui donnera aux Slaves leur place dans la politique autrichienne. Comment la prendront-ils ? C'est le champ des hypothèses, où nous laisserons vagabonder les prophètes. Le plus grand obstacle sera sans doute dans l'Administration impériale, pétrie de germanisme aristocratique. La Double Monarchie trouverait pourtant parmi les Slaves des serviteurs fidèles, avisés, modernes et pénétrés de l'esprit autrichien le plus sûr. Déjà, à quelques signes, on peut penser que ce gouvernement même reconnaît qu'il est néces-

saire d'avoir plus d'égard aux Slaves. Les événements de Trieste n'ont pas d'autre sens, et le comte Tisza, chef du Gouvernement hongrois, semble vouloir répudier sur un point l'héritage de son prédécesseur et chercher un remède à ses difficultés intérieures dans une politique d'entente avec les Croates. J'ai indiqué que cette union des Slaves d'Autriche serait sans doute fermée par le sceau polonais.

La deuxième question slave... ah ! que celle-là est délicate pour nous, Français !... L'autre question slave qui bouleverserait profondément le monde oriental, ce serait une modification, même légère, de la politique russe en Pologne. Oh ! je sais que la question polonaise pour les Russes a deux faces, l'une intérieure, l'autre extérieure. C'est une question politique intérieure où nous n'avons rien à voir. Les motifs de la politique intérieure des Russes, leur sentiment sur l'unité de leur État, plus profondément encore tout ce qui touche au sentiment de leur orthodoxie, à leur sentiment religieux, qui est à la fois civil et mystique, tout cela nous est sacré. Notre alliance est étroite, elle emporte la confiance et le respect réciproques.

Mais, si je ne me trompe pas en pensant que la Pologne n'est plus une révoltée, qu'elle est aujourd'hui désorientée, cherchant le repos et la garantie de sa prospérité dans la fidélité à une loi forte et acceptée, je ne puis fermer les yeux aux bénéfices immenses, à l'éclat nouveau de puissance, de prestige que l'Empire russe trouverait dans une politique moins rigoureuse aux Polonais. Je ne parle pas seulement de cet avantage de sécurité militaire

que serait le loyalisme fervent de ce peuple spectateur un jour, peut-être, d'une formidable mobilisation; je songe à la facilité avec laquelle la Pologne russe pourrait devenir un centre d'attraction politique pour tous les Polonais. Si des raisons de politique intérieure conseillent aux Russes la manière forte, s'ils y trouvent mieux justement cette sécurité essentielle, ils en sont assurément meilleurs juges que nous et seuls juges, et nous ne pouvons donc que regretter que ces raisons leur interdisent une conduite qui ne laisserait à la question polonaise que son caractère antigermanique. Car, si leurs griefs contre la domination russe pouvaient être amortis, les Polonais n'apparaîtraient plus au monde slave que comme l'élément de la résistance la plus énergique à la colonisation allemande.

L'Allemand a été, au cours des siècles, dans un territoire immense de l'Europe Centrale, un colonisateur patient, méthodique et heureux. Dire que l'État allemand est venu, le dernier de l'Europe et à l'extrême fin du dix-neuvième siècle, à la politique coloniale, courte vue, ou trop longue, qui, pour regarder au delà des mers, néglige notre propre continent. Si l'on ne songe pas aux qualités d'initiative qu'il ignore, nul peuple au monde ne serait plus colonisateur que l'Allemand, car nul n'est hors de chez lui plus uni, plus docile. Sa force d'association et de discipline produit de merveilleux effets.

Guillaume II, par sa politique mondiale, a ouvert et comme étendu les ailes de l'aigle germanique. Mais, avant d'annexer les terres de l'Orient méditerranéen par la seule puissance de l'imagination nationale comme nous le voyons faire aujourd'hui,

l'Allemand avait annexé à son empire les terres slaves de l'Europe Centrale. Les peuples de ces royaumes foulés de Bohême, d'Illyrie-Croatie, de Pologne, se redressent aujourd'hui, et cette résistance à la colonisation allemande, c'est bien tout de même, au nord des Balkans, à travers mille différences, la cause commune de tous les Slaves.

LES HÉRITIERS

DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1916-1917)

LES HÉRITIERS

DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1916-1917)

CHAPITRE I

LE " DE CUJUS "

Avant la guerre, en ces temps fabuleux où les traités sur les questions de politique extérieure semblaient estimables et futiles, en un mot académiques, toute étude sur l'Autriche-Hongrie comportait deux paragraphes obligatoires et rituels : un témoignage de vénération à l'Empereur, doyen bienfaisant des princes de l'Europe, et la prédiction sur la dislocation de l'Empire des Habsbourg.

Nul doute que l'histoire supprime le témoignage de vénération dans l'oraison funèbre de François-Joseph qui, par une fin qui passe l'entendement et irrite la conscience, mourut dans son lit de cour à Schœnbrunn, empereur quasi nonagénaire d'Autriche et roi apostolique de Hongrie. Il avait commis, à quatre-vingt-six ans, le forfait le plus horrible de l'histoire du monde ; il en était l'auteur personnel et direct, mais non pas principal ; et il

survivait dans une sérénité implacable et glacée, au milieu du massacre universel qu'il avait déchaîné. Il était retranché du nombre des humains par cette dureté, cette incroyable insensibilité, avant de l'être par la mort. La fertilité tragique de sa destinée nous fait passer, à travers l'histoire de sa vie, d'étonnements en épouvantes; j'admire qu'étant un jour parvenu à mourir il n'ait pas choisi pour cette fin une catastrophe nouvelle, imprévue, à rendre petites les imaginations de Shakespeare.

Depuis son avènement au trône des Habsbourg en 1848, on cherche en vain, en Europe, les peuples ou les dynasties à qui il n'avait pas fait la guerre. Il avait combattu successivement ses alliés et ses ennemis; ses armes avaient fait couler le sang de ses peuples entre-choqués. Ayant épuisé la somme des malheurs publics, et toujours couronné, il tournait contre ses proches la fureur de l'Érinnye qui conduisait son destin, atteignait son frère, sa femme, son fils, dévastait sa famille, ruinait, exilait, dispersait les archiducs, dont le dernier, celui de Sarajevo, disparut dans une intrigue de cour mêlée à un complot politique. Insensible toujours, il n'avait d'oreilles, il n'avait de faveurs que pour les conseillers audacieux et fourbes qui ourdirent, sur ce premier complot de l'assassinat, la trame du deuxième complot de l'ultimatum à la Serbie. Enfin ce vieillard, courbé sous le poids de tant de malheurs et jamais accablé, prononça, avec son impériale et royale dureté, le mot qui fit sortir à la fois du fourreau tous les glaives de l'Europe. Il appelait les massacres, la guerre et l'invasion sur trois fronts de son empire. Et il survécut!

Il traîna son implacable vieillesse dans ces palais et ces jardins charmants et brillants de Schœnbrunn, dorés jadis d'un tel éclat par la gloire de Napoléon, et qu'il assombrit. C'est là, qu'en ces jours d'angoisse, d'une angoisse que seul dans l'univers il ignorait, il survécut à ses malheurs, à son crime. C'est là que l'avant-dernier des Habsbourg survivait à son empire.

Les considérations sur la dislocation de la Double Monarchie étaient naguère plus variées : tous les prophètes ne la jugeaient pas inévitable ni prochaine ; tout au contraire, car sur ce point s'élevaient deux sortes de vaticinations, et les docteurs étaient, comme il convient, partagés en deux écoles. Les uns montraient les nationalités de l'Empire s'éloignant les unes des autres, parmi le plus discordant tumulte politique et parlementaire, les autres marquaient la force du lien personnel qui les unissait, de la nécessité politique qui maintenait ces peuples petits et divers en un grand État avec rang de grande puissance dans les conseils de l'Europe. Il y avait la thèse de la fragilité et la thèse de la nécessité de l'Empire austro-hongrois. Des deux côtés, d'ailleurs, clairvoyance égale, et l'on sentait qu'à entendre tant de science, d'information et de sagesse, le Destin devait balancer et la Providence hésiter à décider.

Mais en tout cela il n'était question que de la mort naturelle de la Double Monarchie ou de sa persistance pacifique. On discutait sur la dislocation spontanée, ou sur la cohésion durable des forces intérieures de cette curieuse formation historique. Mais que, dans la confusion universelle et

armée de tous les peuples de l'Europe, dans un choc foudroyant des empires, l'Autriche-Hongrie dût être brisée en morceaux, nul, je pense, n'en doutait. Ce petit cabaret de verre que Bonaparte, *tragediante* débutant, avait brusquement jeté à terre à Leoben, pour menacer le plénipotentiaire autrichien arrogant, correct et épouvanté, le destin en avait, au cours du dix-neuvième siècle, quatre ou cinq fois, dans quatre ou cinq crises, ramassé et recollé les morceaux gisants et dispersés. Mais c'était bon, cela, au temps de l'esclavage des peuples, impossible, pensait-on, après la renaissance des nations. Quelle force, dans un cataclysme universel, pourrait retenir ensemble des peuples dont tout le sentiment est de se haïr et toute la politique de se combattre?

Nous en étions là précisément de nos réflexions quand la guerre a éclaté, et les événements indociles ont pris un autre cours pour dérouter les prophètes.

Raille qui voudra les prophéties politiques, c'est un jeu facile et bien imprudent. Les prophètes, d'ailleurs, ne sont jamais en déroute, et il faudrait qu'ils fussent bien infortunés pour qu'il ne restât rien d'exact de leurs avertissements, ou au moins qu'on n'y pût, après coup, montrer quelque part d'exactitude. C'est un travers assez commun de notre temps que chacun veut avoir prévu, dans l'aveuglement universel, ce qui allait arriver pour le coin du monde ou des choses qu'il observait. La guerre, qui a dévoilé parmi nous tant d'héroïsme dormant et de noblesse latente, a découvert aussi quelques secrets comiques : la manie d'être mieux

renseigné que son interlocuteur, manie funeste et contre laquelle on a été au point de prendre des mesures publiques, et la manie d'avoir prédit; ceux qui savent tout le présent quand le vulgaire l'ignore et ceux qui l'ont prédit quand nul ne le soupçonnait. Petits travers d'une grande époque!

Ne nous hâtons pas au surplus de proclamer trop haut la faillite des prophètes qui ont annoncé la dislocation de la Double Monarchie; ils pourraient nous répondre que les cataclysmes ne sont pas encore terminés. J'y compte bien pour ma part, au moins de ce côté. Mais enfin, durant les deux premières années de la guerre, rien ne s'est produit en Autriche de ce qui semblait écrit dans les conjonctions des astres ou dans les grimoires des hommes : mutineries militaires en Bohême assez graves, défections tchèques et yougoslaves pendant la première campagne de Serbie, mais aucune révolte générale ni au royaume de Bohême, ni en pays croate, dalmate ou slovène, ni, on y comptait bien, en Pologne. Sur quoi, délires et transports de la presse allemande du monde entier (car il est une presse allemande jusqu'en de petites villes du San Salvador ou de l'archipel malais). L'Autriche-Hongrie n'était donc pas chancelante : cet empire satellite était solide, ses peuples qui, hier, se montraient le poing, se sont confondus avec le même enthousiasme dans la même armée; l'adoration du souverain leur a fait oublier leurs griefs, et ce n'était que par jeu politique, et pour occuper les loisirs d'une vie heureuse sous une administration paternelle, qu'ils feignaient dans la paix de se déchirer entre eux. Explication grossière et lourde de

mensonges, trop facile surtout, car les choses humaines, qui de leur nature sont rarement simples, atteignent en Autriche leur maximum de complexité par un bénéfice constitutionnel spécial à ce pays.

*
* *

Des raisons qui rendent compte de la relative stabilité de l'Autriche pendant la guerre, une seule est simple et brutale : c'est qu'une révolte, un grand changement politique est à peu près impossible dans un pays où tous les hommes sont mobilisés, éloignés exprès de leurs foyers, entre dix-huit et cinquante ans. Et l'on sait que des lois promulguées pendant la guerre même ont étendu le recrutement en Autriche au delà de l'âge de la caducité militaire.

Mais il est aussi des raisons plus profondes, d'un ordre moins matériel et plus intime. Si nous trouvons quelques différences entre les horoscopes tirés sur l'Autriche du temps de paix et son état pendant les deux premières années de la guerre, c'est peut-être que ce pays, mal défendu pendant la paix, était fort bien armé pour la guerre. Faible pour sa politique intérieure et fort pour sa politique extérieure. Dieu m'est témoin que j'écarte toute comparaison ! Je suis seulement au bord d'une pente glissante où je ne ferai que quelques pas. Oui, il est vrai qu'il est des États dont le sens politique, les directions générales étaient tournés vers la politique extérieure ; il en est d'autres dont les soucis étaient surtout intérieurs et qui négligeaient d'ob-

server le monde extérieur..... Nous continuerons, si vous le voulez bien, ces réflexions après la paix.

Distinguons d'ailleurs, au seuil même d'une telle étude, et pour toujours, l'Autriche et la Hongrie, qui sont fort dissemblables. La Hongrie est une réalité politique puissante, redoutable, qui a ses institutions robustes, ses directions propres, son chef et qui eut longtemps son monarque, qui était le comte Tisza. C'était, après Guillaume II, le premier personnage de la coalition germano-tartare, comme la Hongrie est le seul des États confédérés qui ait eu parfois un sentiment national, sous la terrible protection de l'Allemagne, qui les tuera tous. De toutes ses victimes, la Hongrie est la plus vivace. Quand donc je parlerai d'Autriche, entendez l'Empire cisleithan, celui qui est gouverné non par des institutions et par une caste comme la Hongrie, mais par des bureaux et un empereur débile.

Or, en Autriche, tout, à l'intérieur, était faiblesse et désordre : une cour infatuée et vieillotte; un parlement plein de tumultes et fécond en compromis, agité, impuissant et peut-être corrompu, — une affaire singulière survenue, à la veille de la guerre, dans l'intérieur des partis tchèques, nous inclinerait à le penser; — une machine administrative compliquée, nombreuse, inerte; un gouvernement appliqué à favoriser les privilèges de naissance et de race, à tenir certaines nationalités dans l'enfance pour assurer la domination des autres. Vers l'extérieur, au contraire, étaient tournées les réalités vivantes, les forces réelles de l'Empire, qui

sont, à savoir : premièrement la police ; deuxièmement l'armée ; troisièmement — en troisième lieu seulement — l'Église.

*
* *

La police est l'institution la plus vieille et la plus sûre de la domination des Habsbourg : elle répand sur toute la vie viennoise et autrichienne le charme secret des souvenirs romanesques. Qui n'a rêvé de vivre à Parme sous le gouvernement du comte Mosca, de la délicieuse duchesse Sanseverina et de son amant Fabrice del Dongo, héros dérisoire de Waterloo, qui termina dans la paix et les honneurs de l'Église une vie d'aventures fortunées? Ces tableaux de la *Chartreuse de Parme,* ce fut proprement, de tout temps, le Gouvernement autrichien, et l'on en pouvait retrouver encore quelque chose à Salzbourg, à Vienne ou à Raguse aux temps de l'ancien monde, celui qui s'est écroulé dans le fracas de 1914.

En dépit d'une vie moderne, d'ailleurs active, d'une apparence de libertés parlementaires déchirées par les haines, usées par de réciproques violences, le Gouvernement autrichien retournait à la douce hypocrisie du « gouvernement paternel », au système que l'optimisme de nos physiocrates bénissait au dix-huitième siècle sous le nom de « despotisme éclairé ». L'impossibilité de tirer un gouvernement des obstructions alternatives du Parlement et des Diètes a contraint la Couronne, depuis quinze années et presque sans cesse, à choisir un ministère de fonctionnaires, qui comblait ses vœux. Le Gouvernement tout entier et

tous ses actes apparaissent ainsi comme autant de bienfaits personnels de l'Empereur. Et la seule faute politique connue en ce régime quasi mystique, c'est la parole ou la pensée qui contrarierait le père commun de tant de sujets. Quel impie serait assez dépourvu de cœur et de sens politique à la fois pour résister au charme de cette vie viennoise, brillante et un peu indolente, aux plaisirs élégants et nombreux, dans la tradition musicale la plus riche et la plus illustre du monde, au centre d'une couronne de peuples magyars et slaves qui jettent sur l'Empire comme un reflet d'Orient ? Quelle douceur de vivre ainsi sous un monarque dispensateur de tous ces biens ! Et quel blasphémateur refuserait au maître, à la Cour, aux grands seigneurs qui gouvernent cet empire une vénération surveillée par une police héritée de Metternich ?

Or, cette police, gardienne de tant de félicités, est depuis dix ans pour la paix de l'Europe une menace audacieuse et sans cesse renouvelée. Elle est, dans la famille germanique, la sœur cachée du militarisme prussien, l'esclave qui dans les drames souffle la fourberie et prépare les poisons. Unissez ensemble les imaginations policières les plus fécondes, d'Edgard Poe à Sir Arthur Conan Doyle, amassez les intrigues, mêlez les fourberies, embrouillez les aventures, vous n'obtiendrez rien de plus riche que l'œuvre de la police autrichienne depuis dix années. Trouvez-vous peut-être que j'exagère et que j'accorde trop au goût du romanesque historique ? Relisez seulement l'histoire des récentes années dans les pays yougoslaves : c'est une succession de complots et de procès politiques.

La dernière grande pensée du Gouvernement austro-hongrois, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, a été poursuivie parmi le fracas des bombes, des attentats, des procès politiques. La chancellerie travaille, la police aussi. Complots à Belgrade, où la légation d'Autriche est toujours la première fabrique de machinations policières de l'Europe, complots au Monténégro et « procès des bombes » de 1907, nouveaux complots l'année suivante. Un peu plus tard, procès d'Agram, avec les mêmes dénonciateurs qu'on voit reparaître en toutes ces affaires comme des ombres suspectes filant à travers ces procès, qui s'engendrent les uns les autres. Du procès d'Agram, en effet, sort le procès Friedjung de 1909-1910 ; celui-ci, par bonheur, ne fut pas sanglant, par la raison que les faux avaient été mal préparés, et qu'on ne put convaincre de trahison même M. Supilo, dont la condamnation était pourtant de première nécessité politique. Mais ce procès Friedjung est plus central que les autres, car ici ce ne sont pas quelques policiers qui travaillent en quelque province, c'est du Ballplatz que tout est venu. Un historien, renommé pour sa méthode critique, modèle patenté de la suprême Kultur, sert des projets politiques à l'aide de faux qui ont été bien fournis par le ministère des Affaires Étrangères, puisqu'ils ont été fabriqués à la légation autrichienne à Belgrade. Lorsque le faux est démontré, le Dr Friedjung déclare seulement qu'il a cru agir pour le plus grand bien de la Monarchie, et retourne, l'âme paisible, à ses travaux historiques, toujours réputés. J'admire que, dans la collection des pangermanistes alignés par M. Andler

par exemple, on ait omis le Dr Friedjung, qui appliqua toute sa méthode et toute sa science à soutenir des faux utiles pour faire condamner des personnes nuisibles à la politique de son pays : il a droit à un buste dans cette galerie.

Enfin, dans le drame de Sarajevo lui-même, que d'indices troublants, que de traits qui tiennent l'esprit en arrêt, qui nous laissent haletants à la recherche d'une vérité redoutable et complexe !

Il faudra écrire toute cette histoire. Quelque juge suivra les traces de la police autrichienne dans ces affaires où nous reconnaissons seulement une trame commune, où nous voyons passer dans l'ombre les mêmes figures basses et louches des policiers Nastich, Vasitch, peut-être Cabrinovitch, et la figure audacieuse et fourbe du comte Forgach, jadis ministre d'Autriche à Belgrade, aujourd'hui au Ballplatz; où la police impériale et royale elle-même s'est peut-être plusieurs fois égarée, perdant la trace de ses propres agents. On reconnaîtra alors le rôle de cette police autrichienne, voisine de la Cour et familière des grands, toujours prête à fournir un complot pour un projet politique, second discret et voilé du militarisme prussien. Abattre le militarisme prussien : formule incomplète si nous voulons dire que l'Europe entend vivre en paix. A l'esprit séculaire de rapine de la monarchie prussienne, enrichie de trois siècles de vols qu'on ne peut appeler conquêtes à cause de leur cynique brutalité, c'est le vieil esprit policier de l'Autriche de Colloredo et de Metternich qui fournit l'occasion et le prétexte.

Cette police qui servait en temps de paix à entre-

tenir les griefs et les colères des nations sujettes contre l'Empire a révélé pendant la guerre tous ses bienfaits. Et non pas seulement en emprisonnant sans autre forme de procès dans ces cachots autrichiens qui ont vu depuis quatre-vingts ans les plus nobles victimes de l'Europe, tous les chefs politiques, les Dalmates et les Serbes dès le début de la guerre, les Tchèques après huit mois d'hypocrite mansuétude, mais parce qu'elle a, grâce aux habitudes auxquelles elle avait façonné les peuples de la Monarchie, procuré au Gouvernement de Vienne cet avantage d'être parfaitement isolé et ignoré au milieu de l'Europe. Car l'Autriche fut longtemps, durant la guerre, un cercle fermé sur lequel nous n'avions aucune lumière. Écrire sur l'histoire de l'Autriche depuis la guerre est encore une entreprise conjecturale où nous nous guidons à tâtons, à travers les hypothèses, en l'absence de suffisantes informations. Les années qui ont suivi la mort de Rodolphe de Habsbourg, au treizième siècle, ou les circonstances qui ont entouré la publication de la Bulle d'Or, problèmes historiques réputés obscurs, nous sont probablement mieux connues, de sources plus abondantes, que les trois années de la guerre de 1914 en Cisleithanie. Jusqu'à ces derniers temps, ni parlement ni presse.

On sait que de tous les États belligérants, l'Autriche est le seul qui ait tenu son Parlement fermé trois années durant. L'Administration autrichienne était la seule qui n'eût à fournir aucune explication, aucune justification à personne, sous aucun prétexte. Les bureaucrates viennois devaient penser que l'état de guerre se distingue avec avantage de

l'état de paix, en ce qu'il est moins troublé et plus paisible. Le beau, en cette affaire, ce n'est pas tant que les portes de bronze qui ornent l'architecture gréco-munichoise du palais du Reichsrath soient restées closes, alors que les représentants de tous les autres peuples en guerre étaient rassemblés, c'est que, dans la Double Monarchie même, sur la rive brillante du Danube, au pied de la colline de Buda, à cinq heures de Vienne, le vacarme parlementaire hongrois, le plus ancien et le plus assourdissant du monde entier, n'a guère cessé. Nul ne semble avoir songé en Autriche au souci de symétrie qui, à défaut d'autre motif, aurait pu commander la convocation du Reichsrath. En sorte que sur les querelles magyares, qui rappellent le souvenir des vieilles coutumes des diètes polonaises, sur les efforts du comte Tisza pour dominer son opposition, sur les reproches qui perçaient contre cette politique qui a déchaîné la guerre, nous étions parfaitement renseignés par les débats du Parlement hongrois, cependant qu'en Autriche il ne se passait rien qui sollicitât l'attention de personne. Notez d'ailleurs que la Hongrie n'a connu qu'un seul changement de direction, alors que l'Autriche moribonde était sans cesse agitée de soubresauts ministériels. Le secret véritable de ces révolutions de chancellerie, c'est justement que les Hongrois, bousculant la vieille aristocratie autrichienne, occupaient les grands postes de l'Empire et remettaient toutes les directions aux mains vigoureuses de Tisza, lequel avait son traité personnel avec l'empereur d'Allemagne.

Si le Parlement s'est tu longtemps, la presse ex-

celle bien mieux à faire le silence sur les choses publiques.

La presse autrichienne est un bureau du département de la Police qui a son siège au ministère des Affaires étrangères à Vienne. La perfection de ce régime de presse est justement réputée ; aucun État en Europe n'est mieux servi par sa presse, avec plus de docilité et d'impudence que la monarchie des Habsbourg. La presse viennoise s'est surpassée pendant la guerre ; on ne pensait pas qu'il fût possible de publier tous les jours, pendant des mois, tant d'ignorance et tant de misère servile. A Vienne, le journal socialiste, l'*Arbeiter Zeitung*, qui a poussé quelquefois d'humbles gémissements, n'a pas connu la rage concentrée de ne pouvoir parler, que son frère aîné, le *Vorwärts*, laissait au moins paraître quelquefois, quand il n'était pas étouffé par l'équipe majoritaire. Vous ne découvrez, dans la presse viennoise, rien qui puisse vous révéler quelque chose du sentiment public, non pas seulement à l'égard de l'ennemi, — c'est trop clair, — mais à l'égard des alliés de l'Empire.

A l'égard de l'Allemagne qui, en l'aidant à forcer les lignes de la Dunajec, a sauvé l'Empire et poursuit le dessein de faire de ses « frères » du Sud une race sujette, les sentiments autrichiens doivent être complexes. Vous le devinez sans peine, plus heureux en cela que les journaux de Vienne, de Salzbourg ou d'Innsbruck qui n'en savent rien et n'en soufflent mot.

Les Hongrois tiennent trop à leurs mœurs politiques pour avoir renoncé simplement, à cause de la

guerre, à cette sorte de passion sportive qui les pousse à s'en prendre à l'Autriche de toutes choses, à la quereller sans cesse, et qui donne à la vie publique austro-hongroise l'apparence d'une séance de boxe indéfinie. Tous les coups que les Autrichiens ont reçus de ce côté, ils les ont « encaissés » avec une résignation débile, sans jamais laisser paraître le moindre ressentiment. A lire la presse viennoise de la guerre, on ne peut s'empêcher de penser au rapport quotidien présenté au souverain dans une cour décrépite, et qui lui assure que tout va bien et qu'il n'y a rien à signaler dans l'Empire, au matin même du jour où tout doit s'écrouler.

On n'obtient cette placidité que grâce à la docilité longuement cultivée et surveillée d'un esprit public disposé à s'en remettre aux grands du soin des affaires publiques. Un an environ avant la guerre, j'ai été reçu, dans son cabinet d'où l'on entendait le fracas rythmé des machines qui martelaient des nouvelles et des opinions pour les gens de la rue, par le directeur d'un des grands journaux viennois, homme de grande finesse qu'il savait accommoder aux circonstances. Il se montrait alors fort nationaliste, ce qui me fut, un an avant la guerre, une inquiétude préparatoire. Il doit à l'heure présente, étant d'esprit délicat et libre, terriblement redouter de devenir Prussien et le dissimuler plus fort encore. Il m'entretint de choses de métier : « Les exigences de l'esprit public, disait-il, varient suivant les latitudes. Le premier besoin du Français qui s'éveille, c'est qu'on lui apporte, avant même son déjeuner, la nouvelle surprenante, émouvante qui lui fournira un sujet d'entretien vif et animé

avec son voisin de tramway ou son camarade de bureau ; c'est l'aliment de son plaisir le plus cher. Pour le Viennois, il en va tout autrement. Son seul souci le matin est de savourer en paix son déjeuner. Vous appréciez comme nous ce café au lait *mit Brötchen* aux mille variétés, première gourmandise de journées où les plaisirs assez raffinés de la table tiennent une grande place ; qu'il serait inopportun et intempestif de troubler cette matinale jouissance par une de ces nouvelles qui ébranlent l'attention et inquiètent l'esprit ! Vos journalistes parisiens savent parfaitement leur métier que moi-même je n'ignore pas. C'est pourquoi, la même nouvelle dont à Paris on fait une manchette catastrophique et sensationnelle, barrant trois colonnes de ses lettres énormes, je la coule en petits caractères à la fin d'une dépêche rassurante qui respire le calme diplomatique. »

Si cette mansuétude de l'esprit public, cette aptitude à recevoir les sottises et les bourdes est un bienfait en temps de guerre, on en discute et, pour ma part, je n'en crois rien. Mais la police autrichienne servait fort bien l'État, en revanche, lorsqu'elle réunissait, en vue de son action extérieure, des informations politiques sûres et nombreuses. La guerre aura fait apparaître l'incroyable disposition naturelle de l'Allemand à l'espionnage. C'est vraiment une vertu germanique, honteuse et profitable. Mais hors de l'espionnage militaire, il y a l'information politique, l'observation minutieuse, classée sur fiches, de la vie politique, du détail économique, des hommes et des choses dans les pays où l'on veut agir. Nous avons, sur ce point,

grandement péché par ignorance, dont cette expérience nous devrait bien corriger.

Pour la partie du monde qui leur était assignée, l'Orient, les Autrichiens avaient un service d'information excellent. Service de police extérieure, souvent conjugué avec ceux de la « Propagande » catholique, des missions des innombrables réguliers autrichiens. Même en pays tout entier orthodoxe, il est bien certain que l'action de l'Autriche-Hongrie en Bulgarie a été puissante par la corruption des hommes, par les intrigues politiques, par les menaces, par la violence des comitadjis. Si on veut un exemple plus proche encore, l'occupation de l'Albanie témoigna d'un travail méthodique poursuivi dans les années récentes. On a vu chez les Skipetars bien des capucins, bien des franciscains qui laissaient, avec quelque monnaie, des portraits de l'Empereur dans les pauvres maisons des Mirdites catholiques, et bien des savants, bien des explorateurs, bien des géologues, gens qui ont coutume de rechercher les métaux et l'or dans la terre, et qui venaient au contraire en répandre sur les sentiers d'Albanie. En pays tosque et en pays guègue, chez les Albanais catholiques et même musulmans, comme fait ailleurs la « préparation » militaire par l'artillerie, la préparation par la police diplomatique marquait, avant que nos alliés italiens et nous-mêmes sur quelques points nous n'y eussions mis bon ordre, les étapes faciles et sans gloire de l'armée impériale.

*
* *

Comme la police, dont l'esprit anime secrètement tout l'État, l'armée est, dans la Double Monarchie, une institution solide, durant cette guerre second fidèle et effacé de l'armée prussienne, et très différente de celle-ci. Il n'y a pas de militarisme austro-hongrois. Il y a bien dans l'Empire une nation qui serait militaire si elle n'était parlementaire, et c'est la Hongrie. Là, comme en Prusse, vous voyez une caste orgueilleuse, tyrannique et fermée qui exploite le territoire et gouverne l'État. L'analogie ne vous apparaît pas peut-être, parce que les descendants des cavaliers d'Arpad, magnats à aigrettes et chamarrures, ont conservé quelque grâce chevaleresque et que ce seul trait suffit à éloigner tout souvenir du Prussien, mais la Hongrie est bien une institution d'origine et de caractère féodaux, entourée de nations vassales et assujetties avec une dureté presque égale à celle des Teutoniques. Toutefois, entre la discipline et le Parlement, les Magyars ont choisi celui-ci. Les premiers dans le monde, avant les Anglais, ils ont pratiqué la vie parlementaire.

Grâce à ce choix bienheureux des Magyars du onzième siècle, on peut dire qu'il n'y a d'esprit militariste ni en Hongrie ni en Autriche. Le militarisme est une forme de gouvernement qui met l'armée à part et au-dessus de l'État, la soustrait, dans les mains de l'Empereur, à toutes les règles politiques, en fait l'instrument même du pouvoir absolu; l'armée est elle-même le pouvoir absolu et domine le souverain en personne. Tous ces traits ont paru en Allemagne, avec une précision juridique, dans l'affaire de Saverne qui a révélé au

monde mal averti la nature propre et le danger du militarisme prussien. Si, d'ailleurs, on veut être exact et complet, il faut ajouter que le militarisme n'est pas, même en Allemagne, tout l'esprit du Gouvernement. Les vingt dernières années, que Bismarck n'avait pas prévues, et peut-être la politique personnelle de Guillaume II ont réveillé chez les Allemands le vieil esprit hanséatique qui s'est conjugué avec le militarisme prussien. Quelle force ils se sont l'un à l'autre prêtée, à quelle puissance ils sont ensemble parvenus, quelle implacable voracité ils ont montrée en commun au monde épouvanté, c'est l'histoire des années récentes. Et comment, la force prussienne s'étant montrée enfin impuissante à garantir, à soutenir cet effort d'expansion démesuré contre le monde entier, ces deux esprits, le prussien et l'hanséatique, la caste militaire et la guilde marchande, se tourneront peut-être l'un contre l'autre, c'est le spectacle consolateur et apaisant que nous pouvons espérer de nos prochaines années. La Providence nous doit bien cette juste bénédiction.

Rien de pareil dans la Monarchie danubienne. L'armée occupe à elle seule trois ministères : ministère commun de l'armée active, landwehr autrichienne, honved magyar. Riche de parures et de traditions, mère de formations militaires, illustres ou terribles, des hussards hongrois jusqu'aux pandours d'Illyrie, l'armée austro-hongroise est honorée surtout parce qu'elle appartient à l'Empereur. Mais elle partage ce privilège avec tout l'ordre civil. En temps de paix, elle orne les villes de la Monarchie de ses uniformes séduisants, elle

ne les encombre pas de l'arrogance prussienne. Le corps des officiers y est moins fermé qu'en Allemagne. Le directeur de la politique extérieure du *Times* qui avait été auparavant, durant dix années, correspondant de ce journal à Vienne, écrit dans son livre sur l'Autriche : « Quoique de nombreux officiers de l'armée austro-hongroise soient fournis par la noblesse et même la haute aristocratie, la masse du corps des officiers se recrute dans les classes moyennes et la petite bourgeoisie, et se compose d'hommes de même fortune (1). »

Sur les choses militaires, l'empereur François-Joseph fut toujours un souverain vigilant ; il porta à son armée une affection jalouse et exclusive. M. Steed a peut-être exagéré son impartialité parmi les querelles politiques ; l'Empereur a souvent pris parti dans les luttes nationales de ses sujets, mais il a toujours fini par céder, de lassitude, à bout de combinaisons et moyens dilatoires, après des difficultés prolongées. Mais, si les luttes politiques de ses peuples atteignaient l'armée, l'Empereur restait inflexible. En matière militaire, François-Joseph n'a jamais capitulé, — au moins depuis Sadowa. Quand les Hongrois, grands latinistes et les premiers disputeurs du monde, prétendirent mettre en cause la langue du commandement ou de l'instruction dans l'armée, l'Empereur, qui avait accepté tant d'exigences magyares, financières, parlementaires, scolaires, se redressa et

(1) H. W. Steed, *La Monarchie des Habsbourg*. Traduction française. Paris. A. Colin, 1914.

refusa tout net. Ce fut la seule occasion politique où François-Joseph fut intraitable.

Chose curieuse, cette querelle du traitement des Hongrois dans l'armée s'est poursuivie même pendant la guerre. Un officier magyar s'est suicidé, paraît-il, accablé sous les mauvais procédés qu'il subissait de ses camarades de langue allemande. On a arraché un drapeau magyar à un régiment pour lui substituer un drapeau impérial. Tout cela a été porté à la tribune de Pesth par des députés qui n'ont cessé, avant et depuis la guerre, de demander au premier ministre ce qu'il faisait de la nationalité hongroise et comment il entendait défendre son peuple contre les races ennemies qui l'entourent, roumaine, slave et aussi germanique. Tisza, qui conduisait l'Empire, mais manœuvrait avec peine son parlement de Pesth, s'est trouvé un peu empêtré dans ces histoires. Il avait pris en charge l'Autriche-Hongrie et sa fidélité à l'Allemagne. Au moment où, les Russes aux cols des Carpathes, on redoutait de voir les chevaux des Cosaques boire l'eau des ruisseaux qui descendent au Danube, il s'était lié et redoutait dès lors tout ce qui pouvait contrarier l'union germano-tartare, et par suite les attaques contre l'Autriche. Elles persistent pourtant, et c'est tout ce qu'il faut retenir de ces incidents politiques. Pour l'armée, elle ne semble pas en avoir été atteinte. C'est une armée qui a perdu seulement son commandement et quelques-unes de ses unités tchèques, mais elle est restée, pendant la guerre, le principal soutien qui a prévenu l'écroulement de l'empire des Habsbourg.

*
* *

L'Église est le troisième pilier de la Double Monarchie.

On a paru parfois surpris, chez nous, de la prédilection que le Vatican semblait accorder à l'Autriche parmi les États belligérants. Il entre dans la composition de la politique internationale, et par suite complexe, de la Curie romaine un certain nombre d'éléments qui ne nous apparaissent pas tous bien distinctement. Il faut tenir compte, pour l'apprécier, de cette légère incertitude, de cette ombre d'appréhension qui flotte toujours, aux yeux du Vatican, sur les dispositions du clergé germanique. On soupçonne parfois quelques gestes d'indépendance parmi les génuflexions ; et cette facilité merveilleuse qu'ont les Allemands pour transformer leur plus léger mécontentement en une lourde discussion doctrinale, leur aptitude séculaire aux querelles ont laissé à Rome un souvenir redouté. Le vieil esprit de Frobenius et du joséphisme n'est pas tout à fait mort ; il n'est pas, comme notre gallicanisme, réduit à la valeur d'une discussion académique. Les derniers grondements de la crise moderniste (1), difficilement contenus en Allemagne par des évêques divisés entre eux-mêmes, s'éloignaient à peine, lorsqu'on vit le peuple allemand et ses prêtres, secoués, vers le milieu de 1914, de cette brutale ivresse qui restera l'un des épouvantements de l'histoire, invoquant tous les dieux des religions diverses, et animés, en réalité, de l'esprit barbare du vieux dieu germanique, celui qui

(1) Cf. Maurice Pernot, *La Politique de Pie X*. Paris, Alcan, 1910.

frappe et qui broie, Thor, le dieu du marteau. Il semble que, durant toute cette guerre, les craintes éveillées par la résistance germanique dans les affaires modernistes n'aient jamais été effacées dans les conseils pontificaux.

Ce n'est là qu'une ombre. Autrement efficace et réelle est l'affection politique de la cour d'Autriche et de la Curie romaine. Dans les récentes années, plus que jamais, le vieil Empereur et le Pontife n'ont cessé d'échanger d'augustes témoignages de vénération réciproque et de paternelle sollicitude. Le Gouvernement de Vienne, qui n'est fidèle dans le monde qu'à ses traditions, a conjugué étroitement son action politique orientale à celle de l'Église. C'est ce qu'on appelait en Autriche, avant la guerre, la « politique eucharistique » de la cour de Vienne. La grande raison de la politique vaticane est là.

Les choses religieuses sont discrètement, mais intimement mêlées à toute la vie publique austro-hongroise. Chez aucun peuple de l'Europe, et non pas même chez les Espagnols, cette union n'est plus étroite. Une partie — une partie seulement — de la politique espagnole est dominée par le clergé : la vie publique austro-hongroise est pénétrée de la familiarité cléricale. Intrigues de cour, nombreuses et vivaces, nominations, grandes entreprises extérieures, l'action religieuse est partout, et il semble parfois qu'il y ait une congrégation dévouée à chacune des œuvres politiques, parfois avec des rivalités qui pénètrent parmi les ordres eux-mêmes. Dans la grande affaire qui remplit la vie de l'archiduc assassiné, la question dynastique de la suc-

cession au trône des enfants de François-Ferdinand et de la duchesse Sophie, il y avait des maisons jésuites protégées par la famille impériale et il y avait des jésuites dévoués à cette duchesse qui fut presque toute sa vie la personne la plus humiliée de l'Europe ; on les appelait couramment, dans le langage viennois, les « Jésuites Hohenberg ».

Parfois, dans la rue de Vienne ou dans les vieilles villes des deux cercles d'Autriche, de Salzbourg, de Styrie, et surtout aux environs des palais, vous longez les murs d'une vaste maison, aux fenêtres grillées, parées d'un ornement rococo, protégées par quelque saint jésuite en sa niche : une seule petite porte s'ouvre furtivement et vous montre la galerie simple, la voûte blanche de plâtre de quelque cloître, la porte vitrée d'un parloir de couvent. Asile discret du recueillement et de la prière, au centre même de la ville, au cœur de la foule. Sans doute, mais ne les croyez pas si séparés : mille affaires, enseignement, procès, vie de famille, mêlent le couvent à la vie de la cité. Un sentiment de discrétion, de mystère, et, par conséquent, de respect, semble sortir des chapelles et des confessionnaux, et se répandre dans toute la vie publique, et ce trait aussi donne aux choses autrichiennes un goût singulier de romanesque historique. Les ironistes notent dans une telle société l'importance des juifs, maîtres de la presse autrichienne tout entière, maîtres hypothécaires de la Hongrie. Survivance historique encore, car les régimes proprement cléricaux, les principautés ecclésiastiques, les « gouvernements de la crosse » furent de tout temps indulgents à ces égarés, à qui l'Apocalypse

a promis qu'ils retrouveront avant le jugement dernier une révélation et une foi simplement différées.

L'Église a été la confidente et l'associée de toutes les pensées extérieures de l'Autriche. Et comme l'Autriche n'avait de politique extérieure que balkanique et orientale, les missions franciscaines, jésuites, mille variétés d'ordres congréganistes partirent pour l'exploration orientale, pour la plus grande gloire et le plus grand profit de l'Empire et de la Royauté « Apostolique ». Merveilleux système et si parfaitement convenable pour cet Orient balkanique où nul ne sait distinguer la nationalité de la religion. Puisque la Russie, en ces pays, c'était alors l'orthodoxie, il fallait montrer l'Autriche catholique.

Cette politique s'épanouit dans son plein triomphe au Congrès eucharistique de Vienne, au mois d'août 1912. On y fit venir, tous frais payés, tous les ecclésiastiques d'Orient qui voulurent s'y rendre.

De l'Inde à l'Hellespont les *messagers* coururent pour réunir les moines de toute communauté et de tout rite. Concile, pèlerinage, assemblée populaire, l'ordonnance en fut solennelle et la pompe magnifique. Pour la manière dont on acquitta les frais, il courut longtemps en Autriche une piquante histoire (1). Ce fut un vrai dénombrement, une revue d'appel des sentinelles autrichiennes de l'Orient. Les quelques Occidentaux égarés en cette entreprise

(1) Elle a été contée par M. Yacktchitch dans le *Temps* du 20 août 1917.

purent se demander s'ils n'étaient pas eux-mêmes des schismatiques, tant ce spectacle politique en ce superbe décor religieux leur semblait inattendu. La clairvoyance du cardinal Mercier ne s'y était, dit-on, pas trompée. Admirable entreprise en tout cas, et suprême triomphe de la chancellerie viennoise si, quelques mois après, l'union des peuples balkaniques chrétiens n'avait chassé à la fois le Turc des territoires qu'il occupait et dépouillé d'avance l'Austro-Hongrois de ces mêmes territoires, qu'il convoitait.

*
* *

C'est ainsi que l'Autriche, prévoyante et armée, servie par des institutions dont la vigilance était tournée vers l'extérieur, se préparait, elle aussi, à la guerre. C'est pourquoi elle a paru, en un sens, plus forte dans la guerre que dans la paix. Mais pour avoir mis en valeur tout ce qui conservait encore à la Monarchie danubienne une force défaillante, cette guerre n'a rien atténué des forces centrifuges qui continuent à déchirer l'Empire. Elle n'a apporté que des complications nouvelles et des difficultés supplétoires dans l'État déjà le plus complexe du monde entier.

Les grands musiciens viennois, Schubert et Haydn lui-même, ont accueilli, dans leurs compositions les mieux réglées, des rythmes et parfois des motifs slaves ou hongrois qui ouvrent soudain comme une perspective lointaine d'Orient dans le jardin classique de l'un ou dans la forêt romantique de l'autre. L'incomparable richesse musicale de cette ville fut

alimentée par cette couronne de peuples qui l'entoure, et qui ont apporté sans doute de la steppe originelle leur folklore et leur merveilleuse inspiration.

Ce qui est vrai de l'histoire musicale l'est aussi de la politique. Vienne et sa province germanique égarée dans le sud de l'Europe ne vivent que des Slaves, des Magyars, des Latins, qui rayonnent autour d'elle. Une étude des dispositions de ces peuples montrera que la guerre, loin de les assembler, n'aura fait qu'aggraver les difficultés intérieures qui déchirent la Monarchie : le manteau impérial du Habsbourg n'étouffe pas les haines qu'il recouvre.

CHAPITRE II

LE PRÉTENDANT — MITTELEUROPA

En ce moment même, et parmi quelques autres soucis, l'Allemagne enfante un système politique. Il nous est arrivé de demeurer indifférents ou distraits aux avertissements de ces parturitions germaniques, pour être ensuite saisis d'horreur et demeurer pétrifiés à la vue du monstre. Sommes-nous désormais mieux avertis ? Le grand projet du Mitteleuropa qui fit fureur outre-Rhin et bouleversa les cervelles tudesques n'est pas resté en France inaperçu.

A la distribution des biens de ce monde, l'Allemagne reçut en partage l'esprit de système. L'esprit germanique n'est point satisfait s'il n'épuise la réalité en découvrant dans chaque détail de la vie familière tout l'ordre du monde : un Allemand vous expliquera quelqu'une de ses préférences alimentaires en la rattachant à sa *Weltauschauung* ou conception de l'univers. Ce peuple a l'esprit cosmogonique.

Quand l'Allemagne était faible, elle a projeté cette faculté dans les plus vastes édifices philosophiques que l'univers ait connus ; dans le moment de sa pire misère politique, elle honorait chez elle

la plus illustre génération de philosophes, admirable constellation du firmament métaphysique. L'Allemagne alors colonisait magnifiquement l'Empyrée. Le dernier en date de ces systèmes est sans doute l'œuvre de Richard Wagner, qui porta au théâtre et mit en musique toute la philosophie allemande et bien d'autres choses encore.

La prospérité politique et l'abondance des biens méprisables de la fortune n'ont pas détruit, mais semblent avoir transformé l'esprit systématique du peuple allemand. Depuis l'Empire, il a renié la métaphysique et délaissé la raison pure pour s'attacher fortement à la raison pratique. Plus de grands temples consacrés à la philosophie idéale ; l'esprit de système, toujours fort, se porte aux sciences appliquées ; s'il construit encore de vastes édifices, c'est dans l'ordre de l'économie politique, avec Marx, Wagner, Schmoller et tant d'autres, dans l'ordre juridique avec Jhering, Stammler, Kohler ou Laband, dans l'ordre des sciences de la nature avec Wundt ou Haeckel. Grand signe, si l'on observe que dans le même temps la civilisation allemande dans toutes les directions déserte les routes de l'idéal et recherche les fins matérielles.

Pour faire entendre qu'une dangereuse prospérité industrielle gagnait ce pays et menaçait ce peuple, qui brillèrent jadis d'un tel rayonnement d'idéalisme par la gloire de quelques penseurs et musiciens, on a dit que l'Allemagne s' « américanisait ». Quelle erreur ! et qu'une telle formule retarde ! Car au moment où l'Allemagne, qui ne connut jamais l'équilibre, glissait rapidement par ses goûts, ses mœurs et son esprit à une civilisation carthaginoise, somp-

tueuse, massive et puissante, où tout tendait à la force politique de l'État, à la richesse hâtive des sujets, aux États-Unis d'Amérique, nous voyions surgir une élite d'hommes séduits par les élégances du goût, dévoués aux plus hautes disciplines intellectuelles ; nous voyions s'élever des institutions : universités, fondations, destinées seulement à libérer le savant, le philosophe de toutes les servitudes pratiques, à assurer la liberté souveraine et désintéressée de ses recherches et de sa pensée.

Et nous, qui voyons ici passer toutes les idées qui conduisent le monde, puisqu'elles doivent toutes traverser la clarté française pour devenir universelles, le dernier grand système philosophique que nous avons salué à travers les commentaires généreux et nobles de Boutroux, à travers les images souples et riches qui courent dans les pages de Bergson, ce n'est pas un système allemand, puisque c'est le pragmatisme, qui nous vient d'Amérique. Peut-être l'Histoire dira-t-elle que par une surprenante compensation, l'Allemagne fut entraînée par le poids de sa civilisation industrielle jusqu'au fond d'un vil matérialisme, au moment même où l'Amérique s'élevait de ses origines économiques au rang des grandes nations intellectuelles.

Au cours des vingt dernières années, c'est surtout les ambitions du peuple et de la race germaniques que les docteurs allemands ont versées dans le moule de leurs systèmes. Toutes les nations, en quelque moment de leur histoire, ont connu cette ivresse de la puissance, ces espérances insensées de domination; cette crise d'hégémonie aura été pour l'Allemagne, parmi d'autres traits, doctrinale et

livresque : délire de pédants officiels. Tout ce pangermanisme devait finir par les déclarations des professeurs Lasson et Ostwald et les extravagances du manifeste des intellectuels ; l'un des plus beaux monuments de la sottise humaine fut ainsi l'œuvre d'une assemblée illustre de savants. Que tout cela est donc « hautement germanique » !

Il s'en faut d'ailleurs que tout soit purement aberrant dans le pangermanisme, ni surtout inoffensif. La guerre ayant révélé aux Français, parmi quelques autres enseignements, qu'il est bon d'être informé des projets et des idées de ses ennemis, nous avons lu, depuis deux ans, un bon nombre d'études sur le pangermanisme. Ces utiles travaux nous ont amenés à ce point où l'on reconnaît que la question étudiée est embrouillée et plus confuse qu'il ne semble : notable et nécessaire bénéfice. Les matériaux de l'analyse du pangermanisme sont réunis : la synthèse nous en sera précieuse. J'ai, quant à moi, retenu de la lecture des volumes déjà parus de la collection de documents sur le pangermanisme et des sagaces et brillantes préfaces par lesquelles M. Andler nous y introduit (1), ce sentiment de la diversité des doctrines pangermanistes, dans leurs origines, leurs tendances et leurs conclusions. Hobereaux des marches polonaises et magnats de Silésie, armateurs des villes libres ou banquiers de Francfort, socialistes de Saxe ou du Rhin, tous, dans la fumée de l'orgueil, agrandissaient à l'échelle

(1) Ch. Andler, *Collection de documents sur le pangermanisme*. Conard, Paris, 1915-1917. Cf. aussi Maurice Muret, *L'Orgueil allemand*.

« mondiale » leur idées, leurs doctrines, leurs intérêts ou leur appétits. Ils avaient à leur service toutes les plumes des universités d'Allemagne et tous les cartographes de Leipzig. Les petits-fils de Pangloss, devenus arrogants et voraces, démontraient à l'envi que le germanisme était la fin dernière du monde et que la race allemande était prédestinée à la domination universelle pour le bonheur éternel de l'humanité asservie. Le plus réjouissant d'entre eux, Karl Lamprecht, est mort pendant la guerre, léguant au monde cette formule et ce programme de pures félicités : la « germanisation tellurique ». De la chaudière surchauffée où bouillonnait l'orgueil allemand, les fusées des vapeurs pangermanistes s'échappaient de toutes parts.

Dans ce tumultueux désordre de vaticinations, de prophéties et aussi de programmes étudiés, nourris d'informations, de combinaisons politiques soigneusement ajustées, on peut retrouver l'origine de tous les projets et même de toute la politique allemande des deux dernières années. Car la guerre n'a pas tari le flot innombrable des brochures et des traités ; elle l'a enflé, comme elle a porté jusqu'à la frénésie toutes les passions nationales. Les thèses ont subsisté nombreuses, diverses, contraires. Dans cet Empire administratif où les partis se rangent avec respect et se comptent derrière les chefs de service, chaque direction a sa doctrine et chaque bureau son projet. Si vous voyez Tirpitz lutter contre Bethmann-Hollweg et l'abattre, n'en doutez pas : ce sont deux pangermanismes qui se dévorent.

*
* *

Le parti du Mitteleuropa a le pangermanisme modeste. Il n'engloutit que la moitié de l'Europe et l'Asie antérieure : c'est la plus petite taille. L'évangile en fut donné au peuple allemand en octobre 1915 par le pasteur Friedrich Naumann, député au Reichstag, en un livre paru sous ce titre : *Mitteleuropa*. Toute la Germanie militante, bien différente de la Germanie triomphante de 1914, a reconnu en ces trois cents pages, auxquelles elle a assuré un large succès, l'état de ses espérances rognées et de ses ambitions raccourcies. Août 1914 : « Germanisation tellurique ». Octobre 1915 : « Mitteleuropa ». L'Ancien Testament, celui qu'apportaient avec elles les troupes allemandes à la déclaration de guerre, et qui devait coucher le monde sous une domination environnée de tonnerres et de terreurs, est devenu dans le livre de Naumann une doctrine de douceur prudente et presque de sérénité. Il ne s'agit plus que de réunir les deux Empires centraux et quelques dépendances bulgares et turques en une fédération unique. Le premier corps des États-Unis d'Europe ne manquera pas sans doute d'attirer à lui, par sa séduction propre et la vertu de son régime, ses voisins encore égarés.

Gloire à l'armée française ! L'univers, qui n'est pas si sot que l'avait pensé l'Allemagne dans l'attaque brusquée de sa propagande, commence à se rendre compte qu'un tel changement est dû à nos soldats. Le Mitteleuropa, c'est le pangermanisme retour de la Marne.

Dès qu'il fut certain que le plan occidental était ruiné, que l'Allemagne n'atteindrait pas sur la Manche ou la côte atlantique les établissements

commodes qui lui auraient ouvert la vieille route des Indes Occidentales et Orientales, qu'elle ne parviendrait même pas à occuper la côte à la soudure de la mer du Nord et de la Manche pour pouvoir en tout temps affronter l'Angleterre, les gens du Mitteleuropa prirent aussitôt position. Ils avertissaient doucement que le saut dans la domination universelle était peut-être un peu brusque et démesuré, que la fédération germanique des États danubiens, balkaniques et orientaux était un stade modeste sans doute, mais nécessaire, de la Weltpolitik. Ils semblaient tenir l'avantage d'avoir sous la main les moyens de préciser et de préparer les projets, de pouvoir utiliser sans retard les agents les plus sûrs de pénétration, les ingénieurs et les financiers, deux forces géminées du monde moderne, et enfin d'être à ce moment plus près peut-être que tous les autres du cœur et des conseils du Gouvernement de l'Empire. C'est tout cela qu'insinuait, sans allusions, désignations ni polémiques directes, l'évangélique pasteur Friedrich Naumann en son Mitteleuropa.

*
* *

Naumann est un conciliateur (1). A ses projets d'annexions déguisées, d'annexions fédératives, il commence par annexer ses adversaires, car il ne dissimule pas que le Mitteleuropa en a, et en Alle-

(1) Lui-même est éclectique. Le 8 juin 1916, il assistait à une des conférences du secrétaire d'État des Colonies, alors le Dr Solf. Il y abjurait une partie de ses préférences, disant que « l'Allemagne devait posséder son propre jardin tropical », se prêtant ainsi, en réalité, aux efforts du Gouvernement qui tentait de rassurer ses adversaires, tout en poursuivant son plan.

magne même : Naumann les énumère. Le point est de leur démontrer que seule leur faible raison s'oppose au Mitteleuropa, auquel leur subconscient s'accorde.

La première personne qu'il importe de concilier à tout grand projet germanique, c'est Bismarck. Bismarck ayant fait le plan de l'Empire, il faut bien démontrer que ce qu'on propose est dans le plan. Seul Guillaume II essaya un temps de renier la fidélité nécessaire à la pensée birsmarckienne. C'était aux premières années de son règne. Caprivi, dans une position qui n'est pas sans quelques analogies avec celle de Naumann et de ses amis, entreprit alors de poursuivre une politique « libérale » et occidentale. Si occidentale qu'elle l'amena au seuil d'une guerre avec la Russie, qui se trouvait à l'Orient. Mais depuis ce dangereux paradoxe de jeunesse, nul ne veut s'écarter de l'esprit bismarckien. Orthodoxie surveillée par Harden; Harden, juif et Polonais (1), qui « lancé » dans sa jeunesse par une interview retentissante avec l'exilé de Varzin, est passé maître en l'art d'asséner à ses contemporains les comparaisons et les souvenirs bismarckiens.

A la vérité, la lettre de la doctrine de Bismarck répugne en plus d'un point au Mitteleuropa, mais son esprit l'absorbe parfaitement. Il est vrai qu'il fit la guerre à l'Autriche, mais c'était au temps de sa première manière, et Naumann remarque lui-même que le sort de l'Europe Centrale fut décidé lorsqu'en 1876 le chancelier déclara, face à la

(1) « Deux fois renégat. » (Ch. Andler.

Russie, que l'Allemagne était prête à payer de son sang le maintien de la puissance austro-hongroise. Sans doute ce Prussien de l'Elbe, d'une race d'où toute trace slave avait disparu, n'avait plus rien d'oriental et disait que tout l'Orient ne valait pas les os d'un grenadier poméranien. Mais c'est lui qui poussait l'Autriche vers les Balkans; et il est trop facile de démontrer que la substitution de l'Allemagne à l'Autriche pour l'exploitation du Danube et de la Méditerranée orientale, caractère essentiel du Mitteleuropa, est le deuxième stade et la suite nécessaire du plan bismarckien. Il fut le fondateur; ceci est l'œuvre des Épigones de l'Empire. L'esprit réaliste du vieux chancelier disposa le monde avec les éléments qu'il avait dans sa main et voyait de ses yeux : il n'avait pas assez de chimère dans l'esprit pour que sa prévoyance s'étendît au delà d'une génération, qu'il n'atteignit même pas.

Donc nous annexons Bismarck. Mais parmi les vivants, il est encore des Allemands rebelles à ce « nouveau cours » (1). Ce sont ceux que Naumann appelle les *Kleindeutsche,* Petits-Allemands, dont il distingue deux variétés. Kleindeutsch, c'est bientôt dit, mais pour la voracité annexioniste, c'est Naumann qui, auprès d'eux, est un petit garçon.

La première variété ethnique des Kleindeutsche cataloguée par Naumann est celle des *Altpreussische,* Petits-Allemands, Vieux-Prussiens. Ce sont

(1) J'ai eu la bonne fortune de pouvoir puiser sans réserves dans la parfaite connaissance des hommes et des choses d'Allemagne de MM. Henri Moysset et l'abbé Wetterlé; je leur en exprime ma vive reconnaissance.

les conservateurs d'au delà de l'Elbe. Naumann, qui est *freisinnig* (radical), les représente comme inconsolables des successives annexions qui finiront par dissoudre la pureté des mœurs antiques et des principes qui donnèrent la félicité à la Prusse, au temps où elle était gouvernée par la tabagie et le corps de garde du Grand Électeur et de ses successeurs directs.

Non. Je me méfie des Vieux-Prussiens de Naumann. Ils ont gardé à travers les siècles une détestable fidélité à leur propre type. Ils ont une histoire après laquelle le monde entier — qu'il les exècre ou qu'il les redoute — les tient pour une menace incessante de sa paix. J'entends bien qu'ils conservent aussi le vieil esprit luthérien, celui qui fit de la Réforme, en même temps qu'un vaste mouvement intellectuel, une hérésie de princes ; qu'ils méprisent le Bavarois et l'Autrichien et tiennent pour une déchéance de l'État d'augmenter la part du papisme dans l'Empire germanique. Je sais aussi qu'il y eut toujours en Allemagne de bonnes gens pour se plaindre, et même contre Bismarck qui dépassait la « monarchie frédéricienne », et même contre Frédéric II, que les agrandissements des États et les mélanges des peuples adultèrent l'esprit et le sang précieux que la congrégation des Chevaliers Teutoniques transmit jadis à ses descendants féodaux. Mais c'est abuser vraiment que de cataloguer comme Petits-Allemands ces Vieux-Prussiens qui furent les plus anciens, les plus fervents, les plus féroces des colonisateurs. Il faut seulement s'entendre et définir.

Nous attachons à l'idée de colonisation le carac-

tère nécessaire d'une entreprise d'outre-mer. L'Allemand ne cherche pas au loin des races sujettes ; il colonise à ses portes. En ce sens il est le premier en date et le plus tenace des peuples colonisateurs de l'ère chrétienne. L'orthodoxie pangermaniste qui tient tous les peuples du monde pour des races inférieures, qu'il faut donc soumettre ou remplacer, n'est que le système agrandi de la pratique brandebourgeoise et de la politique à laquelle aucun électeur ou roi de Prusse ne fut jamais infidèle. Fidèles à leur charte, les Teutoniques et les Porte-Glaives, qui avaient mission d'exterminer les païens et de défricher les marais et les forêts des plaines baltiques. Fidèles à leurs ancêtres, les rois de Prusse, les athées et les mystiques, conquérants de provinces où ils enlevaient des hommes pour leurs régiments de grenadiers, des femmes pour leurs soldats, des terres pour leurs vétérans. Méthode d'expansion la plus rude et la plus simple : expropriation, extermination. C'est ainsi que la Prusse colonisa les Slaves, les Wendes, les Lettons, les Polonais.

C'est de l'histoire, dites-vous, enfouie dans les ténèbres des temps barbares ? — Écoutez Paul de Lagarde, esprit philologique et superévangélique, qui écrivait en 1886 : il sait bien où sont les nouvelles colonies allemandes : « Il n'est pas d'autre tâche pour l'Autriche que de se faire la colonie de l'Allemagne... Les peuples qui habitent ce vaste empire ne sont que des matériaux qui devront entrer dans de nouvelles constructions germaniques. » Suit un projet irréprochable pour établir des « réserves » où l'on parquera les réfractaires

hongrois (1), slaves, roumains. Vous trouvez mille traits de ce genre dans les documents rassemblés par M. Andler.

C'est de la doctrine? — Mais voici un fait et une réalité juridique : c'est le gouvernement de la Posnanie et la législation foncière de la Pologne prussienne. Depuis trois ans, tout propriétaire polonais peut être exproprié et remplacé par un Germain. Comme au temps des Teutoniques. Car parmi les Slaves, les Polonais ont résisté ; la Prusse poursuit donc, comme jadis, la colonisation de la Pologne, et dans la guerre bien plus que dans la paix, la question polonaise reste la première, la plus grave de toutes les questions politiques allemandes : la vie de la Prusse est là.

Mais la ligne de colonisation se prolonge hors des frontières de l'Empire. Dans le royaume de Pologne, en Volhynie, vers la Mer Noire, tout au long d'une ligne presque directe, et suivant un plan mystérieux et qui semble concerté, conduit sans doute par des arrangements de banques ou de finances, les Allemands s'étendaient avant la guerre. Que leur manquait-il, à ceux-là, pour être de vrais colons prussiens, selon la pure formule de leurs voisins de Posnanie? Il ne leur manquait que la terrible protection prussienne et la contrainte de la loi.

Cet instinct avide, cette méthode féroce de co-

---

(1) Une revue d'Iéna a réédité en entier, depuis la guerre, toute cette brochure de Lagarde qui exécrait spécialement les Magyars. Vacarme à Pesth. Le *Budapesti Hirlap*, officieux, demande : « Qu'est-ce que le Mitteleuropa qu'on nous propose aujourd'hui, sinon la réalisation du rêve de ce Lagarde? »

lonisation des *Altpreussische* est aujourd'hui presque millénaire. Que ces barons d'au delà de l'Elbe, lecteurs fervents de la piétiste *Gazette de la Croix,* redoutent le papisme et la démocratie, choses du Sud, je le veux bien. Mais rassurons Naumann. Ils s'entendront fort bien, si on leur offre des territoires, à exproprier les terres et persécuter les hommes selon leurs saines traditions teutoniques. Ils sauront bien aussi accommoder les frontières douanières à leurs intérêts agrariens. Ce que risquent et ce que craignent les races enfermées par la géographie dans le Mitteleuropa et qui ont le malheur de n'être pas germaniques, c'est beaucoup plus de subir la vieille colonisation prussienne que la soumission bénigne et l'annexion lente de Friedrich Naumann et de son ami Paul Rohrbach.

Enfin, on peut se demander si cette vieille race est demeurée si pure. Elle a bien voisiné par des alliances politiques, et parfois familiales, avec les aristocrates devenus industriels ou entrés dans la Hanse. Ceux que le langage populaire et la caricature germanique appellent les *Krautjunker* (Chevaliers de Choucroute) se sont parfois rencontrés avec les *Schlottenbaronen* (Barons des Hautes Cheminées) ou bien dans les rangs des magnats silésiens, avec les *Panzerplatterfürsten* (Princes des Plaques Blindées).

C'est la seconde catégorie que dénombre Naumann parmi les adversaires du Mitteleuropa. Ce sont les « capitalistes libéraux », armateurs au premier rang, et aussi industriels, banquiers, gens de la grande navigation et du gros commerce, ces

messieurs de la moderne Hanse. Ah! voilà la grande affaire! Il y a évidemment dans le Mitteleuropa une part d'abdication provisoire. Ces capitaux, ces ingénieurs et ces banques qu'il faut répandre sur l'Europe Centrale et dans l'Orient, il faut aussi les détourner de la grandepolitiqu e mondiale et de l'expansion maritime. C'est fort bien pour Naumann qui ne redoute pas le dénûment évangélique, et qui jadis vécut longtemps dans une usine, partageant réellement la vie dès ouvriers pour donner une exactitude documentaire à une étude sociale qu'il préparait. Il ne songe guère, l'apôtre, aux capitaux « investis » dans la politique maritime et le commerce d'outre-mer, sur les paroles et sur la foi de Guillaume II. C'est toute la Hanse moderne, plus redoutable que l'autre, Brême, Hambourg, les deux tiers de Rotterdam et la moitié des banques allemandes. Que peut penser du Mitteleuropa M. Ballin, directeur de la Hambourg-Amerika et naguère grand ami du souverain?

C'est probablement pour consoler ou pour calmer ces messieurs, que le Dr Solf, alors ministre des Colonies, qui se trouvait de loisir, partit dans l'été et l'automne de 1916 pour une vaste expédition de propagande à travers l'Allemagne. Ce fonctionnaire placide, ministre sans portefeuille au sens fort de ce terme, et qui n'administrait plus que quelques terres vers le Kilimandjaro, où l'armée coloniale qui reste à l'Empire est pressée par les Anglais et les Belges, avait été chargé par le Gouvernement d'une tournée de conférences auprès des « maritimes ». Il s'est rendu à Hambourg, à Brême, à Francfort, à Stuttgart et dans toutes les

villes hanséatiques et industrielles pour expliquer à ces messieurs de la Hanse que la politique continentale et le Mitteleuropa n'étaient pas exclusifs de la politique navale et que les colonies seraient toujours nécessaires à l'Allemagne. Le Gouvernement essayait par de telles précautions de parer à la conspiration permanente des amis de Tirpitz.

Berlin, qui avait alors, comme bien des indices semblent le montrer, des préférences pour les projets de semi-annexionisme oriental et méridional, sentait bien que là est la grosse difficulté. C'est, en pleine guerre, un double changement de front, industriel et politique, moins aisé assurément que ces conversions militaires rapides qui faisaient l'orgueil de l'Allemagne lorsque au début de la guerre on faisait rouler de l'ouest à l'est, et réciproquement, des effectifs alors suffisants. On a enivré l'opinion de la haine contre l'Angleterre et il fallait donc la détourner vers les espérances orientales : le vieux Bon Dieu si souvent invoqué était sourd d'une oreille ou impuissant à « punir ». On a enivré durant vingt-cinq années les riches et les audacieux par les promesses et les attraits de la politique navale et mondiale : ce beau rêve finit par une brusque faillite, à compensations continentales. Mais quand on est alourdi par ses capitaux, empêtré dans de vastes entreprises, il n'est pas si commode qu'il plairait à Berlin de se transporter ainsi de l'Amérique du Sud ou de l'Afrique Centrale aux bords ou aux bouches du Danube, et même, comme on commence à y songer, sur la Dvina ou le Donetz.

*
* *

Bethmann n'était pas homme à diriger cette conversion. Il semble bien que son premier mouvement — le moins mauvais, celui dont il devait se défier — le portât vers le libéralisme et vers la gauche. On le constate aussi bien dans l'affaire de Saverne que dans la dernière affaire, celle qui lui a coûté son fauteuil et qui ressemble si exactement à celle de Saverne. Mais aussitôt arrivait le militaire, depuis dix ans toujours flanqué du Kronprinz, qui faisait sonner ses éperons et siffler sa cravache ; et Bethmann aussitôt rectifiait la position. Ainsi vont les choses en Prusse. Et même dans ses sentiments intimes, l'ancien chancelier ne suivait guère sa propre inspiration. Même dans son premier mouvement il était satellite et son esprit n'était que reflet. Il suivait son maître impérial, qui se courba toujours sous les volontés des militaires et, dans les dernières années, abdiqua dix fois devant son fils, prince des hobereaux.

En dépit de cette volonté infirme, Bethmann fut toujours soutenu par les amis de Naumann, *Freisinnige* et socialistes majoritaires, les Mitteleuropéens de naguère devenus par un simple changement d'étiquette les antiannexionistes d'aujourd'hui. C'est pourquoi l'on peut dire que le pangermanisme continental et modéré — car il y a un pangermanisme modéré ! — était au gouvernement avec l'ancien chancelier.

Le temps où ce chancelier fut en charge fut rempli de la lutte des Mitteleuropéens prudents et des annexionistes féroces. Le temps de carême où gémit la Germanie la dispose aux querelles, et les luttes de personnes ne sont pas le privilège, tout

brillant d'éloquence, du régime parlementaire : la monarchie administrative d'Allemagne, où les chefs de bureau sont chefs de parti (1), connaît les mêmes querelles, plus sourdes et moins candides, que la détresse alimentaire envenime.

Quelque temps, il sembla que Bethmann-Hollweg avait réussi à couler Tirpitz qui voulait couler quatre flottes et Bethmann. Le pangermanisme continental remplissait alors les desseins du Gouvernement : le dossier du Mitteleuropa demeura toujours ouvert sur le bureau du chancelier. Bethmann, irréprochable bureaucrate prussien, a trouvé dans sa tradition bismarckienne plus de connaissance de la politique continentale que des immenses colonisations d'outre-mer, et plus de goût pour les réalités immédiates et proches que pour les espérances et les risques de « l'avenir sur l'eau ». On s'est donc décidé à coloniser l'Autriche et l'Orient à défaut de la Chine déjà hostile ou de l'Amérique du Sud rebelle, où le pavillon allemand paraît encore sur quelques rares bateaux captifs et convoités.

On voulait donc dériver vers l'Orient les ambitions nationales. Grandes pensées, desseins augustes, que le peuple eût mieux goûtés s'il avait eu moins faim. Même les plus beaux projets de chancellerie cèdent à la poursuite des meilleurs procédés d'alimentation. C'est par ce détour que Tirpitz et son école gardèrent la faveur non pas seulement des grands, mais de la plus grande partie de la

(1) « L'ambitieux allemand, au lieu de se lancer dans la politique, doit entrer dans l'administration », a dit M. Joseph Barthélemy dans un livre excellent : *Les Institutions politiques de l'Allemagne contemporaine*. Paris, Alcan, 1915.

Prusse. Car le moyen de procurer à l'Allemagne sa nourriture, c'est de torpiller des bateaux. Voilà qui est net, simple et puissant sur le populaire. Les sous-marins sont une arme redoutable, invention d'un peuple frivole annexée à l'organisation germanique. Seuls ils sont capables de desserrer le blocus et d'affamer l'Angleterre elle-même. Tirpitz l'avait bien dit, génie tutélaire dont on a privé sa patrie. Ainsi raisonne un peuple dont l'opinion, sans doute, n'était pas encore suffisamment « organisée ». Les bonnes gens qui, au début des restrictions, vers février et mars 1916, cassaient les vitres des magasins et dévalisaient les boucheries n'étaient pas tous et nécessairement des pacifistes qui voulaient en finir avec la guerre : beaucoup parmi ces exaspérés pensaient que tous les procédés extrêmes sont bons; que la guerre violente, sans scrupules ni prudence, est la meilleure; et que ceux-là sont les amis du peuple qui songent d'abord à détruire les ennemis qui l'affament.

Beaucoup de ces vrais amis étaient au Reichstag et traduisaient ces sentiments. Il en parut quelque chose à la séance où le chancelier prononça son discours d'avril 1916 « sur les buts de la guerre ». Il y marquait déjà des prédilections orientales. A peine un regard sur la Belgique, pas un mot sur la France, mais il ouvrait de séduisantes avenues du côté de la Pologne. Or il est notable qu'à l'exception du seul Haase, tous les orateurs qui lui ont répondu, et non pas seulement le conservateur, mais le progressiste et le socialiste officiel, se sont rencontrés en des observations semi-lauda-

tives, toutes de même sens. Ils ne se refusent pas à une promenade en Pologne et sans doute aussi — mais on ne le dit pas — chez les alliés autrichiens et turcs, mais ces enchantements d'Orient ne leur font pas oublier que la nourriture présente et les plus grands intérêts futurs de l'Allemagne sont sur l'eau. Politique continentale, tant qu'on voudra, mais sans rien sacrifier de la politique d'outre-mer. Les partis ou la plupart d'entre eux, trouvant les continents trop petits pour leur démence, prétendaient déchaîner jusque dans les profondeurs sans trouble de tous les océans leur *furor teutonicus,* et étendre jusqu'aux royaumes d'Adamastor détrôné les dévastations des colères germaniques.

Ainsi la détresse alimentaire renforçait et nourrissait par un détour les ambitions du pangermanisme extrême; elle donnait la vigueur de l'appui populaire aux amis de Tirpitz. C'était une vieille querelle qui prend ainsi un tour nouveau. Durant tout le règne de Guillaume II, depuis que ce Hohenzollern, capricieux et tenace à la fois, ouvrit par sa politique navale les portes de l'Occident à l'Allemagne industrielle, les hostilités devinrent plus âpres entre continentaux et maritimes : de Friedrischruhe, de sa retraite gardée par ses molosses, Bismarck grondait; à la vérité, ses grondements se sont prolongés durant les vingt-cinq années qui ont suivi, à travers les sarcasmes de Harden ou les avertissements venus des rangs de tous les partis, conservateurs ou socialistes. Car c'est un trait de la politique allemande, dépouillée de cette vaine hypocrisie idéaliste qui retient encore d'autres peuples, que les intérêts

économiques dominent toujours les idées politiques. Les partis, qui sont la division naturelle des esprits, sont unis entre eux et divisés contre eux-mêmes par les besoins et les nécessités matérielles. L'Empire n'est lui-même qu'un produit économique garanti par une force militaire. Un disciple de Péguy dirait que, chez les Allemands, l'esprit mercantile a dévoré la mystique.

Il y avait donc, au gré des intérêts divers, des continentaux et des maritimes, comme nous le voyons encore aujourd'hui, aussi bien parmi les agrariens de Prusse que parmi les socialistes de Saxe. Mais cette querelle engageait aussi des questions de politique générale, de politique intérieure et de politique extérieure. Car l'une des deux politiques tournait nécessairement l'Allemagne contre l'Angleterre, et l'autre contre la Russie. Dans un élan commun de superbe et de démence, le Gouvernement et le peuple allemands, l'un par l'autre emportés, confondus dans les mêmes passions, ont voulu cumuler ces deux politiques. Les gens du Mitteleuropa, conseillers « actuels » et tardifs, avertissaient doucement l'un et l'autre qu'il faut choisir.

La presse allemande posa un jour cette question à la perspicacité de ses lecteurs : Quel est en cette guerre l'ennemi principal de l'Allemagne ? De Francfort à Kœnigsberg et de Cologne à Breslau, on se répandit en propos divers, car à ce moment ce concours entre l'Angleterre et la Russie cachait à la vérité un moyen détourné de discuter les buts de la guerre, sujet réservé au seul Gouvernement, sous la garde de la censure.

Dans cette distribution des haines germaniques, la part de la France est faible. Pour plusieurs raisons, dont l'une est pour nous de la plus haute valeur : la France est maintenant pour l'Allemagne un ennemi respecté. Aux pays de langue et d'esprit français qu'elle a annexés, l'Allemagne, en quarante années, n'a pu inspirer ni l'amour ni la crainte. Elle le sait, elle l'avoue. A son attaque armée nous avons résisté, nous résistons encore d'un cœur indomptable. Quel intérêt dès lors à poursuivre un ennemi qu'on ne peut réduire ni par la colonisation ni par la conquête? La France est un pays contre qui toutes les méthodes allemandes ont échoué. En ce sens, nous sommes intangibles; par suite, pour l'Allemagne, respectés. Demain, j'en suis sûr, nous serons redoutés. Non pas que le couplet sur le « chauvinisme » français ait disparu des journaux allemands. Il demeure seulement pour exprimer le dépit de n'avoir pu nous réduire, et ce n'est rien auprès du dédain affecté pour les Russes ou de la franche exécration de l'Angleterre. Le prestige de la force française est tel dans le monde qu'il rayonne sur l'Allemagne.

Pour le Germain à l'esprit réaliste et servile, le principal ennemi, ce n'est pas l'ennemi de son cœur, de ses souvenirs, de ses passions historiques; l'ennemi principal, c'est l'ennemi de ses convoitises et de ses besoins. Quel est notre principal adversaire? A cette question, tout Allemand a compris : aux dépens de qui devons-nous principalement nous étendre? Il a vu ainsi reparaître en pleine guerre, et sous une apparence nouvelle, une querelle qui bouillonnait depuis trente années en

brochures, revues et volumes. C'était, avant la Révolution russe, le choix des deux routes de l'expansion teutonique, la route occidentale, maritime et coloniale, celle de Rio, de Buenos-Ayres, et de Pékin, ou la route continentale de l'hégémonie européenne par Vienne, Pesth et Constantinople.

*
* *

Querelle longue, confuse et complexe. Querelle de l'ordre économique, et qui, par conséquent, domine toute la politique allemande ; querelle où les partis sont confondus, et où l'on distingue pourtant quelques éléments de politique intérieure.

Les partis de droite, conservateur, conservateur libre, parti de l'Empire, nationaux-libéraux, prirent aussitôt l'offensive contre le chancelier et les Petits-Allemands du Mitteleuropa. Ils partaient en guerre non contre le Mitteleuropa lui-même, qu'ils entendent bien réaliser, mais contre la politique qui prétendait limiter au Mitteleuropa les ambitions germaniques et les profits de guerre. C'est la querelle de l'abdication occidentale que le Parlement allemand n'a pas encore voulu consentir. La haine de l'Angleterre a ramené vers l'Occident les regards du peuple.

Cette Fronde qui a fini par lapider Bethmann a commencé par une déclaration des nationaux-libéraux du 21 mai 1916, qu'il faut citer pour ses termes très nets. Les nationaux-libéraux étaient alors présidés par le turbulent et vulgaire Bas-

sermann (1), qui n'était là sans doute que pour démontrer combien peu les grandes forces économiques d'Allemagne, puissantes par elles-mêmes, se soucient de la qualité de leurs représentants parlementaires :

« Le Comité central du parti national-libéral affirme de nouveau que des garanties nécessaires à sa sécurité militaire, économique et politique ne peuvent être données au peuple allemand sans des agrandissements de territoire à l'est et l'ouest et l'accroissement des colonies.

« Cette sécurité, qui ne doit pas reposer seulement sur des contrats, mais encore sur la force de l'Allemagne, est particulièrement nécessaire à l'égard de l'Angleterre, l'ennemie principale de l'Allemagne.

« Le Comité se déclare d'accord avec la fraction nationale-libérale du Reichstag et reconnaît comme elle la grande valeur du sous-marin, qui est la meilleure arme qu'on puisse employer pour vaincre l'Angleterre et pour hâter la fin victorieuse de la guerre.

« Le Comité prie la fraction nationale-libérale du Reichstag d'intervenir avec la plus grande énergie, afin que le Gouvernement fasse pleinement usage de la liberté qu'il s'est réservée dans sa note à l'Amérique. Il est à craindre, en effet, que les États-Unis ne remplissent pas les conditions énoncées dans cette note.

« Le Comité déclare de nouveau qu'il approu-

---

(1) Bassermann représentait au Reichstag actuel une circonscription rhénane.

vera tout gouvernement qui poursuivra avec énergie la politique d'annexion.

« Il déplore qu'on emploie la censure à l'égard de la presse allemande et qu'on cherche par la contrainte à fausser l'opinion publique. »

Parmi tant d'adversaires qui jugent le Mitteleuropa dérisoire, la position de Naumann et de ses amis paraît assez étroite. Naumann lui-même, qui a été réélu, je crois, à une élection partielle, est au Reichstag fondateur de groupe; il a réuni, à gauche si l'on peut dire des radicaux, un groupe de tendances et de préoccupations sociales, la *Freisinnige Vereinigung,* à peu près exactement par l'esprit : radical socialiste. Ce groupe, plus nombreux en d'autres pays, compte au Reichstag jusqu'à huit à neuf personnes. Naumann, bien qu'éloquent et l'un des esprits les plus riches d'un Parlement assez pauvre, est puissant surtout par son action intellectuelle hors du Reichstag. Il préparait depuis longtemps le Mitteleuropa dans sa revue *Hilfe*.

A la manière de la plupart des revues allemandes, c'est une publication où se rencontrent quelques personnes, en petit nombre, qui pensent de même sur quelques points : revues de « séminaires », comme on disait jusqu'en notre Sorbonne, ateliers où le travail intellectuel est fort bien organisé. Le collaborateur de Naumann le plus important en pangermanisme, Paul Rohrbach, a fondé, le 1er janvier 1916, une autre revue, née par scissiparité, la *Deutsche Politik,* qu'il édite en compagnie de Philipp Stein et de Jähck, orientaliste et turcophile, un de ces pédants enturbanés qui ont rendu

les plus grands services à l'Allemagne dans ses entreprises orientales. Le cas de Rohrbach est notable non seulement pour la netteté et la puissance de son action, mais aussi parce qu'il fut fonctionnaire colonial. Il en est revenu plein d'admiration pour les méthodes anglaises, et il est demeuré russophobe. Il tient ainsi une position qui est presque exactement celle de l'économiste Friedrich List, qui marque, dans le milieu du dix-neuvième siècle, une des plus grandes traditions de la doctrine pangermaniste (1). La doctrine de Rohrbach est précisément opposée aux vieilles méthodes féroces de la colonisation prussienne. Il voudrait absorber les peuples proches, les Magyars, Slaves et Orientaux, par l'adaptation économique.

Sa polémique avec le comte Reventlow éclaire, me semble-t-il, toute une époque de la politique extérieure allemande. Reventlow, ancien officier de marine et d'origine bavaroise, s'efforce sans cesse de détourner l'attention germanique des frontières orientales. La guerre a démontré, répète-t-il, que ce qui manque à l'Allemagne pour soutenir sa politique universelle, ce sont des côtes, ce sont des rivages d'où elle puisse s'élancer sur les mers. Ces côtes sont en ce moment belges et hollandaises. La même nécessité qui a commandé l'invasion de la Belgique doit les faire allemandes. Sur la couverture de la revue où écrit Reventlow, hors de sa *Deutsche Tageszeitung* forcenée, on voit l'image qui de plus en plus répétée dans les publications d'Allemagne devient le symbole de plus en plus

(1) ANDLER, *Collection de Documents*, tome I, pages 127-146.

familier : l'aigle aux serres accrochées aux rochers rouges, de lignes verticales, de l'abrupte Héligoland, et qui tend son bec vorace vers les mers d'Occident.

Le centre et la Bavière ont été dans cette affaire une fois de plus conjugués ; le centre est à cheval sur tous les partis politiques comme la Bavière sur le Danube et le Main. La première manifestation annexioniste, déjà ancienne, fut celle du vieux roi : elle visait la vallée du Rhin. Si Ratisbonne, qui deviendrait un grand port fluvial, se tourne vers le Mitteleuropa, les gens de Franconie, les riverains du Main pensent aux bouches du Rhin qui les conduiraient à la mer libre par voie d'eau. Les Bavarois sont liés aux magnats de Westphalie, aux pangermanistes de la *Rheinische-Westphälische Zeitung*. Enfin l'Autriche et la Belgique sont l'une et l'autre catholiques et attirent le parti en sens contraire.

Le Centre semblait donc pencher vers les annexions occidentales jusqu'au coup d'État d'Erzberger (juillet 1917) qui, sensible aux intérêts de l'Autriche, docile aux instructions pontificales, a rejeté brusquement son parti du côté de la « paix sans annexions », c'est-à-dire du Mitteleuropa.

*
* *

Le Mitteleuropa apparut ainsi longtemps en Allemagne comme le projet d'une poignée de politiques perdue dans une opinion enragée. Le Gouvernement, qui savait, aurait voulu se tenir avec les

prudents. Il était donc furieusement attaqué par la grande majorité des représentants ; il semblait repoussé dans le réduit *freisinnig*. Tel était le côté intérieur de la question : un peuple que le délire pangermaniste avait atteint tout entier, des partis que la guerre laissait en des sphères différentes de leur rêve commun. En ces querelles de déments, ceux du Mitteleuropa étaient ceux qui chevauchaient les moindres chimères.

Cette querelle des deux pangermanismes, le modéré et l'extrême, a rempli toute l'année 1916. En 1917, la nécessité a unifié la politique allemande. Car on peut bien peut-être essayer de vivre sans pain, mais non pas sans espérances, et tout le monde dut accepter la guerre sous-marine et la haine de l'Angleterre parce que la guerre sous-marine était la seule espérance de terminer la guerre. Aussi, pendant le premier semestre de 1917, nos gens du Mitteleuropa se font discrets ; les congrès où l'on fraternise avec les frères du sud et les cousins d'adoption hongrois et bulgares se font plus rares.

Mais dès qu'Erzberger a proclamé la faillite sous-marine et conclu à la paix rapide, donnant ainsi « à la politique de l'empereur Charles d'Autriche la majorité dans le Reichstag », le Mitteleuropa redevient à la mode sous le titre de paix sans annexions. Justement, en juillet 1917, le fondateur Naumann fait paraître le premier numéro de sa nouvelle revue : *Mitteleuropa*.

Entre temps, un grand événement est survenu qui a brouillé les positions, c'est la Révolution russe. Le sentiment russophile, qui était naguère une passion de droite, est devenu passion de gauche.

Il n'y a pas qu'en Allemagne... Ce n'est plus seulement au sud que la colonisation allemande découvre sa terre de Chanaan, c'est bien loin vers l'est. Otto Hœtzsch, dans la *Gazette de la Croix*, aussi bien que Georges Bernhard dans la *Tante Voss* rivalisent d'affection pour la Russie avec le socialiste colonial Quessel ou le socialiste juif Cohen. Ils pensent que l'État russe lui-même sera l'intermédiaire obligeant de la science et de l'industrie allemandes; ils recommandent de le ménager et de ne pas favoriser chez lui les allogènes; ils comptent se servir de lui comme on voulait jadis se servir de l'Autriche unitaire de François-Joseph, avant d'avoir adopté l'Autriche fédéraliste de Charles Ier. Seul Rohrbach (1), favorable à la deuxième méthode, pense qu'on agira plus aisément dans une Russie morcelée.

C'est là une addition imprévue au Mitteleuropa qui montre la souplesse du système, développement historique normal de la politique allemande, qui est devenu toute sa formule moderne. Le Mitteleuropa répond à la pensée que cette guerre laissera derrière elle en tout cas une profonde division des peuples, tels qu'ils sont campés dans la guerre; il assurerait à l'Empire allemand dans le monde une étendue de territoires qui pourrait toujours soutenir et nourrir son isolement économique (2).

Avec quelque hypocrisie, qui n'effraie personne, ni

(1) *Deutsche Politik*, 17 et 24 août 1917.

(2) Ce point a été récemment contesté par Delbruck, *Preussische Jahrbücher*, août 1917.

le Gouvernement, ni Naumann, ni les socialistes, il pourrait être présenté comme un projet non annexioniste ; les provinces que l'on prendrait pour couvrir cette pauvre Prusse Orientale seraient tenues pour précautions secondaires et nécessaires. Pour le reste, c'est du Zollverein, de l'union économique, du protectorat. Ne parlez pas d'annexion, puisque nous la différons.

C'est ainsi qu'à partir du moment où la Révolution russe a mis à la mode la formule « sans annexions », les gens du Mitteleuropa sont devenus sans efforts et sans transformations les « antiannexionistes ».

Dans l'ordre pratique, le Mitteleuropa peut être tout de suite préparé, par une organisation propice et des habitudes de travail familières aux Allemands qui excellent dans de tels projets. Car en Allemagne les universités, les administrations et les banques ne s'ignorent pas, ne se méprisent même pas. Nous avons peine, nous autres, à croire à tant de confusion, mais c'est ainsi. C'est même une des choses que nous pourrions justement envier à l'organisation allemande, que nous avons bien tort d'admirer en bloc.

On a pu soutenir en France que le Mitteleuropa n'était qu'un mot et qu'un rêve, qui avait échoué aux moyens de réalisation. C'est enterrer bien vite des projets qui se portent fort bien. Il est vrai que les conventions douanières ont été longtemps arrêtées par les difficultés du renouvellement du compromis préjudiciel entre l'Autriche et la Hongrie, et qu'il est même malaisé de savoir si ce compromis au moins durable est signé à l'heure présente. Mais le Trésor allemand a de terribles hypothèques sur

les finances de tous ses confédérés ; mais les capitaux allemands s'écoulent en Hongrie ; mais une société allemande d'études industrielles s'est établie en Bulgarie. Quelques signes entre mille autres.

Régime douanier, régime « ferroviaire », régime fluvial, trois conditions du Mitteleuropa qui sont, à l'heure présente, à l'étude sur tous les points, à l'exécution sur quelques-uns. Comme auraient dit sans doute les vieux philosophes de la vieille Allemagne, le Mitteleuropa n'est pas dans le devenir : il est dans la réalité, il se fait.

Il ne peut trouver d'obstacles que dans l'affaiblissement de l'Allemagne, effet de notre victoire, ou dans le sentiment national des peuples qu'il rencontre. Allons les voir.

CHAPITRE III

LES " MUETS " AUTRICHIENS

Le peuple français a traversé, il y a quelques mois, des jours de trouble et d'angoisse qui le tenaient incertain de ses désirs et ignorant de ses destinées : ses écrivains politiques n'étaient pas d'accord sur la « question d'Autriche ». Les uns, et le plus grand nombre, voulaient détruire l'Empire et abattre l'aigle à la double tête ; les autres, et parmi les plus renommés, préféraient sauver la Double Monarchie dans la pensée de rectifier sa politique depuis quarante ans égarée. En vain, Albert Milhaud, esprit toujours informé et toujours résolu, avertissait ses confrères que la question était complexe, qu'elle n'était pas seulement nôtre, mais question de l'Alliance au premier chef, que la Russie, et l'Italie notamment, observateurs plus intéressés et plus proches, auraient avant nous la parole en cette affaire ; la querelle continuait. Quelle crise ! et comment sortir de cette bataille des augures ?

A de si puissantes synthèses il faut le poids d'un gros volume ou l'autorité d'un article quotidien. J'y voudrais seulement apporter quelques éléments d'analyse choisis parmi les faits de la guerre elle-même ou des précédentes années.

Sauver l'Autriche, abattre l'Autriche, peut-être y a-t-il là quelque impropriété de termes. Scrupule qui n'est pas seulement grammatical. Pour conserver l'Autriche, il faudrait d'abord la ressusciter. Pendant les dernières années du défunt Empereur, on pouvait penser que l'Autriche était morte. Elle ne succombait pas aux victoires russes, abattue par les coups des puissances ou victime d'un traité de paix vengeur de la guerre ; l'empire d'Autriche disparaissait pendant la guerre elle-même, sans avertissement au monde ni communiqué à la presse. Il expirait doucement, parmi le fracas universel des armes et des peuples entre-choqués, comme un dernier rejeton d'une race illustre et vieillie qui s'éteindrait sur son lit de parade, dans la salle obscure d'un château perdu, entouré de ses proches, oublié de ses amis, abandonné de ses sujets.

L'autorité politique usurpée par les Hongrois, l'armée commandée par les Prussiens, la Monarchie vidée de ses sujets et tous les peuples tournant leurs regards, leurs espérances, leurs affections vers d'autres maîtres, les uns vers l'Allemagne, les autres vers l'Entente, que restait-il qui fût proprement autrichien, qui conservât le sens de ce vieil empire plus puissant par sa diplomatie que par ses armes, respecté pour ses mœurs antiques et aristocratiques, pour son génie brillant et indolent, familier de l'Église catholique et fort comme elle par ses traditions et sa persévérance ? Si Metternich ressuscitait, rappelé à la vie par le sentiment puissant des difficultés diplomatiques, sans doute ne serait-il pas trop surpris de voir en flammes une Europe depuis longtemps infidèle à la Sainte-Alliance.

Mais il y chercherait en vain son empire et sa patrie. Comme Soubise, qu'une chanson sortie du Chat Noir du dix-huitième siècle montrait à la recherche de son armée, en ce temps si différent du nôtre où Paris persiflait ses défaites :

> Soubise dit, la lanterne à la main :
> J'ai beau chercher où diable est mon armée...,

l'ombre de Metternich en habit de cour pourrait promener dans Vienne sa lanterne dorée sans retrouver nulle part cet esprit autrichien qu'il a si longtemps cultivé et servi. Peut-être même éprouverait-il ce désespoir suprême de n'en pas trouver trace même dans les bureaux de sa vieille chancellerie ni de sa précieuse police à qui il en avait confié la garde.

Cependant, quelques vieux et jeunes serviteurs attendaient la mort du vieil Empereur pour tenter la résurrection de l'Empire moribond. Familiers jadis de l'archiduc François-Ferdinand, ils sont maintenant puissants à la cour de l'empereur Charles. Ils sont désormais les maîtres illusoires et sans doute soumis d'un empire militairement et politiquement occupé par les Allemands.

*
* *

De son regard d'aigle, l'oiseau héraldique des Habsbourg aurait pu, en effet, à la fin du dernier règne, découvrir quelques personnes restées fidèles à l'esprit autrichien, à son système, à sa politique. Ces survivants, on les pouvait compter sur les doigts. Il en était de deux catégories : les pre-

miers, les inconscients, étaient à la Cour : les autres attendaient dans de superbes châteaux de Bohême ou de Moravie les catastrophes qu'ils auraient la satisfaction toujours vive d'avoir prévues.

Quelques faibles et rares indices donnaient à penser que la cour d'Autriche, sous François-Joseph, commençait à reconnaître quelques vérités premières qui étaient apparues dès le commencement de la guerre à la plupart de nos poilus. A force de durer, l'évidence finit par éclater aux yeux mêmes des aveugles. Cette vérité si claire que l'Autriche s'est engagée, la première, dans une guerre qu'elle a provoquée, l'innocente ! et qui ne peut avoir pour elle que deux issues : malheureuse si elle est détruite par l'Entente, heureuse si elle est dévorée par la Prusse, est-elle apparue aux derniers regards du vieil Empereur ? Voilà qui est bien téméraire et bien prompt, et je n'en jurerais pas. L'acte de François-Joseph, refusant le 18 août 1916 de signer le règlement préparé et annoncé des affaires polonaises, et par lequel la Prusse lui dérobait la couronne de Pologne, qu'il désirait, était-il un premier signe de résurrection (1) ? Faut-il croire encore que l'archiduchesse Marie-Valérie, princesse fort active, jadis grande ennemie des victimes de Sarajevo et dans l'entourage de qui se nouèrent à la veille de la guerre tant d'intrigues en faveur du général von Hœtzendorff, s'apercevait, elle aussi, que la première affaire était de sauver d'abord l'héritage des Habsbourg ?

---

(1) Cf. l'article de la *Renaissance* du 16 septembre 1916 : *Ce que nous avons failli apprendre le 18 août.*

Faut-il croire enfin que l'archiduc Frédéric et l'État-major impérial, car je crois bien qu'il y avait quelque part, par dérision, un état-major et un commandement autrichiens de l'armée autrichienne, passaient leurs journées oisives à exhaler leur colère contre les Prussiens et prenaient sans cesse à témoins les dieux protecteurs de l'empire d'Autriche, qui sont, comme on sait, au nombre de deux, le Dieu des catholiques et le Dieu des juifs, de l'audace de leurs « frères d'armes » allemands qui ont tout usurpé?

Nous savons peu de chose de l'Autriche; que pouvons-nous conjecturer de sa Cour? Naumann dit en son livre, *Mitteleuropa,* qu'il ne serait peut-être pas absolument sans intérêt de connaître sur les grands projets d'organisation de l'Europe Centrale le sentiment de ces messieurs et dames de la Hofburg, mais qu'il n'a sur ce sujet aucune lumière et que nul n'en peut rien savoir. Pour cette fois, je me range à l'avis de Naumann.

Plus intéressante peut-être, en tout cas plus curieuse, est la pensée politique qui s'est réfugiée dans les châteaux de la « noblesse historique ». C'est d'une branche de cette noblesse qu'est sorti le nouveau cours : c'est elle qui a donné au nouveau souverain quelques-uns de ses intimes conseillers.

La guerre de Trente ans s'ouvrit par une révolte politique, de sens aristocratique et féodal, contre l'Empire. Les jésuites ont enseigné au monde que la noblesse tchèque tout entière fut alors exterminée à la bataille de la Montagne Blanche (1620), aux portes de Prague. C'est là de l'histoire écrite

par les vainqueurs. La noblesse tchèque a été exterminée en effet, expropriée ou expulsée au cours de la réaction qui suivit, alors que le peuple perdit ses propres titres de noblesse, ses chartes, ses livres et ses souvenirs. La Bohême, l'une des plus prospères parmi les provinces jésuites, s'endormit alors, sous le sceptre autrichien et la domination de la Compagnie de Jésus, d'un sommeil de deux siècles, enchanté par la musique. Quelques familles aristocratiques survécurent, rapidement germanisées et dont les fils devinrent, au siècle suivant, les meilleurs serviteurs de l'Empire, sous l'uniforme blanc ou les chamarrures des chancelleries. Riches de terres et d'honneurs, ils vivaient dans leurs châteaux de Bohême ou de Silésie, ou dans leurs palais de Vienne, dont les murs ornés en rocailles ont recueilli les premiers échos des violons de Haydn et de Mozart. Quelques-uns ont conquis l'immortalité, assurés que la postérité lira leurs noms en tête des sonates et des quatuors où Beethoven, qui les leur dédia, les fixa pour l'éternité. L'un de ces palais, celui des Lobkovitz, était la résidence de l'ambassade de France avant qu'on eût entrepris de bâtir la grande demeure de la place Schwarzenberg, sans doute pour démontrer aux gens de Vienne que les Français s'entendent parfaitement à l'art munichois.

Deux siècles durant, ces grands seigneurs ont été pénétrés, dans la demi-oisiveté des grandes charges, de l'esprit autrichien, de son utile docilité confessionnelle, de sa faculté diplomatique d'accommodements et d'opportunisme, de sa souplesse dédaigneuse couverte d'une apparente raideur doc-

trinale, de son habileté qui dissimule les désastres sous les pompes protocolaires et accueille les rebelles avec de paternelles bénédictions. Seuls aujourd'hui, et résignés dans la plus vaine fidélité, ils restent Autrichiens à cette heure menaçante et funeste où le peuple entier se précipite vers le germanisme intégral et sauveur qui vient de Berlin.

Peut-être découvrira-t-on quelque jour que le comte Berchtold était de cette école. Il est des hommes politiques, toujours dominés par les événements, assez clairvoyants pour apercevoir les fautes qu'ils sont contraints de commettre et les désastres qui ne peuvent manquer d'en résulter. Il est possible que le comte Berchtold ait conduit son pays aux abîmes sans cesser de crier : Casse-cou ! Incapable de s'affranchir du complot ourdi par les deux compères Tisza et von Tchirsky, le premier ministre hongrois et l'ambassadeur d'Allemagne, il lança la déclaration de guerre en s'apercevant, quelques heures trop tard, qu'il faisait le jeu du roi de Prusse et non pas celui de son maître. Il demeura assez longtemps au Ballplatz pour voir les premières usurpations de l'Allemagne en Autriche et le peuple autrichien se jeter dans les bras du sauveur prussien. Avec l'amère vanité des Cassandres, il ne manqua pas de remarquer qu'il l'avait bien prévu. Il le remarqua si souvent qu'à la fin on le renvoya. Quand il fut remplacé par Burian, délégué de Tisza (décembre 1914), le temps de l'indépendance autrichienne était clos; la période hongroise commençait, époque intermédiaire pendant laquelle Berlin gouvernait à Vienne par le

ministère des Hongrois, en attendant l'occasion de ce que le langage des mécaniciens appelle la prise directe.

Quand l'Empereur l'avait appelé au ministère commun des Affaires étrangères pour y succéder à d'Æhrental, grand ministre à peu de frais qui avait donné une province à son maître et gâté le métier en abandonnant le Sandjak et en déclarant que l'Autriche était saturée de territoires, — quelle imprudence ! — Berchtold, se souvenant de Godefroy de Bouillon, écrivait à l'un de ses amis : « C'est une couronne d'épines que mon maître m'ordonne de ceindre. » Il la déposa quand elle eut ensanglanté son front chauve. Grand seigneur opulent, il se reposa dès lors dans sa fortune, l'une des plus puissantes de l'Empire. De sa terre de Buchlau ou de ses terres hongroises, le dernier ministre autrichien voyait cette guerre qu'il avait déclarée avec épouvante effacer chaque jour les dernières traces de ce qui fut l'empire d'Autriche... Ami du nouveau souverain, il est revenu au pouvoir avec lui et anime tout son gouvernement. Son incertaine destinée veut sans doute qu'il subisse encore cette domination germanique, désormais plus forte et qu'il continuera à déplorer avec une constance secrète, tout en la servant avec fidélité.

D'autres, bien rares, pensaient comme lui, dit-on, et dévoraient leurs regrets impuissants. Tel, le baron Heinold qui fut longtemps gouverneur de Moravie ; il était devenu, au commencement de la guerre, ministre de l'Intérieur et administrait d'accord avec le comte Thun, alors gouverneur de

Prague. Puis il est retourné à son gouvernement de Brno.

Quelques familles encore, héritières de grands noms d'« avant la Montagne Blanche », conservent en leurs châteaux ces traditions et cet esprit abolis : les Lobkovitz à Melnik (non loin de Prague), et peut-être même les Schwarzenberg. Mais la tête politique de ce parti, c'était François, prince Thun (1). La guerre, qu'il déconseilla, le trouva gouverneur de Bohême. Il l'avait été auparavant plusieurs fois, et gouverneur « à poigne », chargé de mater les Tchèques quand ils deviendraient trop dangereux ou turbulents. La réflexion et l'expérience l'avaient convaincu. Comme il avait combattu la guerre, il combattit toutes les persécutions contre les Tchèques. Cette politique de mansuétude, — de la mansuétude pour des Slaves ! — n'était pas tolérable en régime pangermaniste. Trois mois après Berchtold, le prince Thun succombait par égard, disait-on, pour sa mauvaise vue ; il était remplacé à Prague par le gouverneur de la petite province de Silésie autrichienne, le comte de Coudenhove, fonctionnaire docile, qui peupla les prisons. Dans sa retraite, Thun resta fidèle à sa méthode et à ses idées ; il n'a pas manqué une occasion, ni publique ni privée, de condamner le nouveau cours de germanisme enragé qui triomphait à Vienne. Il resta même fidèle à l'honneur. Lorsque l'ordre vint du quartier général de faire à Kramar un procès politique, on produisit aux

(1) Le comte Thun avait été fait prince par l'Empereur quand il quitta le gouvernement de Prague.

débats plusieurs pièces et quelques faux, selon les rites. Entre autres, une lettre de Thun à Kramar. L'ancien gouverneur vint à l'audience déclarer que la lettre avait été falsifiée. Sur quoi, le tribunal se trouva malade et l'affaire fut quelque temps suspendue. Entre le service de l'Empereur et la vérité, le prince Thun choisit la vérité. Ce n'est plus la manière de M. Friedjung.

La politique du prince Thun n'était plus du tout dans la manière des Allemands d'Autriche. Seul ou presque seul il pensait qu'on pourrait encore sauver quelque chose du fédéralisme autrichien ; il répugnait dans tous ses actes, dans toute sa méthode, à la centralisation autoritaire dont le joug, que tout le monde accepte, porte la marque de Berlin. Il réunissait, dans ce sentiment, quelques nobles personnes, et ce parti, comme on disait chez nous à la Restauration, tenait tout entier sur un de ces canapés de style rococo, aux soies défraîchies, qui ornent les salles antiques des vieux palais viennois. Quelques seigneurs de la « noblesse historique » venaient parfois s'asseoir sur ce canapé, mais ils n'y demeuraient guère, résignés, quant à eux, à subir la domination des Germains du Nord, si les titres de ministres et de chambellans leur étaient reconnus. C'étaient ceux qui avaient jadis formé la cour de François-Ferdinand, la victime de Sarajevo. Cette cour se tenait à la résidence viennoise de l'archiduc, au palais du Belvédère, noble édifice de style français qu'éleva quelque élève de Mansart pour loger la gloire aujourd'hui bien démodée du prince Eugène, qui — jadis ! — chassa les Turcs de l'Empire. Les ministres d'hier et d'au-

jourd'hui, Clam-Martinitz et Czernin, sont de cette école. Ils se distinguent de celle de Thun en ce qu'ils ne répugnent point à établir en Autriche les méthodes et les hommes de la Germanie. La meilleure preuve en est que Clam-Martinitz avait fait son ministère avec les éléments du radicalisme germanique le plus déterminé, von Hendel et Urban, qui représentent le plus pur pangermanisme autrichien. Je crois bien que le prince Thun, mort de saisissement, dit-on, en novembre 1916, après l'assassinat de son ami Stürgkh, a emporté avec lui le dernier souffle d'indépendance qui ait animé un Allemand d'Autriche.

*
* *

Mais les autres! Les Germains d'Autriche sont allés à Berlin comme les socialistes allemands sont allés à Hindenburg, et du même pas. Car il y a un pangermanisme autrichien, furieux comme l'autre, également enivré d'un orgueil pédantesque, également prompt aux applications et aux réalisations patientes, mieux exercé peut-être à la lutte contre ses voisins, qui est sa condition première. Le pangermanisme, c'est-à-dire tout le peuple allemand, la guerre l'a divisé en deux courants, l'occidental et l'oriental (1). Le premier et le plus fort court contre l'Angleterre : il porte les ambitions mondiales et maritimes de l'Allemagne. Le second se heurte à la Russie, et le Gouvernement lui avait jadis confié sa barque.

(1) Voir le chapitre précédent.

Par sa position géographique et par sa politique antérieure, l'Autriche n'a pas de friction avec l'Angleterre ; elle est partout opposée à la Russie. Le pangermanisme autrichien n'a donc pas connu cette division qui a cruellement déchiré la tunique allemande et renouvelé pendant la guerre, entre les amis de Tirpitz et les amis de Bethmann-Hollweg, cette tradition des disputes germaniques drues et nourries d'injures, sentant l'école et la brasserie, animées par le sentiment et la connaissance d'une bassesse mutuelle et dont le bruit accompagne toute l'histoire d'Allemagne depuis les grandes querelles de la Réforme. Le pangermanisme autrichien n'avait qu'un sens, oriental et balkanique : tous les Allemands d'Autriche se sont jetés à corps perdu dans le Mitteleuropa.

Aventure inévitable, à laquelle ils étaient destinés par toute leur politique antérieure. Il était aisé de la prévoir, en observant seulement leur condition récente. Depuis un demi-siècle, les Allemands d'Autriche ont retrouvé l'esprit de leur race, plus pur et plus fort en un sens que celui de leurs frères hanséatiques du Nord. Car ils sont attachés, et dans une lutte dure, à la première, par la date et par la valeur, de toutes les besognes nationales germaniques : ils colonisent en terre slave. Face aux Tchèques au nord, face aux Serbes au sud, ils ont la même position, exactement, que leurs cousins d'Allemagne occupent en Prusse et en Silésie contre les Polonais. Et les incomparables méthodes de l' « hakatisme », l'expropriation, l'extermination, la rigueur impitoyable des barons des « Marches de l'Est », cette fureur appliquée et

constante d'une implacable bureaucratie, cette machine si parfaitement propre à fouler le sol et briser les hommes, remplissaient les frères du Sud d'admiration et d'envie. Que de bénédictions murmurées et secrètes ont volé, ces dernières années, vers la Prusse qui sait comment traiter les Slaves, parties des bancs germaniques du Reichsrath de Vienne par-dessus les têtes dociles de ces bons Polonais de Galicie, qu'il ne fallait point effaroucher dans leur profitable obéissance au régime des Habsbourg! Que de prières et que d'appels préventifs à l'héritier direct des Chevaliers Teutoniques et des Porte-Glaives!

Faut-il penser que leur admiration pour l'organisation et la force allemandes et leur haine des Slaves pourraient conduire les Germains d'Autriche jusqu'à l'abdication de leur nationalité autrichienne? Gardons-nous des affirmations téméraires, et n'allons pas plus vite qu'eux-mêmes. Ils se borneraient à abjurer leur religion, si l'on en reste aux dispositions qu'ils ont montrées jusqu'ici. Il y a quinze années environ, un grand ministre d'un jour, le comte Badeni, annonça le projet de refondre la fédération autrichienne, d'en faire une association de bonne foi en rendant leurs droits aux Slaves. Diverses conjonctures faisaient penser que cette transformation d'une puissance catholique n'était pas mal vue à Rome. « C'était sous le pontificat de Léon XIII... » Il suffit. Un mouvement agita les troupes du *Deutschtum* autrichien, un mot d'ordre parcourut les rangs : *Los von Rom :* Nous nous séparons de Rome. Et des milliers de voix germaniques se déclarèrent prêtes à confesser

Luther et le Dieu qu'on adore à Berlin. Les yeux de milliers de sujets d'un empire catholique s'ouvraient à la Réforme, avec quatre siècles de retard.

Qu'ils étaient ingrats, d'avance ! Ils ne savaient pas quelle fidélité tenace la cour de Rome conserverait au gouvernement des Habsbourg, aux moments suprêmes ! Ils ont traversé, les premiers, cette crise douloureuse aux fidèles des religions internationales, exposés à éprouver l'angoisse de quelque dissidence entre leur foi nationale et leur foi religieuse.

Aux esprits autrichiens la guerre a inspiré le mépris de leur propre Gouvernement ; elle a accru pour eux l'admiration de l'Allemagne à laquelle ils étaient déjà si favorablement disposés. Une telle idée n'est peut-être pas rigoureusement conforme aux récits que font de la guerre ceux qui ont mission d'en écrire l'histoire, je veux dire les journaux quotidiens. Ils ont la charge, doublement honorable et deux fois difficile, de renseigner et de soutenir l'esprit public. Il arrive que ces deux objets soit contradictoires et que l' « objectivité » en souffre. L'objectivité est une vertu philosophique, qu'on ne saurait par conséquent pratiquer tous les jours, et dont les Allemands font grand cas, en l'offensant beaucoup plus que nous.

Pour le cas présent, il est entendu que les Autrichiens souffrent de leur vassalité, qu'elle les atteint dans leur amour-propre, dans leurs intérêts, dans leur sens national, qu'ils la supportent avec une impatience jalouse, et qu'un jour doit venir où l'Allemagne rencontrera sur sa route ces difficultés, ces ressentiments aujourd'hui contenus et l'explo-

sion différée de ces sourdes rancunes. Arrêtez, si vous êtes de loisir, cette opinion courante et examinez-la : elle ne s'accorde guère au présent ni au passé, aux faits de la guerre ni aux traditions historiques. Voilà des gens, je parle des Allemands d'Autriche, qui ont longtemps administré seuls un empire qui fut grand, paisible à l'intérieur et qui était resté puissant ; ils n'en partageaient qu'avec les Polonais les profits, les bénéfices et les places qu'ils occupaient par privilège de race ; et durant les cinquante dernières années ils ont dû, une première fois, abandonner la moitié de l'Empire aux Hongrois, ce qui serait peu s'il ne fallait encore cohabiter avec ces voisins dans un ménage que les Magyars ont su rendre, la Justice éternelle doit le reconnaître, parfaitement insupportable. Ce n'est pas tout, et dans la moitié d'empire où ils sont repoussés, voici qu'ils doivent lutter tous les jours de toute leur vie politique, aujourd'hui contre les Tchèques et les Italiens, demain contre les Slovènes et les Dalmates, qui s'organisent à leur tour.

Et pendant la guerre même, qu'a vu ce peuple qui ne l'ait rapproché du Prussien ? Il a vu une armée autrichienne toujours battue, conduite par des archiducs incapables, des chefs politiques livrant la place et tout l'État aux Hongrois détestés, fort empressés eux aussi à courir à Berlin, mais du moins discutant et stipulant pour eux-mêmes. Seule la police a montré quelque fermeté, digne de la Prusse, en jetant dans les prisons quelques milliers d'ennemis tchèques ou yougoslaves. En Galicie comme en Serbie, l'ordre n'est rétabli et l'Empire défendu que quand l'Allemand arrive et

commande, aux armées comme aux usines. Et vous voudriez qu'ils n'accueillent pas, au prix d'une domination un peu dure, ces Allemands du Nord qui leur apportent le prestige, la méthode, une vie économique accélérée, une administration vigilante et rigide : en un mot cette protection, si douce aux peuples indolents ? Non, non, cessons cette guerre funeste où l'on vit trop souvent accourir dans nos villes l'exode lamentable des paysans et des femmes de Galicie, fichus noués sur des figures en larmes, qui fuient devant les chevaux des Cosaques ; obéissons à qui nous donnera la sécurité et retournons savourer, aux heures rituelles, à l'abri des querelles tchèques ou des complots serbes, ce café au lait à la crème, de composition si savante, et ces friandises si variées qui accompagnaient, avant la disette, même pour les plus petites bourses, tant de plaisirs viennois ! Paroles de sagesse sans fierté qui courent, je n'en serais pas surpris, au fond des consciences des gentilshommes des Nouvelles de M. Arthur Schnitzler, des petits bourgeois et même des ouvriers des deux cercles d'Autriche ou de Styrie. Ce doit être à peu près ainsi que les bonnes gens de Vienne supplient leur nouvelle idole, Guillaume, empereur d'Allemagne, que le langage populaire viennois rappelle sous l'invocation de *Unser Willy,* notre Guillaume.

C'est cette pensée politique un peu pauvre que les chefs du peuple et ses représentants ont exprimée en y joignant seulement leurs passions politiques et surtout leur haine des Slaves qui semblait jeter un peu de fierté sur cet amour de la paix et de la servitude. Justement l'évangile de Naumann,

les projets d'Europe Centrale, qui faisaient fureur en Allemagne, se trouvaient à merveille pour sauver la face de l'Autriche. Le projet de ce pasteur saxon, si agréable à ces Prussiens adoucis du Sud, n'était autre, en son fond, qu'une façon d'utiliser l'Autriche pour apprivoiser les Slaves et les Orientaux à la félicité germanique. Il respectait donc l'Autriche, puisqu'il en faisait un instrument de l'Allemagne. Les pangermanistes autrichiens ont sauté sur cette magnifique occasion. Le plus fougueux d'entre eux, le compagnon du terrible Wolff, Karl Iro, député de Ludice, et qui dirige à Vienne la revue *Unverfälschte deutsche Worte,* Allemand né à Cheb, en ce coin de Bohême au pied des monts de Smrciny où bouillonne le plus fort la rage teutonique, s'est empressé d'abdiquer son pangermanisme. Plus de programme pangermaniste en Autriche, dit-il en tête de son livre (1). Entendez qu'il n'y a plus de projet de réunion des Allemands d'Autriche au profit de l'Allemagne. Mais c'est parce que l' « hégémonie militaire de l'empire d'Allemagne » permettra d' « organiser » une Autriche où la majorité acquise aux Germains dans les conseils électifs sera au moins des deux tiers et où régneront sans opposition sur toutes les races d'Orient la méthode et la force allemandes.

J'entends bien que M. Iro a toujours eu dans la vie politique autrichienne une place extrême : il

(1) L'ouvrage a paru sous un pseudonyme : *Oesterreich nach dem Kriege,* par Monin. J'ai de fortes raisons de croire que l'auteur est bien M. Karl Iro.

était au Reischrath le caporal de ces quatre hommes qui forment tout le parti qui s'appelle lui-même : l'Union pangermaniste. Mais voici d'autres « hommes de confiance », comme ils disent, qui témoignent comme lui. Le mot d'ordre est venu d'Allemagne, comme il convient. Un professeur de Breslau, le Dr Otto Hœtzsch, qui est, je crois bien, le meilleur spécialiste allemand des choses russes, rappelait aux Allemands d'Autriche, dans un livre paru vers le même temps que celui de Naumann, la parole du poète Pichler : Vous êtes des *Allemands danubiens* (1). L'organisation allemande de tout le bassin du Danube préparatoire à la servitude prussienne, tous les Allemands en Autriche, les publicistes d'esprit autrichien comme Charmatz, les grands personnages de la Chambre des Seigneurs, propriétaires à majorats ou professeurs chamarrés, le ministre Baernreiter ou Eugen von Philippovich (2), tout le parti « national allemand » du Reichsrath (quatre-vingt-seize membres et quatre « hôtes ») avec toutes ses branches, agrarienne, jeune-allemande, radicale, tous acceptent ce programme. Le Mitteleuropa a rencontré parmi eux des objections d'ordre économique ; d'ordre politique, aucune. Tous, ils attendent de la guerre deux bienfaits : l'Autriche rajeunie par la Prusse et les peuples d'Orient germanisés par l'Autriche. Des libéraux comme Körber ou le Morave Redlich ne pensent pas autrement.

---

(1) Hœtzsch, *Oesterreich-Ungarn und der Krieg.*

(2) Philippovich, *Ein Wirtschafts und Zollverband zwischen Deutschland und Oesterreich-Ungarn.*

Interrogerons-nous encore les catholiques, qui sont un parti politique, en Autriche, et des plus nombreux? Peut-être se flattait-on, parmi ceux qui songeaient à restaurer l'empire des Habsbourg, que les catholiques du moins seraient moins empressés à courir à Berlin, qu'ils répugneraient à la soumission immédiate à la Prusse où à la route indirecte du Mitteleuropa? Le parti chrétien social compte au Reichsrath soixante-treize inscrits de langue allemande. Ce parti docile a connu des jours de tumulte et de splendeurs lorsque le Dr Lueger, bourgmestre de Vienne, le conduisait. Curieuse figure, de grand rayonnement et des plus singulières parmi celles que la politique offrit, dans ces dernières années, à l'admiration du monde. L'amour de son peuple idolâtre lui a déjà dressé une statue dans un coin mi-bourgeois mi-populaire de Vienne. Lueger accomplit ce miracle de donner une idée, une passion politique à ce « petit monde » de Vienne, à ces Phéaciens (1) empâtés de bonhomie indolente et de chère délicate. Il réunit en un seul programme tout ce qui est cher à un cœur viennois : leur protestation de sens catholique contre le *Los von Rom,* la haine des juifs et des Magyars — pour un Viennois, c'est tout un, — la lutte contre les grands magasins. Ce parti ne fut point d'abord, sous Lueger, agréable au Gouvernement ni à la Cour : il était populaire et turbulent, et surtout c'est méconnaître l'Autriche, rivale de la Russie, que de dénoncer

(1) Un écrivain munichois a publié naguère sous ce titre : *Die Phäaken,* un roman de mœurs politiques pénétrant sur la vie du Dr Lueger (Carl Conte Scapinelli, *Die Phäaken.* Leipzig, 1907).

avec tant d'impatience et de fracas l'influence israélite dans cette puissance catholique. Lueger n'entendait pas cela.

Un peu plus tard, vers 1907, ce parti « du petit monde » chrétien se rapproche du parti catholique conservateur, du « parti des évêques » ; c'est maintenant le grand parti « chrétien social » qui compte au Reichsrath soixante-treize représentants, soutien du trône et ami du Gouvernement. Il resta fidèle à la politique du comte Stürgkh, président du Conseil timide, et qui vivait dans l'angoisse. Mais ce parti lui aussi a été atteint par le pangermanisme qui déborde. Je n'ai pu recueillir l'opinion du Dr Weisskirchner, le successeur de Lueger à Vienne, fort empêtré dans l'affaire de l'approvisionnement de sa ville en farines et dans le conflit inévitable avec les Hongrois, mais ni le prince Lichtenstein ni le Dr Pattai, l'un des chefs du parti et qui fut jadis son représentant à la vice-présidence du Reichsrath, ne dissimulent leurs sentiments. La note pangermaniste a été rarement donnée sur un ton plus aigu et plus âpre que par ce dernier personnage, dans l'une des nombreuses réunions communes où l'on étudia, avec les frères du Nord, les plans du Mitteleuropa. « Nous ne devons pas toujours affirmer que nous ne voulons dominer personne, disait le Dr Pattai à la Conférence économique de Munich, le 5 juin 1916. Au contraire, il nous appartient d'avoir un rôle dirigeant en Europe, d'avoir la situation que l'Allemagne a eue aux grandes époques de son histoire, au temps des Otto et des Staufen, et qu'elle a perdue par des discordes antérieures... Guillaume

le Grand créa le nouvel empire, et aujourd'hui nos deux empereurs unis nous conduisent... Qui dans le monde pourrait nous résister ? » Suivent des souvenirs, des citations et de l'adulation pour Bismarck (c'est un Autrichien qui parle !) et la conclusion : « Nous devons être prêts économiquement contre le monde entier... La pensée de l'unité économique nous aidera tous... Nous vaincrons et nous aurons la prépondérance. » Tels sont les sentiments et telle est l'ivresse des chefs des catholiques d'Autriche.

Enfin, pour terminer ce dénombrement des partis autrichiens, voici le parti socialiste. Ici la doctrine abonde. La sobriété littéraire n'est pas le défaut du socialisme allemand. L'un des chefs du peuple viennois, et l'un des premiers parmi les socialistes du Reichsrath, a publié un livre à grand succès sous ce titre alléchant : *Le Rajeunissement de l'Autriche,* et ce sous-titre auquel je trouve je ne sais quel pénétrant parfum de germanisme : *Essai de politique programmatique.* Il y a deux prophètes, dit à peu près le Dr Karl Renner (1) : Marx et Naumann. Et c'est merveille comme ils s'accordent ! Les questions de nationalités ? radotages et antiquailles dont l'Autriche mourrait, si les Allemands n'y veillaient. Tout n'est qu'organisation économique, la race allemande donnera par le Mitteleuropa le premier exemple d'organisation, et le monde entier suivra.

Tous, Allemands de toutes confessions et de toutes opinions, ils sont engagés dans le Mitteleuropa, dans l'hommage à Berlin, les uns avec crainte,

(1) Dr Karl Renner, *Oesterreichs Erneuerung.* Vienne, 1916.

les autres avec fureur, et c'est toute la différence. Le spectacle d'un empire sans force réelle sous une unité apparente, une armée toujours battue si elle n'est pas humiliée par un commandement étranger qui la pénètre et la domine, le souci essentiel du salut et le besoin premier de la sécurité ont tout emporté; les Viennois communient dans l'adoration de Guillaume, *Unser Willy,* avec les Turcs de Stamboul et les Prussiens de Berlin.

CHAPITRE IV

LE ROYAUME DU CALICE

Venons à un monde meilleur.

Prague, capitale éternelle des pays tchèques, la ville des clochers et des pinacles, la ville « aux cent tours » ceintes de hautes terrasses et flanquées de clochetons du gothique le plus pur, garde les souvenirs et les témoignages d'une des plus belles histoires et les plus riches en miracles dont se puisse enorgueillir un vieux peuple. Le merveilleux en cette histoire, c'est qu'elle est coupée de sommeils séculaires, suivis de glorieux réveils. C'est ici le peuple de Lazare, qui ne sait pas rester au tombeau. Des siècles, et M. Thiers lui-même, dans un de ses plus célèbres discours, ont ignoré qu'il y eût un peuple tchèque ; il a toujours reparu, comme ces fleuves qui renaissent après un cours souterrain. Aussi verrez-vous toujours, à Prague, les sentinelles de l'Autriche monter autour des reliques tchèques une garde inutile.

Le vieux pont, véritable voie royale que le grand Charles IV bâtit pour réunir son château à sa ville, on le franchit depuis le dix-huitième siècle entre une double haie de statues religieuses plantées sur ses piles; ce sont des saints jésuites, des saints po-

litiques par conséquent, à qui la Compagnie de Jésus, longtemps maîtresse de la Bohême, a confié la surveillance de la piété du peuple : le plus vénéré d'entre eux, saint Népomucène, n'est qu'un imposteur, dont la légende, saisissante pour l'imagination du populaire, fut inventée trois cents années après sa mort : sa mission posthume est de faire oublier au peuple tchèque Jean Huss, l'hérésiarque, qu'il avait adoré.

De même, la colline escarpée et allongée du Hradcany, qui domine la ville, acropole gothique qui renferme, avec la cathédrale de Saint-Vit, les titres de noblesse et les grands souvenirs du Royaume, la colline sacrée est ceinte, de toutes parts, de bâtiments autrichiens; de tous côtés elle montre cette façade interminable, régulière et plate, ministère, couvent ou prison, tout ce qui contient, depuis trois siècles, l'élan et les tumultes de l'esprit public et les forces de la vie nationale. Et pourtant, même dans ces bâtiments si tristes et dévoués à l'Empereur, il est, auprès de la salle sans caractère où se réunit encore la Diète, une fenêtre par où a passé beaucoup d'histoire : c'est par là que les Tchèques mécontents expédièrent jadis, *more majorum,* dans le fossé du château les conseillers impériaux qui gouvernaient le Royaume. Geste funeste, non pas pour les conseillers qui vécurent encore de longues années pour s'en plaindre, mais pour le peuple tchèque qui déchaîna ainsi la guerre de Trente ans, qui le mit aux fers pour trois siècles. Plaçons-nous à cette fenêtre : nous sommes ici dans l'endroit du monde où les Allemands furent le plus constamment exécrés. La ville que vous voyez à vos pieds, le pays

qui l'entoure et dont cette ville est le centre topographique presque exact, n'ont cessé, à travers les âges, de détester et de combattre les « muets » (1) de Germanie ; cette passion et cette fonction remplissent l'histoire de la Bohême.

Cette lutte millénaire commença en des siècles confus et c'est, naturellement, le Boche qui a commencé. Les Tchèques étaient établis en Bohême depuis les migrations slaves, lorsque les Allemands achevèrent d'exterminer les Slaves de Lusace et de l'Elbe. Le Germain chez ses voisins colonise et extermine : dix peuples autour de son empire en portent contre lui le témoignage et l'accusation. Quand il parvint au cours supérieur de l'Elbe, il se heurta aux Tchèques, qui résistèrent. Cette affaire dure depuis mille ans, et nous en sommes au même point, exactement. Les Tchèques, entourés de toutes parts par le Germain et qui ne rencontrent les autres Slaves que par la pointe du plateau morave et des plaines silésiennes qui touchent à la Pologne, n'ont perdu ni un pouce de terrain ni une âme.

Le quatorzième siècle vit le plus grand éclat de ce peuple : on put penser alors qu'une civilisation slave allait rayonner de Prague, capitale et métropole intellectuelle, sur l'Allemagne entière. Il y avait à Prague une université tchèque, fille de l'Université de Paris, quand Vienne ni Leipzig n'avaient encore d'enseignement. Cette nationalité si forte voulut avoir une religion nationale : elle fit une hérésie. L'hérésie fut souvent, au Moyen Age, un mouvement nationaliste contre l'Église univer-

(1) « Nemci, les muets », nom donné aux Allemands dans toutes les langues slaves et orientales.

selle. Quelque quatre-vingts ans avant que Jérôme Savonarole, de son couvent de Saint-Marc, enflammât Florence pour la même cause, un prédicateur probe et pur dénonçait à l'église de Bethléem à Prague la corruption ecclésiastique. Ce qui ne fut dans la divine cité toscane qu'une crise passagère d'élégance mystique fut pour la solide race tchèque une longue et rude épreuve qui marqua pour toujours la conscience nationale du feu terrible et purificateur de la persécution. Les Allemands, trop heureux de l'aubaine, poussèrent jusqu'à l'hérésie complète, hors de l'Église, nous dirions aujourd'hui hors de la civilisation, le prédicateur de Bethléem, Jean Huss, que la chrétienté œcuménique fit brûler à Constance.

Huss fut un médiocre théologien. J'en suis mauvais juge, mais je m'en rapporte sur ce point à M. Ernest Denis (1), le premier des historiens de la Bohême après François Palacky. Mais la faiblesse même de l'originalité de la doctrine de Huss, adaptée de Wiclef, et de son invention théologique laisse toute sa force et toute sa place au sentiment national qu'il exprima avec éclat. En ces temps, dont l'Orient seul nous peut donner aujourd'hui quelque idée, où les questions religieuses se distinguaient mal des questions nationales, il fut l'apôtre de la nation tchèque contre la centralisation religieuse et politique, profitable aux Allemands. Transfigurée par son martyre, son image rayonna dans la conscience du peuple, dont elle souleva durant les premières années les colères

(1) E. Denis, *Huss et la Guerre des Hussites*, page 127.

sanglantes, puis les longues rancunes qui ont rebondi à travers les siècles jusqu'à nos jours. Ce qu'on nous présenta jadis, dans les histoires jésuites, comme une ennuyeuse dispute théologique, « querelle de moines » un siècle avant la grande, c'est au vrai une des premières guerres engendrées par la politique des nationalités; c'est aujourd'hui encore une arme puissante aux mains des ennemis de l'Allemagne. N'en doutez pas, je vous prie : il faut mettre le hussitisme au rang des questions d'actualité. Hors du Walhalla, dans la galerie des héros antiteutoniques, se dresse la statue de Jean Huss dont l'esprit continue de combattre l'ennemi germanique.

A ce titre, rien ne manque à sa gloire, et non pas même d'avoir été la victime d'un de ces traits de brutale fourberie, où les Allemands excellent. Nul n'aurait pu atteindre le prédicateur national au milieu de son peuple; s'il consentit à se rendre de Prague au Concile, c'est qu'il était en possession d'un chiffon de parchemin, qui portait la signature illusoire de l'empereur d'Allemagne, Sigismond, garant de la vie et du retour de l'apôtre. Il fut brûlé, nonobstant. Et dans les éléments qui ont soulevé la tempête de la fureur tchèque, il semble que l'horreur de la mauvaise foi tudesque ait eu la part principale, plus que l'hérésie, plus que le sentiment de l'oppression ou la menace d'hégémonie. C'est ainsi qu'au début du quinzième siècle, cinq cents ans avant la violation de la neutralité belge, une trahison germanique donna à un peuple déjà formé et déjà glorieux sa force, sa direction nationale et un cœur d'airain.

Jean Huss est le premier des martyrs de l'Autriche germanique. A l'autre extrémité de cette chaîne se tient pour le moment, hélas! Cesare Battisti, dont le supplice a secoué l'Italie d'un frisson oublié et lui a rendu présente la figure abhorrée de l'Autriche, l'Autriche des prisons et des gibets. Autour de l'empire des Habsbourg, la ronde des martyrs tchèques, italiens, serbes, roumains a soulevé à travers les siècles le cercle des haines nationales. De tous, le sang de Huss laissa les traces les plus durables. Il en coûta à la Bohême vingt années de guerre, à l'Allemagne vingt années de terreur, dont l'épouvante retentit encore à travers l'histoire. Le dossier des atrocités des guerres hussites est fort lourd et le rapporteur du temps, charmant humaniste qui devint pape, Æneas Sylvius Piccolomini, dans sa partialité germanophile, en a accablé les Tchèques. Les torts furent sans doute partagés en cette lutte religieuse : car on pensait, avant 1914, que les guerres de religion, plus que les autres, portaient avec elles un caractère d'inexpiable férocité.

Mais la vérité est que les troupes puritaines de Jean Zizka, le chef borgne, et des deux Procope, tantôt serrées dans la citadelle naturelle de leur pays et retranchées derrière leurs chariots, tenaient en échec les Allemands auxquels se joignaient toujours les Hongrois et parfois, hélas! les Polonais, tantôt lancées en colonnes promptes et foudroyantes, comme deux siècles plus tard les armées de Gustave-Adolphe, dévastaient la Bavière, ravageaient la Saxe, menaçaient le Brandebourg, foulaient toutes les Allemagnes. L'esprit religieux et l'esprit national

animaient de la même flamme le peuple qui triomphait toujours de ses propres divisions devant la menace de l'ennemi : « L'Église a lancé contre nous nos ennemis naturels, les Allemands », disait le manifeste de Prague de 1416. Quels souvenirs dans la mémoire du peuple que ceux de ce temps où l'Allemagne trembla devant le Calice ! Car ces hérétiques, qui n'avaient point de théologie propre, voulurent avoir un symbole et choisirent celui de la communion sous les deux espèces, le Calice, qui remplaça aux pinacles de toutes les églises de Bohême le symbole de la Croix. De guerre lasse, après vingt années de lutte, l'Empire et l'Église cédèrent devant le Calice.

Mais les passions religieuses s'éteignirent lentement et la défaite de la Montagne Blanche acheva d'abattre les résistances nationales. Sous les exorcismes habiles et patients des Pères de la Compagnie de Jésus, les ombres mêmes de Jean Huss, de Zizka et de Podiébrad s'enfuirent de la mémoire des hommes, et nul ne se trouva plus pour parler à l'humanité de la gloire et de l'esprit du royaume du Calice, plus mort et mieux enseveli que ne pouvaient l'être à ce moment les empires de Chaldée ou d'Assyrie. Les officiers français de l'armée du maréchal de Belle-Isle, qui firent au dix-huitième siècle en Bohême une retraite célèbre dans l'histoire militaire, ne virent en ce pays qu'un peuple ignorant, ne connaissant que son patois, soumis à l'Empire et docile à ses maîtres jésuites.

*
* *

Et après deux siècles de ce sommeil, au milieu du dix-neuvième siècle, les Allemands retrouvaient leur vieil ennemi tchèque, debout devant eux et ressuscité ! Quand il se réveilla à la voix de François Palacky, le peuple tchèque était une démocratie pure ; sa noblesse était décimée ou germanisée. Comme une démocratie, il apprit son alphabet, ses sciences, sa préparation industrielle et aussi, avec quelle ferveur ! son histoire. Il apprit encore, en peu d'années, la vie politique. C'est l'erreur des Allemands où nous les avons suivis, de croire tous les Slaves condamnés aux divisions inguérissables des partis et des luttes personnelles, et de ne voir dans leur histoire que les variations éternelles de leurs églises politiques. Car le sens de l'organisation politique est le propre de l'Allemagne, qui l'a découvert en elle-même de nos jours, après avoir donné au monde le plus long et le plus illustre exemple d'anarchie que l'histoire ait retenu depuis la chute de l'Empire romain.

Que le génie des Slaves soit voué aux caprices et aux divisions politiques, jugement un peu court : essayons de pénétrer plus avant. Il est vrai que la vie publique des Slaves aime les divisions d'opinion et engendre en abondance les partis. On le constate aussi bien chez les vieux peuples que chez les jeunes : dans la République polonaise qui a fourni au monde, je crois bien, le type du parlementarisme extrême, aussi bien que chez les Serbes qui ont eu le bonheur de renaître à la vie aux temps du régime parlementaire quasi universel. La flore politique et parlementaire de l'Orient slave, autrichien ou balkanique abonde en espèces et variétés,

et seuls les spécialistes exercés peuvent dénombrer cette riche collection de partis.

J'accorde aussi, si l'on veut, que chez les Slaves ce n'est pas seulement la lutte des intérêts qui engendre les partis, socialistes, agrariens, conservateurs, grande industrie, comme il arrive en tous pays, mais que les passions nationales, qui ailleurs unissent, s'expriment souvent chez les Slaves par des rivalités d'opinions. C'est là d'ailleurs le fait de l'oppression, comme il serait aisé de le montrer. Mais enfin le résultat, c'est que, dans la vaste liberté slave, la bataille sociale croise la bataille nationale et que les luttes pour les intérêts brisent et émiettent encore des partis déjà divisés par les passions ethniques.

Sans doute, mais cette diversité même dans l'intérieur des partis nationaux n'est pas sans règle. On peut suivre une constante politique dans ces lignes courbes ou brisées du caprice slave, et, pour revenir aux Tchèques, qui sont dans tous les sens les plus unis parmi les Slaves, il y a une loi de leur évolution des genres parlementaires. Depuis soixante années qu'il y a un peuple tchèque et qu'il forme des partis, de Palacky et Rieger à Kramar, à Masaryk et à Klofac, le mouvement populaire qui a poussé l'une derrière l'autre les formations politiques, c'est une protestation nationale périodique contre l'opportunisme des chefs. C'est ainsi que la Bohême a rebondi des Vieux-Tchèques aux Jeunes-Tchèques et aux radicaux. Aventure commune en tous pays, car le peuple qui est spontané n'aime guère l'opportunisme qui est calcul et prudence; mais les hommes d'État tchèques pouvaient moins

que d'autres l'éviter. Ils trouvaient, en effet, le problème national qu'ils avaient à résoudre intégré dans l'Autriche, et ces révolutionnaires du temps de paix ne pouvaient se dérober aux conditions de la politique intérieure de l'Empire. Sur les questions de langues dans les écoles, dans les prétoires, d'accès aux fonctions publiques, soucieux d'obtenir pour leur peuple des avantages présents et une portion de justice immédiate, dociles au génie de l'empire des Habsbourg, ils signèrent des « compromis ». Régimes boiteux, qui clochaient au travers des difficultés. Réservant en leur cœur les grandes espérances, différant le « droit d'État », c'est-à-dire l'autonomie, qu'ils réclamaient toujours, ils gardaient à l'Autriche et aux Habsbourg un loyalisme fédéraliste. Ils auraient été les meilleurs serviteurs et les plus utiles ministres d'une Autriche qui n'aurait pas eu d'opprimés. Le dernier des chefs du peuple, Karel Kramar, l'une des plus belles intelligences politiques du monde slave, a poursuivi encore ces rêves timides et ces projets dociles pendant vingt années, au bout desquelles il a été condamné à mort par la justice de ces mêmes Habsbourg qu'il ne détrôna jamais dans sa pensée, sur l'ordre de cet état-major impérial, oisif et chamarré, qui reste sans honneur et sans force à la tête de l'armée austro-hongroise, qui appartient aux Prussiens.

De cet esprit d'accommodement, de ces tempéraments nécessaires lorsque la question tchèque n'était qu'une affaire intérieure de la politique autrichienne, le peuple se rendit toujours mal compte. A travers cinquante années de consultations élec-

torales des régimes les plus divers, depuis le système des « catégories » censitaires et aristocratiques jusqu'au suffrage universel, le peuple tchèque a toujours poussé des hommes nouveaux, intransigeants et radicaux, contre les opportunistes fatigués de la génération précédente. C'est le sens notamment du mouvement qui créa vers les années 90 le parti jeune-tchèque, contre le parti des vétérans, compagnons du vieux Rieger. Par ces coups périodiquement répétés du vieil esprit hussite, le peuple impatient rappelait à tous ce qu'il savait bien, lui, et d'une science séculaire : qu'il n'était pas de conciliation possible avec les ennemis de la race. Et chaque fois il semblait que le sang de Jean Huss bouillonnait dans le calice du Tabor.

De même pendant cette guerre. Aucun peuple mieux que les Tchèques n'a servi les ennemis des Boches par une résistance sourde et sournoise, refuge des opprimés qui attendent. De cette résistance, quelques traits seulement nous sont connus, un plus grand nombre nous restent cachés, et c'est peut-être mieux ainsi. On connaît l'histoire effroyable de ce 28e régiment d'infanterie tchèque qui passa tout entier à l'ennemi en Galicie et qui fut rayé solennellement des cadres de l'armée austro-hongroise par une décision du vieil Empereur. Bien heureux s'il s'en fût tiré avec les malédictions du funeste vieillard ! Mais on imagina de reformer à Prague, lieu de recrutement du régiment transfuge, un autre régiment, composé de Tchèques et à qui on donna le même numéro. On envoya ces malheureux au front italien, où ils furent exposés aux points les plus dangereux jusqu'à

l'extermination complète de tous les hommes. Après quoi, solennellement encore, on rendit l'honneur au régiment qui, suivant une nouvelle proclamation, aurait voulu racheter sur les Italiens l'offense faite sur le front russe. Ainsi les Tchèques étaient châtiés et l'on faisait entendre du même coup aux Italiens que contre eux les gens de Prague se battaient avec goût et avec courage. Cette cruelle perfidie, si autrichienne, est un des rares traits qui depuis le commencement de la guerre nous feraient penser que l'Autriche n'est pas morte.

Ce régiment n'est pas le seul qui soit passé en Russie ou en Serbie. D'autres encore, le 11e de ligne (Pisek), le 102e, dont la musique entra à Nisch, alors capitale du roi Pierre, en jouant l'hymne national serbe, le 35e (Plzen) ont fui les drapeaux autrichiens; le 8e de landwehr (Prague) et quelques autres se sont mutinés et ont été décimés. Nous savons par la presse roumaine (1) que, durant l'offensive de Broussilov, trois régiments tchèques et un bataillon slovaque se sont rendus. Et sur le sentiment de sécurité avec lequel le Gouvernement de la Double Monarchie se repose sur ses troupes tchèques, nous avons le témoignage de Tisza lui-même et du prince Windischgraetz à la Chambre des Députés de Pesth. Ils ont expliqué avec aigreur le double avantage que l'empire des Habsbourg tire de ses possessions bohémiennes. Car, pour surveiller les Tchèques, il faut consigner les Hongrois dans les casernes tchèques et il vaut mieux conserver les Tchèques dans les casernes hongroises

(1) Cf. *La Nation tchèque*, du 1er août 1916, page 109.

qu'ils remplissent, paraît-il, de leurs vices : ils y sont toujours moins nuisibles qu'au front !

Voilà de bons témoignages d'un esprit national solide : ce n'est pas tout, j'imagine. Le Tchèque, démocrate, instruit, « primaire » excellent, s'est glissé autant qu'il a pu dans les administrations de l'État, des communes, des grandes compagnies. Il est resté aux grades inférieurs par le sort naturel de sa race. Je ne serais point trop surpris s'il avait, pendant la guerre, introduit parfois dans l'Administration autrichienne l'agrément de la grève perlée et des autres moyens de gâter la besogne que la fertilité des luttes sociales a révélés au monde dans ces dernières années.

Et pourtant les Allemands n'avaient pas commencé, cette fois : au début de la guerre, on suivit à l'égard des Tchèques une politique conciliante qui jurait avec tout l'esprit de la guerre elle-même : on le reconnut bientôt.

La guerre trouva le comte Thun gouverneur de Bohême. Ce grand seigneur, fidèle à de grandes traditions, voyait dans cette guerre un grand danger pour l'Empire en ce qu'elle le rapprochait de son terrible allié du Nord. Il savait bien que la grande affaire serait la défense contre cet ami dévorant, et que, contre lui, le Tchèque serait le meilleur auxiliaire. Aveugle au spectacle du pangermanisme débordant, il ne désespérait pas d'élever contre lui une digue autrichienne. Mais averti d'autre part de la force et de l'organisation des gens de Bohême, il redoutait leur opposition à l'Empire pendant la guerre : il savait bien qu'à raison de leur situation géographique et de leur

esprit national, il faudrait ou maintenir l'Autriche avec eux ou faire le Mitteleuropa contre eux. Il s'entretenait avec Kramar, conseillait de ménager les Tchèques et condamnait les persécutions. Le premier ministre, comte Stürgkh, était son ami et docile à ses avis. Mais Stürgkh pensait timidement et agissait plus faiblement encore. Sur les choses de Bohême, il suivait Thun ; sur les choses de Moravie, province plus tchèque encore que la Bohême, puisqu'elle n'a pas de « confins » allemands, il suivait le gouverneur von Bleyleben, très germanique celui-là ; sur les affaires hongroises il suivait von Spitzmüller qui suivait Tisza. En ces temps violents, ce premier ministre autrichien, administratif et paisible, était de la race des victimes.

Le compromis de guerre du comte Thun dura autant que son gouvernement. Un coup de poing sur la table de l'archiduc Frédéric, général en chef dérisoire d'une armée asservie, mit ordre à toutes ces affaires. Il exigea l'arrestation et le procès de Kramar et la terreur même en Bohême. Dès lors, tout devint clair, les partis tchèques se réunirent, et les socialistes mêmes, toujours un peu apparentés dans l'Europe Centrale aux « Genossen » germaniques, rejoignirent le peloton national. Ce peuple a son union sacrée tournée tout entière contre l'Allemand (1).

L'Allemand le leur rend bien. L'instinct si clairvoyant de la haine les anime l'un contre l'autre et,

(1) Il faut excepter le deputé Tobolka, qui a publié un livre bien singulier, *Das Böhmische Volk*, célébré dans toute l'Allemagne et la Hongrie.

depuis la chute du prince Thun, toute la politique intérieure de l'Autriche est concentrée contre les Tchèques. On a rendu à l'allemand sa qualité usurpée de langue suzeraine et on songe à une division de la province en cercles savamment combinés pour assurer l'oppression des Tchèques partout où se trouvera un seul Allemand.

En revanche, tout effort germanique, entendez toute tentative prussienne en Autriche depuis la guerre, s'est heurtée à un obstacle tchèque. Pour ne retenir que les plus récentes, lorsqu'au commencement d'octobre 1916, avant la mésaventure de Pologne, l'empereur d'Allemagne dépêcha à son cousin qui s'obstinait à vivre et à régner à Schœnbrunn, trois compères, le Hongrois Andrassy, le Polonais Bilinski et le Judéoviennois Sieghart, pour le persuader de se débarrasser du débonnaire Stürgkh et pour former un ministère plus docile encore à Berlin, ce sont les Tchèques qui firent manquer ce beau projet ; il est vrai que la sanglante crise de conscience du fils insensé de Victor Adler permit de l'exécuter quelques jours plus tard.

L'Allemagne, qui n'a honte de rien, a honte de l'Autriche, humiliée de traîner derrière elle un gouvernement si débile. Par ce sentiment, et pour plaire à ses chers Magyars, elle a toujours poussé à la convocation du Reischrath, dont on comptait tirer des ressources légales et quelque manifestation d'apparence nationale. Mais il fallait d'abord obtenir que les Tchèques ne crieraient pas trop fort, que les présents domptés ne parleraient pas plus haut que les absents et se contenteraient de la protestation muette qui s'élèverait des places vides de

Kramar, de Masaryk, de Klofac et d'une vingtaine d'autres encore. Rien n'a pu leur arracher la promesse d'un silence complice. Ce peuple, dont tous les chefs étaient alors en prison ou en exil, a mis à sa tête un vétéran, depuis longtemps licencié de la politique, qui avait été jadis le compagnon de luttes de Rieger, de qui par conséquent le nationalisme dépassé avait semblé timide à trois générations, et qui apparaît maintenant, dans le consentement de tous, comme la conscience même de la patrie. C'est un vieillard, président d'une grande mutualité, nommé Matus. Il annonçait déjà ce que les parlementaires tchèques ont en effet accompli dans le Reichsrath enfin convoqué, que la première parole des députés de Bohême serait pour exprimer leur indignation des procès politiques, la seconde pour proclamer et réclamer les droits de la couronne de Saint-Venceslas.

La couronne de Bohême, jamais! On a examiné toutes les hypothèses, mais non pas celle-là. C'est une remarque singulière et lourde de sens que, parmi les projets qui roulent dans la cervelle des docteurs ou les conseils du Gouvernement de Vienne, on a songé à doter d'une hyprocrite autonomie toutes les provinces slaves, mais non pas la Bohême. On a parlé de l'indépendance de la Galicie, de la Dalmatie rattachée à la Croatie, même et tout récemment d'une Yougoslavie; de l'indépendance tchèque, jamais. Entendez que l'Allemagne, au profit de qui tout s'agite, s'accommoderait presque aussi bien d'une Autriche fédéraliste que d'une Autriche comme aujourd'hui centraliste. Que ces peuples soient gouvernés par l'intermé-

diaires des frères « allemands danubiens » ou directement par la méthode allemande, il importe assez peu ; l'essentiel est seulement qu'aucun d'eux n'est tenu pour si robuste qu'il puisse de lui-même, par ses propres forces et ses ressources politiques, échapper à la discipline tudesque. Que le lien fédéral de l'Empire asservi soit resserré ou relâché, les morceaux en sont toujours bons, et cette mosaïque entrera toujours dans le vaste sac du Mitteleuropa germanique. Seules dans toute la Monarchie, deux provinces doivent rester directement opprimées, c'est la Transylvanie, qui est la Bohême magyare, et le royaume du Calice.

*
* *

Car ces Tchèques, séculaires rebelles, sont d'une indiscipline redoutable et qui irait loin si l'on n'y veillait. Ils sont possédés du démon de l'apostolat, si j'ose dire. C'est chez eux que furent conçus ces projets de slavisme occidental qui devait donner à tous les frères danubiens et balkaniques le sentiment de la race commune et de leurs communs intérêts. Kramar avait là-dessus des idées fort intéressantes, et il n'était pas homme à les garder pour lui. Ces projets n'avaient encore été exprimés que dans des congrès que les Tchèques avaient provoqués et dont le premier avait été tenu à Prague.

Œuvres de congrès, ces projets ne reposaient donc que sur des nuées. Mais ces nébuleuses annonçaient des constellations. En tout cas, rien de bon pour les Allemands en tout cela. En retour des

bienfaits des apôtres Cyrille et Méthode, fils de Salonique, qui apportèrent, il y a dix siècles, le christianisme aux Slaves d'occident, les Tchèques rêvaient de faire pénétrer le sentiment de l'unité slave chez les Polonais et les Ruthènes, chez les Yougoslaves et jusque chez les métis bulgares. Et l'enseignement continu de l'Université tchèque de Prague était chose moins fragile qu'une embrassade de banquet ou un délire de congrès. Comme aux temps glorieux qui suivirent Charles IV, Prague menaçait de devenir l'éducatrice des Slaves, et presque tous les jeunes hommes destinés à devenir l'élite politique des Slaves du sud ont été, ces temps derniers, les élèves de Masaryk.

Dans l'action politique même et le combat quotidien, c'étaient les représentants des Tchèques qui tenaient ce rôle de directeurs ou de défenseurs des Slaves. Durant toute la guerre balkanique, où l'Autriche officielle, qui n'espérait rien que des divisions des peuples de la péninsule, concentra contre leur alliance ses fureurs, son dépit et ses fourberies, c'est Kramar qui, aux Délégations, dénonçait cette mauvaise humeur belliqueuse de la chancellerie de Vienne satisfaite seulement par la déclaration de guerre de 1914, et lui opposait la politique de la Confédération. C'est Masaryk qui, pour la défense des Serbes d'Autriche et pour la honte d'un gouvernement conduit par sa police, débrouillait les intrigues, découvrait les faux, perçait les hautes complicités dans les procès d'Agram et l'affaire Friedjung. O trop heureuse Europe, si elle eût pu l'écouter! Car Masaryk ne faisait pas alors autre chose que de mettre son pied sur la mèche allumée

des bombes que la police autrichienne déposait au sud de l'Empire, poursuivant le dessein obscur et évident à la fois de faire éclater un conflit avec la Serbie. La dernière de ces bombes fut l'attentat de Sarajevo, qui nous a conduits précisément où nous voilà.

Des esprits réalistes, et qui sans doute ont peu lu Épictète, ont appris aux masses socialistes dans le monde que seul l'homme riche est véritablement affranchi. Le peuple tchèque est assurément plus affranchi dans sa vie économique que dans sa vie politique. Ils sont riches, car la seule province de Bohême fournit à l'Autriche plus de 50 °/₀ de ses ressources dans presque tous les ordres, agricole ou industriel (1). Ils sont propriétaires de leur sol, dans une proportion qui ne doit pas être inférieure à 70 °/₀, ils sont propriétaires de leur industrie, dans une proportion moindre. Tout cela, ils l'ont conquis, du même pas, du même effort qu'ils poursuivaient leurs progrès politiques. Ce peuple n'est pas seulement majeur, il tient aussi sa fortune.

L'idée et même la résolution sont venues aux Alliés de soutenir la guerre économique contre l'Allemagne et d'organiser leur vie industrielle et commerciale dans un monde où l'on se passerait du concours germanique. Quelques congrès, dont on se plaint de n'entendre plus parler, y consacrèrent un docte zèle. J'admire qu'on ait négligé d'appeler à la présidence de ces congrès quelque instituteur tchèque ou quelque curé de Posnanie. Voilà des

(1) Voir la communication de M. E. Benés à la Conférence parlementaire internationale du Commerce, 16 juin 1916.

gaillards qui s'entendent à boycotter les Allemands ! On n'a point songé à les consulter. Sans doute la difficulté des communications... Mais n'allez pas croire, je vous prie, que ce dessein soit nouveau ou que la guerre nous ait révélé là quelque méthode ignorée. Il y a deux pays dans le monde où l'on a entrepris de vivre sans l'Allemand, de ne rien emprunter de ses richesses et de ne lui rien fournir. L'un est la Bohême, en Autriche, et l'autre est la Posnanie, en Prusse. C'est sans doute le plus beau triomphe de l'esprit national, qui a créé ce mouvement. Car c'est l'instinct populaire qui interdit de rien acheter à l'épicier allemand ; qui dans le village écarte le Tchèque des boutiques allemandes, s'il y en a, et divise les villes en deux clientèles rivales. Rien qui soit commun entre les deux races, entre les deux camps. C'est trop, a dit M. Goyau qui a vu la Bohême aux temps du *Los von Rom,* c'est trop de respirer seulement le même air (1).

Malheureuses nations ! Leur aveugle courage les a portées jusqu'à mépriser les saines lois de l'économie politique, qui veulent que les échanges soient libres ! Quelles infortunes ne se réservent-elles pas ainsi ? — Ne nous lassons pas de piétiner les économistes. Le résultat rapide de ce boycottage serré a été une prospérité inattendue. C'est que l'effort national a été ici, comme en Pologne, organisé à merveille et la fortune publique qu'il a produite administrée avec l'économie la plus hardie. Sans secours de l'État ennemi, ou au moins sans aucune bienveillance, profitant seulement de la

(1) G. Goyau, *Vieille France, Jeune Allemagne,* page 242.

liberté et de la loi, l'épargne populaire a été concentrée avec méthode et employée avec fruit. Mille institutions de mutualités, d'épargne, d'associations agricoles, de crédit, toutes fortement marquées de l'esprit national et du caractère démocratique, alimentent de grandes banques qui étendent au loin leurs filiales et rayonnent en pays slaves. Car elles sont animées du même prosélytisme économique que, dans l'ordre intellectuel, l'Université de Prague. Dans le riche système d'épargne autrichien, les Tchèques ont usé aussi bien du système de la caisse surveillée, avec la Sporitelna, la plus ancienne, fondée en 1825, que du système de la caisse autonome, la Zalosna, sans parler des grands établissements tchèques de pur crédit, la Pozenkowa, la Ceska et la Zivnotenska, la plus importante. Parcourez l'Empire : vous trouverez leurs succursales en Pologne ; elles soutiennent l'agriculture slovène et croate ; hors de l'Empire, vous les rencontrez en Serbie, à Belgrade et à Sofia. Allons au fond des choses : voici un peuple uni, d'esprit méthodique et qui a su employer à sa mode les fameuses règles de l'organisation germanique contre les Germains. Et l'Allemand stupéfait voit le Tchèque, race inférieure et réservée dans l'harmonie universelle à la colonisation teutonique, qui, non content de prétendre à une vie propre, lui fait concurrence à lui-même pour la colonisation de l'Orient !

*
* *

Nous sommes précisément au moment où il s'en aperçoit.

L'Allemand, toujours pauvre d'habileté, mais toujours riche d'informations politiques, se demande à cette heure si, pour subjuguer un tel voisin, il ne faut pas faire dévier un peu sa méthode. Attention! Le Tchèque n'a subi jusqu'ici que la brutalité du Germain, il va maintenant éprouver sa cautèle. Voici le prophète en personne : Naumann, critiquant, en sa revue *Hilfe,* le livre du grand slavophile anglais, R. W. Seton-Watson, et son chapitre sur le « Rempart » de Bohême, conclut : « Les Tchèques ont passé par toutes les phases de *notre* civilisation, et Paris a été pour eux, comme très souvent aussi pour nous, l'arbitre suprême pour tout ce qui concerne la forme de la pensée... Leurs forces productrices ont donné naissance, à côté des imitations, à des œuvres originales et caractéristiques. »

Naumann n'est pas le seul — un Allemand n'est jamais seul — et son compère hongrois est presque aussi important que lui-même. Parallèlement à l'article de Naumann, le premier des sociologues magyars, Oszkar Jaszi, publiait dans la revue *Huszadik Szazad* un article sur les Tchèques. Que de fleurs! Il n'est plus question de « concourir à la hausse du cours antitchèque », ni de crier, comme on l'a tant fait, *Bohemiam esse delendam.* Aux deux chefs de chœur chantant les louanges des Tchèques la presse allemande, à Vienne, à Prague, avait d'abord fait écho, avant la séance du Reichsrath du 30 mai 1917, qui a tout gâté. Quel dommage qu'il soit si tard, et que les Boches aient mis douze siècles peut-être avant de découvrir la valeur des Tchèques comme nation « progressiste »! Et la conclu-

sion est invariable : *Dignus est intrare in Mitteleuropa.*

Ce fut précisément tout l'objet et toute la politique du ministère Clam-Martinitz. Il y avait bien des choses dans ce « nouveau cours » des affaires autrichiennes, dans cette première tentative de l'empereur Charles Ier, mais le principal est là : nécessité d'endormir les Tchèques, jusque-là trop vigilants. Nouveau règne, cour nouvelle et par conséquent, comme il arrive en pays monarchique, cabale nouvelle de ceux qui attendaient en boudant. Cette fois, les nouveaux maîtres semblent être de goûts aristocratiques, jusqu'à ne pas craindre une pointe d'antisémitisme. Connaissent-ils donc si mal leur Autriche? Peut-être sont-ils fédéralistes, mais leur fédéralisme est aussi germain que le centralisme obstiné du nonagénaire d'hier.

La méthode de travail de la chancellerie berlinoise lui a permis de franchir sans aucun dommage l'échéance de la succession d'Autriche. Berlin est informé et Berlin a des bureaux qui travaillent sur les diverses hypothèses que commandent ses informations. On s'était mis d'accord à Konopiste avec l'héritier d'alors, François-Ferdinand : on s'est accordé de même avec les conseillers futurs du pauvre empereur d'aujourd'hui, dont on connaît bien l'indigence intellectuelle. Peu importe à Berlin que Tisza ou Andrassy règne à Pesth, peu importe que Körber, Clam-Martinitz ou Seidler gouverne à Vienne, puisqu'ils sont tous sujets de l'Empire germanique. En Cisleithanie notamment, l'accord est assuré par l'intermédiaire docile et fanatique

des Allemands d'Autriche, agents directs de l'Allemagne.

Comme Berlin donc, Clam-Martinitz et Seidler veulent deux choses : le Mitteleuropa et la paix. Et ils se servent de l'une pour l'autre. Car, pour finir le Mitteleuropa, la difficulté est toujours la même : réduire les Tchèques, et pour réduire les Tchèques, il faut leur montrer la paix prochaine.

L'empereur Charles a conçu le projet de se présenter au monde, à la fin de cette guerre, environné des bénédictions de ses peuples idolâtres. Le pauvre homme ! Affranchir ses peuples, quand lui-même est dans les fers ! Il a usé sur les Tchèques toutes ses séductions. C'est pour eux qu'il avait choisi, pour son premier ministre, Clam-Martinitz parmi cette « noblesse historique » germanisée (1). Sa Majesté avait prescrit à ses ministres de préparer la convocation du Reichsrath et les transports d'amour que cet événement inouï devait déchaîner parmi ses nations. Pour le succès de ce concert d'adulations slaves, impossible de se passer des Tchèques, chefs de chœur.

Clam-Martinitz passa donc à Prague les quelques jours qui précédèrent son avènement. Il pressait les Tchèques d'accepter un compromis. « Que pouvez-vous espérer en Europe d'autres que de Czernin ou de moi, qui vous sommes connus, qui vous fûmes amis ? De l'Entente ? Mais vous voyez bien que la paix est proche, qu'elle se fera dans les conditions présentes ou semblables. L'Europe Centrale, ce sera pour vos grandes « Puissances Pro-

(1) Voir ci-dessus, p. 157 et suiv.

« tectrices » le cadet, le tout petit cadet, de leurs soucis. Quel autre refuge pour vous que le compromis, au moindre risque, avec les Allemands? » Que leur proposait-il ? Sans doute la division de la Bohême en cercles, vieille idée allemande, incluse déjà dans le « Programme de Pâques » dressé en avril 1915 par les partis allemands. Car il est bien entendu que Clam-Martinitz dans ses projets de refonte autrichienne était d'accord avec les Allemands. L'un de ses ministres, Urban, est député d'un de ces confins allemands de la Bohême, foyers surchauffés de pangermanisme.

Fidèles à leur race, constants dans leurs traditions malgré la prison et l'exil des chefs, les Tchèques répondirent à ces avances en poursuivant en ce moment décisif l'union des Slaves d'Autriche. La séance d'ouverture du Reichsrath fut le résultat de leur admirable fermeté.

Quand le grand jour vint, en effet, les trois nationalités slaves, Pologne, Yougoslavie, Bohême, déclaraient à l'Empire et au monde leur volonté par la voix de leurs orateurs les plus autorisés. Les Polonais, naguère les plus dociles, maintenant les plus brutaux, et les Yougoslaves annoncèrent qu'ils rentraient dans leur famille polonaise et serbe.

Pour les Tchèques, ils réclamèrent les droits et les terres de leur race ; c'était bien autre chose. Car sans la Galicie redevenue polonaise, même à la rigueur sans les provinces du Sud devenues yougoslaves, on peut encore concevoir un empire du Danube. Rien de tout cela n'atteint la Hongrie, c'est-à-dire l'élément robuste de la Double Monarchie. Mais les Tchèques réclament leurs pro-

vinces de Bohême, Moravie, Silésie, et aussi le pays des malheureux Slovaques, qui est presque tout entier hongrois et porte les frontières du royaume du Calice à quelques dizaines de kilomètres de Buda-Pesth. La déclaration des Tchèques provoquait ainsi une double explosion, en Autriche et en Hongrie, et détruisait l'Empire.

Il semble que, dans cette mémorable séance du 30 mai 1917, les partis tchèques unis aient sonné la cloche annonçant la fin de la détention autrichienne : à ce signal les pensionnaires slaves ont quitté la vieille maison. Rien, depuis ce jour, n'a pu faire démordre les Tchèques obstinés. Ils sont demeurés dans une opposition intraitable et muette et les Allemands découragés ont presque renoncé à leur espoir de détacher du bloc les cléricaux et les socialistes. Tiendront-ils jusqu'au bout? Grave affaire pour eux et pour nous. Qu'ils veillent à ne pas douter d'eux-mêmes, pour que nous ne doutions pas d'eux.

Car enfin nous avons en tout ceci nos vues et nos desseins, nous aussi. Berlin a prévu sa succession d'Autriche, Berlin pousse, nonobstant, son Mitteleuropa; il y fera rentrer aussi bien les morceaux de l'Autriche et son nouvel empereur que le bloc autrichien du funeste vieillard qui le premier livra son empire aux Allemands. Le vaste filet aux mailles d'acier des combinaisons douanières, ferroviaires, fluviales et militaires enfermera les nationalités jugulées et mal fédérées aussi bien qu'un empire intermédiaire.

Et nous? Quel système opposerons-nous au plan du Mitteleuropa germanique? On y songe, on y tra-

vaille dans les chancelleries. Évidemment. En douter serait sacrilège. Et ce plan comporte l'indépendance du royaume triunitaire de Bohême, Moravie, Slovaquie. Évidemment encore (1). C'est la seule question slave qui ne rencontre aucune difficulté, de la part d'aucun des Alliés. Dans une Europe où la paix sera garantie contre l'Allemagne par les puissances de l'Entente, dans l'Europe de la Barrière, la Bohême est un rempart dressé par la Géographie et par l'Histoire plus d'accord ici peut-être qu'en aucun autre lieu, qu'en aucun autre temps. La couronne de Saint-Venceslas brillera sur le royaume du Calice.

C'est fort bien. Et s'il fallait aller plus loin, si les circonstances politiques faisaient apparaître la nécessité de quelque garantie complémentaire, s'il fallait assurer quelques conditions de vie commune à des peuples inégaux et épars, mais de population relativement faible, s'il fallait donner à cette fédération d'États autonomes, dont la constitution et les règles seraient fort éloignées de celles que nous avons sous les yeux, un sens de garantie pacifique et par suite antigermanique, alors surtout nous devrions nous souvenir que ces peuples divers ne sont ni de même nature politique, ni surtout au même point de leur développement. Et nous reconnaîtrions dans le peuple tchèque, de tous les peuples du centre et de l'orient de l'Europe, celui qui apparaît, par un double privilège, dans l'ordre politique comme le plus sûr, et dans l'ordre économique le plus mûr.

(1) Cf. la réponse des Alliés au président Wilson sur leurs conditions de paix.

CHAPITRE V

L'AIGLE BLANC

Si les conditions politiques étaient aussi favorables en Pologne qu'en Bohême, il n'y aurait pas de Mitteleuropa. 13 millions environ de Tchèques appuyés à environ 21 millions de Polonais, — car toutes les statistiques de nationalités sont approximatives et conjecturales — ce serait 35 millions de Slaves d'Occident pour barrer d'ouest en est la route nord-sud du germanisme vers ses convoitises danubiennes et balkaniques. Par malheur, les Polonais sont aussi brillants que les Tchèques sont solides. Je chéris les uns dans l'ordre sentimental, autant que j'apprécie les autres dans l'ordre politique.

Pour les Français, la question polonaise est une affaire sentimentale en effet, et voilà qui est déplorable. Les deux peuples sont sans doute attirés l'un vers l'autre par ce que le moins lourd des Allemands appelait des *affinités électives*. Au yrai, ils sont liés par leur romantisme, par ce délicieux abus de l'imagination ; c'est dans leur période romantique commune qu'ils se sont surtout aimés comme un frère heureux et un frère infortuné. Une vertu généreuse, un goût semblable de l'héroïsme,

l'amour un peu chimérique du panache ou au moins de l'aigrette, une sensibilité délicate et comme féminine qui les conduisait rapidement l'un et l'autre sur les voies de la civilisation, unissaient déjà le peuple français au peuple polonais.

Le dix-neuvième siècle enrichit beaucoup ces sentiments. Car c'est surtout quand elle fut mise au tombeau que grandit la patrie polonaise. Force admirable de la fidélité aux souvenirs ! Après une si longue histoire, toute brillante de gloire et chatoyante de combats, après tant de victoires sur les Teutoniques, sur les Cosaques Zaporogues, et l'Europe sauvée des Turcs aux portes de Vienne, le grand siècle de la Pologne c'est celui où elle n'existait plus !

Ce fut aussi le grand siècle de l'amitié franco-polonaise. Les Français entreprirent de faire régner dans le monde la justice et la liberté des peuples, précisément dans le temps que l'on dépeçait la Pologne. Ils se mirent à protester, sans pouvoir rien atteindre. A chaque révolution en Pologne, le peuple à Paris cassait les vitres du gouvernement. Tous les Français, et jusqu'à Casimir Delavigne, étaient transportés de quelque enthousiasme lyrique pour la cause polonaise qui, par une fortune unique, réunissait dans le même sentiment les libéraux et les catholiques : les libéraux s'indignaient par tradition révolutionnaire qu'on mît aux fers un peuple coupable d'avoir abusé, à l'intérieur de ses frontières, de sa propre liberté ; les catholiques ne pouvaient souffrir qu'on persécutât leurs frères de Pologne chez qui le catholicisme était devenu, sans aucun doute, une force nationale. Le sentiment

souverain de la justice, les ardeurs révolutionnaires et les souvenirs romantiques se mêlaient et bouillonnaient dans la tête du Français à la pensée que l'un des peuples les plus brillants de la terre en était le plus malheureux. L'éclat de la gloire polonaise étincelait encore au travers des draperies de deuil qui la couvraient, comme dans ces nocturnes de Chopin les voiles de la mélancolie et de la tristesse, un instant écartés, laissent entendre parfois quelque fanfare guerrière aux sons de laquelle nous croyons voir défiler les étendards de velours rouge brodés de l'aigle blanc, les bonnets de fourrure où l'escarboucle attache l'aigrette, les kalpaks, les lances à oriflammes, tout ce tumulte scintillant et bariolé des armées glorieuses du Grand Hetman de la couronne de Pologne. En dépit de la politique qui le plus souvent contrariait cette passion : affection pour un peuple malheureux, images romantiques et mazurkas, tout cela fut furieusement à la mode chez nous un siècle durant.

Voilà de fort beaux sentiments, et les plus nobles du monde. Ils nous sont précieux et, si nous en sourions quelquefois, nous les conservons toujours avec fierté dans le trésor des sentiments nationaux. Les Polonais seulement les jugent stériles, et je suis prêt, quant à moi, à les juger funestes, s'ils nous doivent dissimuler la qualité, la gravité et la vérité politiques de la question polonaise. Le Français qui a payé son tribut sentimental à la Pologne se tient quitte et se repose, satisfait, sur sa générosité ; il se rendait compte jadis qu'il y avait là un point délicat à accommoder avec nos alliés russes ; il pense au surplus que c'est une affaire orientale,

lointaine et qui ne touche point ses intérêts directs. Pardonnez-moi ; mais cela vous touche dans votre passion première et vos intérêts immédiats, mais non pas par le côté que vous croyez. Pour moi, me voici prêt à renier mes sentiments polonophiles, qui sont vifs, si l'on m'accorde que la question polonaise est sans doute la première de l'Europe pour l'importance politique, et je consens que l'amour de la Pologne soit moins populaire parmi nous si la connaissance de la question polonaise doit l'être davantage.

*
* *

La question polonaise est une question prussienne. C'est la première des questions de la politique prussienne. C'est la question même de la vie de la Prusse. Tel est le premier principe que l'on découvre en passant du romantisme au réalisme, de l'ordre du sentiment à l'ordre de la politique, qui ne se confondent pas toujours ni partout. Si vous ne voulez pas m'en croire, en croirez-vous les Prussiens eux-mêmes ? Ils n'ont jamais bronché sur cette vertu cardinale de l'antipolonisme. Tous les grands Prussiens, du prince de Bismarck au prince de Bülow, ont considéré que la vie de la Pologne était la mort de la Prusse et réciproquement ; tous ont poursuivi l'œuvre de germanisation de la Posnanie par les lois et les crédits de colonisation et d'expropriation qui faisaient déjà l'horreur du monde avant que la Prusse n'eût donné au monde de bien autres sujets d'horreur. Le miracle, c'est que l'État prussien ayant entrepris

d'exterminer la Pologne l'a ressuscitée. Je ne vous raconterai pas cette histoire qui a été trop bien écrite et que nous devrions mieux savoir (1).

Voilà qui fait tout à fait notre affaire. Que cherchons-nous pour reconstruire l'Europe ? Des éléments antigermaniques. Car il s'agit de construire une digue contre l'esprit de guerre. Nous trouvons en Pologne prussienne l'un des meilleurs filons de ce précieux minerai. Il a été forgé, ici, par la haine des Teutons : l'esprit national des provinces polonaises de Prusse est un don que la persécution germanique a fait à l'Europe. Il n'y a probablement pas d'exemple d'une entreprise politique ayant donné des résultats aussi parfaitement contraires à ceux qu'on recherchait. Le diable, qui est logicien, a dû s'en mêler en prenant les choses à l'envers.

L'Allemagne, voulant exterminer la Pologne, lui a tout donné ou rendu ; il n'est rien dans sa vie politique ou économique que la Pologne prussienne ne tienne de la persécution méthodique des Allemands : son aristocratie et sa démocratie, son esprit national et sa prospérité agricole.

Son aristocratie ? Bismarck qui voulait l'exproprier annonçait en plein Reichstag qu'elle dévorerait à Monte-Carlo le prix de ses terres héréditaires ; à ce coup la noblesse polonaise a retrouvé des vertus rustiques qu'elle avait oubliées et s'est mise à résider.

Une démocratie, une « république de paysans » est sortie tout armée de cette entreprise d'empire.

---

(1) H. Moysset, *L'Esprit public en Allemagne vingt ans après Bismarck*. Paris, Alcan, 1912. Cf. ci-dessus p. 55 et suiv.

En face du colon allemand appuyé sur ses banques, doté de privilèges d'État, instruit aux méthodes de culture, le paysan polonais, à qui on ne voulait même pas permettre d'apprendre à lire en sa langue, est devenu cultivateur excellent, hardi, savant et moderne, a formé d'innombrables et riches associations, a créé et soutenu lui-même sa banque, si bien que la Posnanie, la meilleure terre à blé de l'Allemagne (retenez ce point pour calculer les bénéfices de sa libération), a un rendement à l'hectare supérieur à celui de la France (1) et qu'il s'est trouvé dans ce pays des curés de campagne nés grands financiers, plus puissants en leur presbytère qu'un banquier de Francfort ou qu'un magnat de la Hanse, pour gérer les millions des caisses polonaises de crédit agricole.

Les Polonais donnaient ainsi, grâce aux Boches, un premier démenti à leur légende nationale. Car c'est ici sans doute que perce la joie raffinée et le méchant sourire du Méphisto qui mystifia le Faust teutonique : il fallait bien dompter ce peuple polonais, incapable, tout au long de son histoire, d'ordre et de discipline, fécond en factions, turbulent, négligent et indocile. Et voici qu'en quarante ans, à la barbe de l'Allemand, il est devenu plus organisateur que son maître, plus riche, plus obéissant aux règles qu'il s'est données. En vingt années (1893-1913), l'Allemagne a dépensé 1 milliard pour

(1) *Petite Encyclopédie polonaise*, publiée à Lausanne, chez Payot, sous la direction de M. Érasme Pilz. — Excellent petit livre, plein de faits présentés par les Polonais. Pourquoi les Tchéco-Slovaques, les Yougoslaves, les Roumains de Transylvanie ne publient-ils pas aussi un recueil des faits qu'ils invoquent ? Quel avantage pour la préparation de la paix !

rendre à la Pologne prussienne son esprit national : elle l'a organisée contre elle-même.

C'est un point de grandes conséquences que vous pouvez suivre à l'intérieur de l'Allemagne et à l'extérieur. Vous n'avez pas oublié que nous faisons la guerre au militarisme prussien. Or, le remède spécifique au militarisme prussien, c'est la restitution de la Pologne. Supposez, pour une démonstration correcte, le problème résolu et les terres polonaises de Prusse rattachées à la Pologne unifiée. La Prusse serait un État dont la capitale serait séparée de sa frontière par 150 kilomètres environ, en pays plat. Ses provinces seraient coupées par la ligne de la Vistule ; la Prusse Orientale, jadis Prusse ducale par opposition à la Prusse royale ou polonaise, serait isolée sur les tristes rivages de la Baltique. Car les « Marches de l'Est » (*Ostmarken*) ne sont pas limitées à la Posnanie. Il y a encore les milliers de Polonais de la Haute-Silésie, réveillés par la persécution (régence d'Opole), les 300.000 Mazures de cette région des lacs Mazures où l'armée russe a poussé son raid généreux et héroïque d'août 1914, enfin les 600.000 Polonais de la Prusse Occidentale, plus denses à mesure qu'on s'approche de la mer et qui dans le voisinage de Gdansk (Dantzig) atteignent 73 % de la population. Les statistiques allemandes dissimulent comme elles peuvent ces populations sous le nom de Cachoubes : ce sont de purs Polonais.

Après la soustraction de ces quatre millions d'habitants et de cette bande de territoire le long de la Vistule, que pèserait la Prusse en Allemagne ? Sa densité spécifique en serait évidemment modifiée. Quelle serait sa situation à l'égard des autres États ?

Ne pesant plus sur la Pologne, pèserait-elle autant dans la Confédération ? Que serait, une fois déchiqueté, cet État fait de provinces cousues par des conquêtes successives ? Et ce ne sont là que des problèmes de quantité.

Mais la qualité, si j'ose ainsi parler ! la qualité du Prussien supérieur serait sérieusement atteinte. C'est ici que nous rencontrons le militarisme. Juridiquement, le militarisme, dont on ne trouve pas la définition dans les manuels de droit public, c'est, j'imagine, le régime où le pouvoir militaire est indépendant du pouvoir civil. L'Allemagne est un pays militariste, parce que l'armée dépend du Cabinet de l'Empereur. On a vu cela, clair comme le jour et comme une démonstration juridique, dans l'affaire de Saverne. En Prusse, l'état militaire est aussi une formation historique. C'est ce régime sorti de l'histoire de la Prusse où le pouvoir militaire, distinct et souverain, dans tous les grands moments de la vie publique, dans toutes les grandes questions politiques, est toujours le maître de l'État et prend seul les décisions. C'est ainsi que le pouvoir est demeuré à travers deux siècles entre les mains des « compagnons de guerre » du Roi, les hobereaux. Et cette tradition historique repose elle-même sur une constitution sociale et foncière, garantie par les majorats et les fidéicommis, c'est-à-dire un régime spécial des biens nobles. Or, dans la réforme projetée, une bonne partie de ces biens passe en Pologne, c'est-à-dire sous le régime du Code Napoléon. Le Junkertum prussien, principe de tout l'organisme militariste, est mortellement atteint.

Il y a dans le monde un homme politique qui semble avoir eu de tout cela une vue fort claire, sans le dire expressément : c'est le président Wilson. Nous avons pris longtemps l'éminent juriste qui préside la République des États-Unis pour un moraliste, souvent enfermé avec sa conscience et portant sur les choses politiques la sévérité d'un jugement nourri de moralité. Et cependant, l'éminent homme d'État mettait naguère au même rang l'agresseur et la victime et parlait d'une paix sans victoire, c'est-à-dire sans moralité. Il hésitait alors à s'engager sur les voies de la justice. Mais, même alors qu'on craignait qu'il ne faiblît sur la morale, le Président portait au contraire les vues les plus pénétrantes dans les contingences de la politique. Dans son message au Sénat américain, il n'a donné qu'un exemple de la restitution des nationalités et il a choisi celui de la Pologne. Qui donc disait que les Américains ignorent les choses d'Europe ? Il est vrai qu'il y a dans les États-Unis trois millions de Polonais pour éclairer les Américains sur cette affaire. Le Président a parlé d'une Pologne « unie », sachant bien que c'est l'essentiel, et il a ajouté que cette nation comme les autres devrait avoir accès à la mer. Conception historique et juridique parfaitement juste : c'est la Posnanie et Gdansk polonais. Voilà qui est parler : j'y souscris, s'il se peut. Ce serait par une revanche séculaire l'aigle blanc terrassant l'aigle noir, et l'Europe purgée du militarisme prussien.

Si le « polonisme » est l'ennemi et l'antidote du régime prussien, mon théorème est démontré ; et dans une guerre où le premier objet, suivant le

formulaire constant de tous les chefs d'État de l'Entente, est d'abattre le militarisme prussien, ce n'est point un abus de donner le premier rang des questions politiques à la question polonaise. Je me tiendrais à cette proposition si la guerre même et le mouvement des idées que la guerre a déchaînées ne commandaient d'y apporter une réserve. Il est bien vrai que, jusqu'en 1914, l'Allemagne était appuyée sur la Prusse qui reposait tout entière sur les privilèges d'une caste guerrière. Mais est-il bien sûr désormais qu'en ruinant cette classe, ce système et la Prusse, on terrasse par là même l'esprit de conquête, on sauve l'Europe de la menace de guerre et l'Allemagne de son militarisme ? J'en doute, sur quelques signes qui font penser que la Prusse n'est plus le seul foyer d'infection.

Le virus militariste n'est plus congestionné dans les provinces à l'est de l'Elbe, il est répandu dans tout le corps de l'Empire. La fièvre pangermaniste atteint une température au moins aussi élevée en Bavière qu'en Prusse. Dans le spectacle de la vaste démence tudesque, les manifestations annexionistes, les appels à la force, la confiance en ses abus et ses violences, les ambitions maritimes et « telluriques » n'ont été nulle part plus forts ou plus répétés qu'en Bavière et en Westphalie, de même que le Centre et les nationaux-libéraux de la vallée du Rhin rivalisaient de fureur teutonique avec les conservateurs de Brandebourg et de Poméranie. L'Allemagne, enfermée dans son armure qui ne pèse plus désormais aux compagnons de la social-démocratie, est entrée dans la guerre féodale et impérialiste ; elle est peut-être aujourd'hui plus impérialiste

que féodale. Je n'oublie pas que, en ce moment même, le Gouvernement, par une loi foncière des substitutions, tente de renforcer encore le Junkertum ; je n'oublie pas que rien n'a pu lui arracher la réalisation de sa promesse capitale de la réforme du régime électoral prussien, qu'il garde là-dessus ses intentions secrètes comme si c'était un « but de guerre ». Mais je vois aussi que cette guerre a soudé l'Allemagne entière au culte de la suprématie militaire, que les catholiques du Centre et les juifs libéraux de la grande presse, les grands industriels, les armateurs et les peuples tiennent aujourd'hui le militarisme pour l'instrument éprouvé et bienfaisant du pangermanisme, pour la sauvegarde nécessaire de la patrie. Peut-être, en cet état, l'Empire allemand pourrait-il se passer de la caste prussienne qui l'a fondé et qui lui léguerait son esprit de domination implacable et hautain et sa voracité qui guette sans relâche le bien d'autrui et le champ du voisin. Peut-être Scheidemann, le plus fidèle serviteur du Gouvernement, conduit-il l'Allemagne de Guillaume II vers une démocratie impérialiste ; le peuple allemand montre déjà l'un des signes certains de ce régime : il a divinisé son Empereur.

S'il en était ainsi, les questions politiques changeraient de place et les problèmes de valeur ; notre première affaire n'est point de détruire le militarisme prussien, c'est d'élever des barrières autour de l'impérialisme germanique. Le « polonisme » en est un élément ; il n'y suffit pas.

*
* *

Tout est simple, tout est clair en Pologne, si on considère les choses du côté prussien. Ici comme en Bohême, une seule opinion, une seule passion : l'antigermanisme, génératrice de toutes les vertus publiques et d'une profitable prospérité. Franchissons la frontière : dans le Royaume et en Galicie, nous abordons la riche et redoutable confusion des opinions polonaises et des partis. Lorsque la Prusse et l'Autriche eurent proclamé l'asservissement légal de la Pologne sous le nom d'indépendance, le 5 novembre 1916, la consigne dans la Galicie officielle, si dévouée à l'Autriche, fut de se réjouir. On se demandait notamment si le prince évêque de Cracovie, Mgr Sapieha, laisserait passer un si grand événement, et si agréable aux Germains, sans ordonner dans son diocèse des messes d'actions de grâces. Le noble prélat pesa les raisons de jubilation et ne les trouva pas suffisantes. Il est homme d'esprit et Polonais, rencontre fréquente : il prescrivit les messes attendues, mais ne voulut pas que le ciel fût loué pour un événement si contestable : il ordonna seulement de prier l'Esprit-Saint pour qu'il donnât à son peuple les lumières nécessaires pour se diriger dans les circonstances difficiles. Cette invocation et ce préambule propitiatoires ne me semblent pas inutiles au moment d'essayer de prendre une idée claire des choses présentes en Pologne.

Je ne tenterai certes pas l'entreprise insensée de poursuivre le dénombrement des partis politiques dans les trois Pologne. Impossible dans un chapitre ; il y faudrait un catalogue sur fiches. Je me suis demandé plutôt si cette prodigieuse faculté de dis-

sémination de la pensée et de l'action polonaises dans l'ordre politique, cette incroyable disposition à adopter en toutes choses l'ordre dispersé ne sont pas une force de l'esprit national et une arme défensive contre l'étranger qui veut se mêler de ces affaires intérieures. Peut-être cette réflexion s'est-elle présentée parfois à l'esprit de S. Exc. le général von Bæseler, gouverneur de Varsovie et chargé d'organiser la Pologne pour le service du roi de Prusse.

Pour marquer le sens de la pensée polonaise pendant cette guerre où les fils de cette patrie combattaient dans deux camps et trois armées, je dirai que l'esprit national a été fortifié, c'est-à-dire que la défiance à l'égard des autres nations s'est accrue. Les Allemands l'ont éprouvé, qui ont essayé de mordre sur ce pays. Les Polonais ont pris ce qu'on leur offrait et n'ont rien rendu : les Allemands n'ont rien obtenu que ce qu'ils ont pris de force. Cette réserve, cette sorte de contraction de l'esprit public, c'est l'œuvre du parti national-démocrate et de M. Dmowski. L'esprit de ce parti qui s'est un peu effrité pendant la guerre, et dont les principaux chefs se sont retirés en Russie, règne cependant dans le Royaume; c'est lui qui a rappelé, dans les récentes années, alors que tant de Polonais découragés désertaient la politique et se dispersaient dans les œuvres charitables ou sociales (1), qu'il restait cependant une nécessité et un devoir politique, resserrés dans le sentiment national.

Les bureaucrates, dont le métier est de répéter

(1) Voir ci-dessus p. 68.

sans cesse, diraient que la tentative d'organisation des Allemands en Pologne est intéressante parce qu'elle « fait précédent ». Voici le premier essai et le plus net de réalisation politique du Mitteleuropa, la première fois que l'Allemagne essaya d'enchaîner un peuple au vaste empire qu'il veut exploiter au centre et à l'orient de l'Europe. Elle y rencontre des difficultés. Initiales et passagères? ou durables et essentielles? Je les crois insurmontables : elles ont conduit les Allemands jusqu'au découragement. En tout cas il faut les suivre ; qui donc peut douter que nos chancelleries s'y appliquent?

Je ne pense pas, en premier lieu, qu'ici les Boches se débarrasseront facilement du ressentiment autrichien. Car la Pologne est un des points où l'Allemagne et l'Autriche se sont querellées longuement et âprement. L'Allemagne croyait avoir terminé l'affaire à sa mode, en écrasant sa complice ; espérons que la rancune en réserve ressuscitera quelque jour.

Les Polonais de Galicie ont leur rôle propre dans cette guerre où les peuples ont eu des destinées diverses ; les uns furent héroïques, les autres martyrs. Les partis galiciens furent dupes. Parce que la Pologne autrichienne avait sa diète, sa langue et ses écoles, et parce qu'eux-mêmes étaient souvent ministres dans l'Empire, les chefs de la politique galicienne pensaient qu'au moment où s'ouvrirait la question de Pologne on n'aurait qu'à étendre le régime galicien au Royaume et qu'il suffirait de les installer de leur personne, eux et leur système, dans la capitale. Pour le Prussien, il se tiendrait satisfait si on renonçait à lui parler de sa Posnanie.

C'était compter sans le compère. Aveugles à cette vérité qui crevait les yeux, ils n'apercevaient pas que, « même si le hussard austro-hongrois entrait à Varsovie, ce serait le uhlan qui y resterait » (1). Peut-être leur déception porte-t-elle une grande moralité politique. Serait-il vrai que c'est une tout autre chose d'être ministre en temps de paix et ministre en temps de guerre, que la souplesse aux transactions, la méthode qui élude les grandes questions, qui étouffe les passions populaires par des « compromis », qui résout les difficultés politiques en satisfaisant les hommes politiques, que ce système d'assoupissement et proprement de corruption qui est toute l'Autriche soit incapable de fonder un État ou de ressusciter une nation, que pour cette raison enfin l'habileté experte d'un Bilinski, d'un Bobrzynski ou d'un Korytowski, ministres, présidents et gouverneurs, soit impuissante à ressusciter la Pologne? On tremble à la sévérité de ces conclusions morales, qui franchissent les frontières de Pologne pour se répandre en d'autres pays belligérants.

Quand le uhlan prussien et le hussard austro-hongrois entrèrent de compagnie en Pologne, on établit d'abord un régime militaire qui divisait le Royaume en deux zones fort inégales, le Prussien gardant les deux tiers du pays et la capitale. *Quia nominor leo.* Puis, dès le commencement de 1916, on songea à établir un régime civil, permanent. C'est ici que le mauvais larron montra son éternelle supériorité sur le bon. On assure que les der-

(1) Voir ci-dessus, p. 85.

niers jours du vieux François-Joseph, qui avait vu tant de choses qu'il ne doutait plus de rien, furent bercés par le rêve de réunir sur sa tête la couronne de Pologne. On devait l'annoncer au monde le 18 août 1916, jour béni de son anniversaire. Pour l'Empereur ou pour quelque archiduc, la solution autrichienne, c'était la Pologne, Royaume et Galicie, unie à l'Autriche par des liens étroits : union personnelle, trialisme, combinaison qui faisait, dans l'empire des Habsbourg, de la Pologne une Galicie agrandie. Le Prussien refusa net. Et sa grande raison n'était pas, comme on pourrait le croire, sa voracité naturelle. Il savait bien, après tout, que, dans un royaume autrichien, il serait toujours le maître, qu'il aurait la souveraineté utile à défaut de la constitutionnelle, et que ce pays resterait aussi ouvert à ses projets et ses commodités douanières, ferroviaires, industrielles. Mais il ne voulait pas que ce régime libéral et bénin devînt un attrait et un voisinage pour ses propres Polonais de Posnanie, malgré l'annexion à l'Allemagne des confins militaires et du gouvernement de Suwalki, qu'il avait toujours stipulée; il redoutait par-dessus toutes choses le contact explosif du régime galicien et de son « hakatisme ».

L'Autriche a bien essayé de défendre son système et ses intérêts. M. Bilinski, président du Kolo polonais au Reichsrath et le premier personnage par conséquent de la Galicie, s'y est employé avec un zèle qui ne fut surpassé que par celui du comte Julius Andrassy. Car la question polonaise est devenue question d'intérêt hongrois au premier chef. Soudain, l'enthousiasme magyar s'est enflammé

pour la restauration de la Pologne. On s'est brusquement souvenu que l'armée volontaire polonaise et le général Dembinski étaient généreusement accourus au secours de l'indépendance hongroise en 1849. Souvenirs émouvants, gratitude réciproque, sentiments indéracinables dans l'âme hongroise pour les nationalités opprimées qui réclament leur libération !

Andrassy porteur de tant de belles choses courut, tout l'été de 1916, à Berlin, à Vienne, en Suisse, impétueux avocat de la cause polonaise. La passion les emportait si loin, lui et la Hongrie, que Pesth prenait en cette affaire position pour Vienne contre Berlin, pour la solution autrichienne contre la volonté prussienne. C'était le renversement des alliances et même le monde renversé. Des esprits mal faits peuvent seuls soupçonner que ce beau zèle puisse être nourri d'autre chose que de beaux sentiments. La question polonaise était devenue chère aux Magyars depuis qu'ils avaient senti dans leur dos, au sommet des Carpathes, le souffle des chevaux cosaques. Une barrière montagneuse ne suffisait plus, il fallait un État puissant entre les Russes et eux : tel était désormais le premier article de la politique magyare. Craintes aujourd'hui dissipées. Ajoutez encore qu'en arrachant la Galicie à l'Autriche on laissait face à face dans l'Empire une Autriche diminuée et une Hongrie à jamais directrice.

En dépit de tant de raisons et même de l'insistance magyare, Berlin ne cédait pas et ne voulait laisser Varsovie à personne. Se servant de l'argument de la nécessité militaire, que l'Autriche n'est guère admise à discuter, le Gouvernement allemand

a contraint le « brillant second » à proclamer avec lui en Pologne un régime qui n'a de comptes à rendre qu'à Berlin. C'est la proclamation du 5 novembre 1916 et la nomination du Conseil d'État qui s'est efforcé de gouverner provisoirement le Royaume. Les hommes d'État galiciens, si j'ose ainsi dire, et la Galicie elle-même restent en l'air. M. Bilinski ni le vieux Jaworski ne seront pas ministres de cet État polonais pour qui ils avaient rêvé les profitables douceurs des régimes autrichiens. Ni à Vienne, ni à Cracovie, ni à Léopol (Lemberg), ni à Varsovie, ni même à Berlin, personne ne sait ce qu'il adviendra de la Galicie elle-même : si elle restera province autrichienne « représentée au Reichsrath » ou autonome avec son Parlement, si elle sera absorbée par le Royaume, quand ni comment.

Pauvres libérateurs qui partaient à la conquête du Royaume! Ils avaient même une armée; on la leur a confisquée, comme le reste, et c'est le Prussien qui s'en sert. Car, réalisant une idée qu'ils avaient préparée pendant la paix (1), les Polonais de Galicie ont levé une petite armée de 20.000 hommes, semble-t-il, les « Légions polonaises » qui ont combattu contre nos alliés russes. Ce fut fort bien au début; mais, dès qu'on fut à Varsovie, les légions commencèrent à se demander si on ne les avait pas jouées. Elles étaient venues pour libérer la Pologne : elles voyaient qu'on se disputait seulement pour savoir si la Pologne serait la part du roi de Prusse ou de l'empereur d'Autriche. Il y eut des moments difficiles, durant l'été de 1916;

(1) Voir ci-dessus p. 84.

les légions s'étaient retirées loin du front et refusaient de combattre, comme faisaient parfois jadis les bandes de Wallenstein : on disait même qu'on était obligé de faire garder le camp de ces redoutables auxiliaires. On n'osait pas les montrer à Varsovie : le peuple les acclamait, ce qui semblait presque séditieux. D'abord l'Allemand fut plus habile ; il s'était réconcilié avec le chef de ces légions, Pilsudzki, révolutionnaire hardi, socialiste devenu général, qui a jadis tâté de la Sibérie, aujourd'hui populaire et capable d'une grande action dans le Royaume; von Bæseler l'avait fait ministre de la Guerre dans son Gouvernement provisoire avant de l'emprisonner. Pilsudzki est un tout autre homme que ces chambellans de Galicie, qui ont ainsi suscité une armée qui leur échappe.

Sans doute, le nouveau régime en Pologne a été proclamé par les deux Gouvernements, en apparence d'accord. Mais les deux régions d'occupation militaire et les deux commandements subsistent nonobstant, on ne sait comment. L'Autriche, évidemment mécontente, boude, à sa mode. On raconte que les journaux de Varsovie, paraissant sous la censure boche, sont arrêtés à la frontière de la région autrichienne. Mille piqûres administratives révèlent que ce terrain conquis est entre les deux Empires un point de friction constamment envenimé.

*
* *

L'Allemand a donc des difficultés avec l'Autri-

chien en Pologne : c'est peu de chose, pense-t-il. Il en a avec les Polonais : c'est plus grave. L'administration impérieuse d'un peuple discipliné rencontre ici une nation qui ne chérit que sa « liberté dorée » et l'expression naturelle de cette liberté, entendez les luttes des partis. Des partis, des cercles, des ligues, le Prussien en a tant trouvé en Pologne qu'il s'y est parfois embrouillé. On se hâterait d'en rire, si ce n'était de si grave conséquence. La prodigieuse faculté polonaise de dispersion politique a joué depuis deux ans contre l'Allemand, maître du pays.

Il faut louer la réserve, la dignité et la prudence du peuple polonais dans toute sa vie politique sous l'occupation allemande. Le gouverneur von Bæseler, général poméranien qui jadis prit Anvers, vieux Prussien et assez habile homme cependant, a tenté d'accorder des « libertés » aux Polonais pour obtenir leur gratitude et les disposer à la servitude militaire ; les Polonais ont célébré les libertés et réservé leur gratitude. Ni l'ouverture de l'Université de Varsovie, ni l'autorisation de commémorer la fête nationale de Pologne, le 3 mai, anniversaire de la dernière Constitution, n'ont donné les résultats qu'on attendait, soit dans les discours officiels, soit dans les manifestations de la rue. Trois cent mille personnes défilèrent à Varsovie, le 3 mai 1916 ; l'enthousiasme était spontané et les remerciements pénibles. Il était trop clair que la fête eût été complète, si seulement l'Allemagne en eût été absente.

Même dans la démarche solennelle qu'avant le 5 novembre firent à Berlin les délégués polonais,

choisis parmi les plus dociles à l'Allemagne, pour demander une Constitution, le langage fut si différent de ce qu'on espérait que la censure prussienne coupa le discours du président qui avait exprimé à M. von Bethmann-Hollweg, « au nom de la nation polonaise, ses tendances inébranlables vers l'établissement d'un État polonais indépendant » (1).

L'aventure de cette délégation fut d'ailleurs l'intermède comique de l'histoire de Pologne pendant la guerre. Les grandes choses et les grandes époques portent tout au paroxysme. Ce n'était pas un mince succès que de parcourir toutes les capitales de l'Europe Centrale pour demander un roi, sans cesser d'être ridicules; la délégation polonaise, vitupérée à Berlin, rabrouée à Vienne, et qui pensait porter avec elle les espérances de la patrie, fut désavouée à Varsovie par toutes les ligues et associations qu'elle prétendait représenter. Les Allemands entreprirent de donner un caractère spontané à la constitution d'un gouvernement en Pologne; ils persuadèrent à quelques notables médiocres de se faire les ambassadeurs du peuple polonais auprès des puissances protectrices de Berlin et de Vienne. De ce nombre était Brudnicki, recteur de l'Université de Varsovie, dont Bæseler avait fait en quelque manière le premier personnage du Royaume, homme d'une honnête obscurité, qui eut le tort d'être inégal à cette destinée et le mérite de le reconnaître puisqu'il donna sa démission pour retourner à ses

(1) Coupée en Prusse, la phrase a été reproduite dans la *Gazeta Polska* de Dombrowa (occupation autrichienne).

études. C'est l'homme au discours censuré de Berlin. Il y avait là encore Lempicki, ancien député de Pietrokow à la Douma, rejeté par ses collègues du Kolo de Petrograd, resté en Pologne après l'occupation, esprit d'un équilibre incertain, livré à des troubles nerveux depuis qu'il a été menacé de mort, comme ingénieur, par des ouvriers révolutionnaires. Lempicki avait fondé une ligue pour l'État polonais qui semblait n'avoir d'autre but que de faciliter son œuvre au Gouvernement allemand. Or, quand il comparut, au retour de son voyage, et qu'il dut en faire le récit, Lempicki fut si bien désavoué qu'il fut obligé de donner sa démission de la ligue qu'il avait lui-même formée.

Ces ambassadeurs rapportaient, en effet, la nouvelle de la prochaine déclaration qui parut le 6 novembre. Cette proclamation d'un nouveau régime civil fut uniquement un acte militaire. Berlin voulait une armée polonaise ; il pensait ne la pouvoir lever qu'au nom d'un gouvernement polonais. Il donna donc à la Pologne, sous le nom d'autonomie, un gouvernement qui était chargé d'ouvrir des bureaux de recrutement. Ce fut un échec, sans réserves. Peut-être y eut-il quelque élan, et même belliqueux, à la proclamation, le 6 novembre. Mais, peu de jours après, fut annoncée au peuple la formule du serment que les recrues devaient prêter à l'empereur Guillaume. Sur quoi on attendit les volontaires. A Varsovie, ville de près d'un million d'âmes, il en vint quarante-six le premier jour, dont quarante-deux « auxiliaires ». La proportion s'est maintenue

à peu près. L'Allemagne a renoncé à son armée polonaise.

Mais s'il n'a pas atteint son objet militaire, le Gouvernement allemand avait obtenu, comme il arrive, des résultats auxquels il ne songeait pas. Il était parvenu, après deux mois d'efforts postérieurs à sa proclamation, à former un gouvernement polonais, c'est-à-dire à réunir autour d'une table, sous une tenture décorée de l'Aigle blanc, un certain nombre de Polonais authentiques qui n'ont jamais rien gouverné, et qui ont trouvé devant eux une moitié de la population hostile et l'autre réservée. Mais il n'était pas indifférent qu'il y eût quelque part un gouvernement composé, sous le protectorat allemand, de Polonais des classes moyennes, ingénieurs, petits propriétaires, administrateurs de sociétés populaires ou caisses d'épargne.

La chose, encore, ne s'était pas faite sans peine. Le gouverneur Bæseler invita les partis à lui désigner leurs délégués à ce « Conseil d'État ». *More majorum,* les partis polonais commencèrent à se disputer sur le nombre de délégués auquel chaque parti avait droit. Mais il n'y avait pas que l'obéissance aux traditions nationales dans ces discussions ; il y avait encore des motifs plus profonds. Bæseler finit par s'impatienter, frappa sur la table de son poing poméranien, puis déclara que, si les partis ne lui présentaient pas leurs candidats dans les vingt-quatre heures, il nommerait lui-même son Conseil d'État. Aussitôt la *Ligue des partis,* ou réunion des six partis de droite et du centre, rompit la conversation et se retira, refusant toute

collaboration avec les Allemands. Dans le Conseil d'État ainsi désigné, seul un Rostworowski et le jeune prince François Radziwill faisaient figure de conservateurs. C'est peu, par le nombre et par la qualité. « S'il n'était prince, il ne serait rien », m'écrivait un Polonais, du Radziwill accouru de Posnanie au secours des Allemands.

La grande majorité du clergé catholique s'est abstenue de toute approbation. L'archevêque de Varsovie, Mgr Kakowski, a répondu à Bæseler : « J'ai été nommé à mon poste par le Saint-Siège et confirmé par le tsar de Russie, à qui j'ai juré fidélité! Seul le Pape peut me relever de mon serment (1). » Une fâcheuse maladie a détourné le prélat de bénir l'ouverture des séances du Conseil d'État. Un État polonais laïque! voilà qui serait une nouveauté (2).

Le Gouvernement que les Allemands étaient parvenus à établir dans un palais de Varsovie avait donc contre lui la majorité et certainement les grandes forces de la nation : les disciples de M. Dmowski d'abord, ceux de Russie et les fidèles du Royaume; rien ne leur enlève le prestige de l'esprit national qu'ils ont conquis à travers toutes les luttes politiques, et qu'ils ont fait briller au-dessus de toutes les questions intérieures. Auprès d'eux, tous les partis conservateurs, certains intérêts industriels, la plupart du clergé.

---

(1) La réponse est rapportée par le *Dziennick Kjowski* du 12 janvier 1917, journal qui paraît en Russie (Kiew). Mais le *Dziennick Kjowski* est généralement très bien et sérieusement renseigné.

(2) Depuis ce moment, on assure que l'archevêque aurait accepté un des postes du Conseil de Régence, nouvelle tentative de gouvernement de la Pologne par les Allemands (septembre 1917).

Le plan allemand était d'attirer, par le Conseil d'État, les partis et les forces « de gauche » pour emprunter les termes de notre topographie politique. Car la démocratie est pour les Boches un article d'exportation et il ne faudrait pas être trop surpris si la domination prussienne se répandait, en son Mitteleuropa, en flots populaires. Elle favorisera volontiers les revendications sociales et les avidités agraires. Ne doutez pas que telle soit sa politique en Roumanie occupée, aussi bien qu'en Courlande et Lithuanie. La social-démocratie officielle, c'est-à-dire la démocratie impérialiste d'Allemagne, trouve là de vives satisfactions.

En Pologne, tout cela fut emporté par l'effet foudroyant de la Révolution russe. Chose incroyable, il est un pays dans le monde où la Révolution russe n'a eu que de bons effets : c'est en Pologne. Je ne pense pas, à la vérité, que le tsar Nicolas qui fut aveugle à tant de choses ait été tout à fait aveugle aux choses polonaises. Mais il y fut impuissant. Je suis frappé, quant à moi, des supplications qu'il adressait à son Conseil de l'Empire en faveur de la loi de l'autonomie des zemtvos polonais, à partir du moment où l'affaire Liman von Sanders, à Constantinople, l'avertit des dangers de guerre. Mettons, si vous voulez, qu'en Pologne le Tsar eut de bonnes intentions et le tsarisme d'effroyables effets.

Seule, la Révolution russe, en proclamant son désintéressement polonais, a tout balayé. La question polonaise avait auparavant deux faces parce que les Polonais avaient deux oppresseurs, le Russe et le Prussien ; elle n'a plus qu'une face

tournée contre l'Allemagne. Parmi les membres mêmes du Conseil d'État, ceux qui comme Pilsudzki ne songeaient qu'à former pour la fin de la guerre une force polonaise qui pût soutenir les volontés nationales, ont repris leur liberté, et, pour retenir Pilsudzki, général des légions et chef de l'armée polonaise sous le Gouvernement allemand, on n'a pu trouver d'autre moyen que de l'emprisonner.

Les événements s'entraînent les uns les autres et se précipitent. Les Polonais de Galicie déclarent au Reichsrath de Vienne, le 30 mai 1917, qu'ils n'ont plus d'autre objet politique que la réunion de leur province à l'État polonais. Les timides réserves des vieux Galiciens, les Tarnowski et les Jaworski, sont bousculées aux réunions de Cracovie par les mouvements populaires qui acclament l'unité polonaise. Bæseler lui-même prononce le 4 septembre un discours découragé, dissout son Conseil d'État, essaie un Conseil de Régence dont il ne peut réunir les trois membres ; l'Allemagne renonce à sa propre suzeraineté en Pologne et songe à repasser la main à son substitut, l'Autriche. On pourrait bien revenir à l'idée de placer la couronne de Pologne sur la tête de l'empereur d'Autriche : l'interminable François-Joseph n'a pas assez vécu.

Telle est la déroute du premier essai germanique du Mitteleuropa. Le 1er septembre 1917, en tête d'un article bien significatif du prince Lichnowsky, le *Berliner Tageblatt* posait ainsi la question : Un État polonais indépendant est en tout cas inévitable. Vaut-il mieux pour nous qu'il soit dans la sphère d'influence de l'Allemagne, ou qu'il soit rattaché à la Russie ?

Une Pologne indépendante, entendez : Royaume et Galicie. Tout le monde est d'accord. Et la Posnanie ? Nous en revenons au point de départ, qui est l'essentiel.

La question de la Pologne prussienne est pour nous la pierre de touche des partis polonais. Serait-il vrai que certains, parmi les Polonais, seraient portés à accepter une Pologne incomplète qui, pour hâter la paix, renoncerait à blesser l'Allemagne en réclamant le grand-duché ? Si les Polonais doivent attendre la restitution de la Pologne, est-ce de ceux-là qui l'ont jadis partagée ? Si la Posnanie est polonaise, où est l'annexion de la laisser à la Prusse ou de la rendre à la Pologne ? N'est-ce point, peut-être, le sentiment de M. Lednicki, avocat de Moscou, et ministre pour la Pologne du Gouvernement russe ?

Nous sommes ainsi ramenés à cette question de Posnanie et de Dantzig, à laquelle toutes les autres sont subordonnées. L'immense avantage des Alliés aux yeux de la nation polonaise, c'est qu'ils peuvent seuls lui rendre son unité, tandis que le partage et l'esclavage de la Pologne furent toujours la première nécessité de la vie de la Prusse.

Pour nous, la réunion du grand-duché à la Pologne est le coup décisif au militarisme prussien ; pour le nouvel État, elle lui rend sa population la plus énergique, la plus démocratique, la plus antigermanique.

Pour reconstruire l'Orient de l'Europe, que cherchons-nous ?

Des éléments antigermaniques. Il y en a ici, et de très puissants. Ramassons-les. Les meilleurs sont en

Pologne prussienne, qui trouveront leurs chefs et l'élite directrice qui leur manque dans les éléments ententophiles du Royaume. De même que nous pouvons organiser l'Europe Centrale en utilisant à la base la force tchèque et la force polonaise, de même on ne peut concevoir la Pologne que sur le fondement de la Pologne prussienne. La Posnanie et Dantzig sont les piliers du royaume de la Vistule.

Sans doute, l'élément polonais n'est pas absolument pur ; sans doute, ils ont gardé à travers une vieille histoire le goût des divisions et des partis ; sans doute ils semblent parfois chérir et caresser la discorde comme si elle était l'image même de la liberté. Mais voyez aussi comme le peuple, quand il est foulé, s'organise admirablement, et seul, contre l'Allemand ! Si la « République des paysans » de Posnanie pouvait engendrer, ressusciter le Royaume qui s'appela toujours la République polonaise !

Avec sa population prolifique qui fait peur aux Boches, son esprit national indomptable, ses vertus militaires héréditaires, parées de la gloire d'un passé éclatant, sa rapidité et sa puissance d'adaptation économique qui ne le cèdent qu'aux Tchèques parmi les Slaves d'Occident, ce peuple, qui n'a pas perdu sa fougue, se tient dans ses plaines si souvent foulées. Si la Pologne ne portait avec elle tant de grâce, elle m'apparaîtrait comme un énorme caterpillar au milieu de l'Europe. Qui saura le diriger ?

CHAPITRE VI

LA CONFÉDÉRATION D'ILLYRIE

Parmi tant de peuples foulés ou égorgés, de la mer du Nord au Golfe Persique, j'accorderais à la Serbie la palme du martyre. Palme disputée et jugement difficile. Car de la Belgique violée ou de la Roumanie écrasée, de la Pologne affamée ou de l'Arménie exterminée, — j'en passe — quel sort fut plus affreux, ou quelle destinée plus cruelle? c'est pour nous et pour l'Histoire une douloureuse question. Mais à part les mauvais traitements communs à toutes les victimes des Germains, mille tourments politiques sont sortis de la guerre pour la Serbie plus infortunée. Pour le peuple serbe les difficultés ont surgi de tous les points cardinaux, de toutes les pointes de la rose des vents, et toutes ses frontières lui sont contestées par tous ses voisins.

Toutes ces épreuves, les Serbes les ont surmontées par leur héroïsme, accumulant des réserves de gloire pour la patrie future. Même parmi de si nobles malheurs, même parmi les prodiges de notre temps, la deuxième épopée serbe, celle du vingtième siècle, frappera et éblouira l'imagination des âges. Aux premiers jours du vingtième siècle, le

régime serbe était tenu pour l'un des cas les plus tristes de la pathologie politique du monde. La chancellerie de Vienne et les barons magyars, habiles et tenaces compères, entretenaient avec soin le virus de la corruption qu'ils faisaient couler dans le sang national et qui atteignait la Cour et le Parlement. Vint le règne de Pierre Ier Karageorgevitch, qui a donné à sa patrie plus de douleur à la fois et plus de gloire que n'en peut contenir une tragédie sortie d'un cerveau humain. Or, c'est de douleurs et de gloires que sera nourrie toujours l'histoire d'un peuple, tant que les hommes resteront sensibles à la grandeur de l'imagination. Derrière la grille de cette petite villa écartée de Salonique, que d'épopée, que de lyrisme rayonnent autour de la figure de ce roi perclus, attendant aux portes du royaume que ses ancêtres, il y a un siècle, arrachèrent au Turc !

La politique de Milovanovitch et l'alliance balkanique, Kumanovo et la ténacité du voïvode Putnik à la Bregalnitza doublent le territoire de la Serbie. L'Autriche étouffe de dépit ; c'est pour séparer à jamais de leurs frères serbes ses Croates, ses Dalmates et ses Slovènes frémissants qu'elle déchaîne cette guerre devenue la guerre de l'humanité ; et c'est cette guerre qui a fait entrer l'idée de la fraternité yougoslave dans la conscience universelle, et bientôt dans la réalité politique. D'abord le petit peuple résiste au grand Empire, puis il plie sous le nombre, et tout paraît perdu. Mais aussitôt l'ombre de Marko Kralievitch semble marcher en tête des troupes serbes ; le vieux Roi paraît, le fusil de Karageorge à la main. Les Impériaux battus fuient en

désordre, abandonnant en terre serbe leurs canons et des milliers de frères slaves, tchèques et slovènes, libérés de l'aigle autrichienne. Durant près d'une année les Serbes montent la garde sur le Danube et sur la Drina, chantant dans leur montagnes leurs admirables chants de gloire et de triomphe. Enfin la trahison bulgare, la confusion de l'Europe et la brutalité germanique consomment la ruine ; l'armée française tente pour sauver la Serbie une marche inutile. Les troupes serbes s'écoulent, hélas ! par les sentiers d'Albanie qu'elles avaient descendus victorieuses trois années auparavant pour être arrêtées sur les rives adriatiques par l'Autriche jalouse et l'Europe alors docile. Une carriole emporte, à travers les cahots et les ravins du pays skipe, le roi Pierre, le roi de Shakespeare, dont la figure grandit encore dans l'imagination des hommes.

D'une telle histoire la légende sort de toutes parts. Déjà l'on conte qu'au jour où l'armée serbe, dans la première guerre balkanique, rentra dans Prilep qui garde le tombeau de Marko Kralievitch, le brave dont six siècles ont chanté la légende, le héros se dressa hors de sa tombe, comme les prophéties l'avaient annoncé au peuple. Aussitôt, aux soldats serbes qui l'entouraient, Marko demanda : « Qui commande ici ? » On lui dit le nom du colonel placé à la tête des troupes de Prilep, officier comme lui célèbre dans toute l'armée par sa bravoure, sa valeur militaire et son intempérance. A ce nom : « Je puis donc dormir, dit Marko ; il n'y aurait pas à Prilep place pour nous deux. »

Ne pensez-vous pas qu'Étienne Douchan, le

grand empereur serbe, et Lazare qui succomba à Kossovo sous les ruines de la patrie peuvent dormir tranquilles? Sous le règne de Pierre Karageorgevitch, la gloire de la Serbie, son infortune et sa constance ont retenti assez loin pour qu'elle soit assurée d'en trouver les bénéfices dans une paix qui sera fragile si elle ne satisfait pas la conscience du monde.

*
* *

Réserves de gloire où la Serbie puisera et trouvera le courage de faire face aux difficultés politiques qui l'assaillent de tous les côtés. Loin que je sois surpris que la politique serbe ait quelquefois bronché parmi tant d'obstacles, j'admire que les divisions intérieures n'aient pas déchiré davantage la nation. Au moment où la guerre de 1914 a éclaté, la Serbie venait d'acquérir les pays du Vardar. Dans le même moment, les pays yougoslaves d'Autriche tendaient les bras vers Belgrade. Ainsi la Serbie attirait à elle les peuples macédoniens, et dans le même temps les peuples entre Drave et Save étaient attirés vers elle. Sur cette terre serbe où il pousse autant de légendes que de fleurs sauvages, on raconte qu'étant sur le point de mourir, le tsar Étienne Douchan se fit porter sur une montagne imaginaire d'où il pouvait découvrir à la fois la mer Égée et l'Adriatique. Il expira satisfait, apercevant ainsi les deux mers jusqu'où il avait poussé son empire. Symbole saisissant des destinées serbes, devenu de nos jours symbole des hésitations politique du nouvel empire !

Une politique fructueuse se présentait à la Serbie

à la fin de la première guerre balkanique. Elle eût valu à ses hommes d'État un grand renom d'habileté en ces temps à jamais abolis où l'esprit d'impérialisme gouvernait le monde. En vingt années le Gouvernement serbe, par des méthodes d'énergique persuasion, aurait pu sans doute unifier la riche variété des nationalités de Macédoine. La trahison militaire du Roi et des généraux bulgares à la Bregalnitza donnait même un principe moral à cette conquête et à cette réduction d'une terre disputée en province serbe. Pendant ces années pacifiques, le prestige naissant du jeune royaume eût naturellement attiré à lui les diverses variétés de la race serbe, elle aussi riche en rejetons, les différences d'esprit et de tradition se seraient atténuées dans la famille des Serbes d'Autriche, et l'unité politique de la race serait sortie toute seule de la décomposition autrichienne. Je suis persuadé que telle fut en effet la pensée du Gouvernement, et cet intérêt évident de la politique serbe à la paix est une preuve entre mille autres, un fil de la trame si serrée des responsabilités germano-magyares de la guerre.

Plan chimérique d'ailleurs, car il supposait vingt années de paix balkanique, ce qui jamais ne se vit et que le régime turc même n'obtint jamais de ses giaours des Balkans. Mais surtout la Serbie a subi comme le reste du monde les effets de ce décret de quelque démiurge fantasque qui a voulu que tous les problèmes politiques de la planète fussent posés ensemble dans l'année 1914 et que le monde n'eût point de paix qu'ils ne fussent tous résolus. Sans souffler, après son double effort balkanique,

le royaume serbe, seul État constitué de sa race (1), a dû soumettre à l'Europe son programme intégral, son intention de réunir des territoires qui ne furent jamais sujets à sa domination et son projet d'unifier des peuples que l'histoire, la religion et la politique avaient dispersés. Or, quelque peine, dialectique à la fois et amicale, que j'éprouve à échapper aux raisons du député Colonna duca di Cesaró, président de la société italienne Pro Dalmazia, je ne crois pas que des traditions historiques ni des passions religieuses puissent contrarier la réunion des Yougoslaves; ils ne peuvent être séparés que par des motifs politiques, legs de l'Autriche, et qui céderont au temps.

Royaumes, principautés féodales, républiques, les pays de la Save et de l'Adriatique ont produit toutes ces formes politiques, mais non pas l'unité. L'Histoire n'a pas connu l'unité yougoslave. Ni le royaume slovène détruit par Charlemagne, ni le royaume de Croatie réuni à la couronne de Hongrie par union personnelle à la fin du onzième siècle, ni l'empire serbe d'Étienne Douchan, ni le royaume bosniaque de Tvrtko, n'ont dominé la terre yougoslave ni la race serbe tout entière. Mais ces engagements contractuels, ces échanges et ces unions, ces naissances et ces chutes des empires, ce n'est rien pour l'imagination du peuple, que de l'histoire officielle. La race serbe tout entière chante la

(1) J'oublie exprès le Monténégro. Pour les affaires de ce royaume, je renvoie au *Bulletin monténégrin* que publie à Paris M. Andrea Radovic, ancien président du Conseil, excellent patriote et homme d'État clairvoyant.

légende de Marko Kralievitch et porte le deuil de Kossovo. Voilà le lien national.

Le schisme a déchiré la Yougoslavie. Ces peuples apprirent le christianisme et l'alphabet des apôtres Cyrille et Méthode, mais l'Église romaine puis les jésuites reconquirent pour le Vicaire du Christ en Occident les Slovènes, les Croates et Dalmates. Les Serbes du royaume, plus voisins de Byzance, demeurèrent orthodoxes. Plus tard, un assez grand nombre, en Bosnie, se firent musulmans, par un juste souci, à la longue excusable, de conservation d'intérêts temporels : ce sont aujourd'hui encore de très bons Serbes (1). Ces peuples, plantés, comme les Albanais, aux confins de trois religions, ont vu trop souvent comment les nations ou les hommes changent de dogme pour se livrer comme d'autres à un fanatisme ritualiste. Même je crois bien que si j'avais quelque droit d'être sévère sur la doctrine, je reprocherais aux Yougoslaves un goût pervers pour les mélanges religieux. Le fondateur du panslavisme, George Krijanitch (2), un pauvre curé croate, qui était fou puisqu'il suivait au dix-septième siècle des idées qui ne conviennent qu'aux dix-neuvième et vingtième siècles, et qui pour cette raison passa naturellement de longues années dans un exil de Sibérie, ne put jamais décider lui-même, malgré de longues études, s'il était catholique ou orthodoxe. Il se fait, dans toute la Yougoslavie,

(1) Un régiment bosniaque, commandé par un colonel serbe musulman, vient de se rendre tout entier sur le front oriental (septembre 1917).

(2) Sur Krijanitch, cf. l'étude déjà ancienne de M. Louis Léger, *Nouvelles Études slaves*. Paris, Leroux, 1880.

un grand échange de saints : saint Sava, qui fut roi, est le grand patron de toute la Yougoslavie, et son culte est en vain persécuté en Autriche. On nous dit qu'en terre slovène, à l'extrême ouest du territoire, « le culte des saints Cyrille et Méthode, les apôtres de Salonique, est plus développé que nulle part ailleurs » (1).

Je ne sais si la figure de Mgr Strossmayer est appréciée dans l'Église romaine, mais je sais bien que sa figure politique ne cesse de grandir. J'appelle grand, en un temps de marche rapide des idées, l'homme dont la clairvoyance avance d'une génération. Il n'est pas de jour qui ne nous révèle l'étendue et l'acuité d'esprit de l'illustre évêque de Djakovo. Nul n'a mieux tenté de prévenir et de préserver l'Église catholique des dangers prochains. L'auteur du télégramme à l'occasion de la fête de saint Wladimir pressentait la rivalité renaissante du catholicisme et de l'orthodoxie, le fondateur de l'Académie de Zagreb prévoyait la force des sentiments nationaux, le prédicateur désabusé des carêmes de la cour de Vienne savait bien les dangers de l'intimité de la Curie romaine avec les Habsbourg. Et je ne parle pas de son rôle au Concile du Vatican, qui est de l'ordre mystique et qui m'échappe. Mais enfin ce grand patriote a porté, a fait rayonner un esprit de conciliation nationale dans toute la religion et jusque dans la liturgie.

Cet esprit n'est pas mort avec lui, et je connais

(1) *Manifeste de la Jeunesse yougoslave.* Paris, Plon, 1915, p. 43. Cf. dans le même sens la déclaration des prêtres yougoslaves des États-Unis de toutes confessions dans le *Bulletin yougoslave* du 15 octobre 1915.

un successeur à l'évêque de Djakovo : c'est M. Vesnitch, ministre de Serbie à Paris, l'orthodoxe qui a négocié avec Rome, à la veille de la guerre, ce concordat promulgué dans les camps par le prince Alexandre et qui réserve à l'Église catholique du royaume toute sa liberté religieuse, hiérarchique et scolaire. Contre l'opinion commune, ce n'est pas la religion qui sépare les Yougoslaves : c'est en ce pays qu'est moins apparente la déchirure du schisme dans la tunique sans couture de l'Église universelle.

*
* *

Moins que l'histoire et moins que les religions la politique, c'est-à-dire l'histoire prochaine et contemporaine, favorise l'unité yougoslave. Je ne parle pas seulement des difficultés internationales qui pressent de toutes parts la future Illyrie. Imaginez, pour en avoir quelque idée, une Suisse qui serait en désaccord sur ses propres frontières avec l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la France, et tenez compte encore du coefficient permanent de complexité que comportent les choses d'Orient. De tous ces différends, le plus cruel, — je dis le plus cruel pour nous, car j'éprouve à l'égal de nos difficultés nationales la tristesse des querelles qui déchirent l'Alliance, — c'est la question des rivages adriatiques contestés entre Italiens et Yougoslaves.

Je suis disposé pour ma part, et très résolument, à laisser les Italiens eux-mêmes juges de ce qu'exige leur suprématie navale de l'Adriatique. Mon brillant ami M. Victor Bérard, qui pourtant est bien, je crois, le patron de tous les Yougoslaves

qui viennent chez nous, une sorte de saint Sava français, a coutume de dire que pour examiner les problèmes de l'Adriatique, il veut chausser des lunettes italiennes ; je les lui emprunte bien volontiers pour mon compte.

D'abord, il y a des traités, conditions de l'entrée en guerre de l'Italie. J'ajoute, s'il m'est permis, à cette raison qui dispenserait de toutes les autres, une petite considération d'ordre personnel. Avant la guerre, quelques publicistes français, montrant à l'Italie alors triplicienne la côte adriatique abandonnée et infertile, les ports rares de sa côte basse où dorment quelques vaisseaux aux voiles pendantes, en un temps où « l'Adriatique entourait l'Italie comme un fossé entoure une prison », s'efforçaient de rappeler l'attention italienne sur son véritable empire maritime qui est d'abord adriatique. Il y aurait quelque pharisaïsme à le lui contester aujourd'hui, alors que la guerre n'a fait qu'ajouter un argument puissant de stratégie navale à cette démonstration d'ordre économique.

Cette bataille de Dalmatie a été conduite de part et d'autre avec grande ardeur et à grand fracas ; le tintamarre des brochures, des volumes et des arguments, ethniques et linguistiques d'un côté, historiques et stratégiques de l'autre, n'a cependant jamais empêché les personnes « autorisées » par leur information ou par leur sagesse de tomber toujours d'accord que tout devait nécessairement s'arranger. Ni les Serbes ne contestent le principe de la suprématie navale de l'Italie dans l'Adriatique (1),

(1) Voir surtout l'interview de M. Pachitch, *Times* du 16 mars 1916, et de la *Riecht* du 23 avril.

ni les Italiens ne méconnaissent que le premier principe de la politique balkanique à laquelle ils seront attachés aussi bien par leurs traditions les plus sûres que par la délégation de l'Entente sera l'accord permanent avec la Serbie agrandie. C'est par exemple la conclusion à laquelle arrive l'esprit ferme, judicieux et clairvoyant de M. Andrea Torre, député de Salerne et président du Syndicat de la Presse italienne, au bout de sa polémique avec un publiciste britannique (1). Je ne me hâterai point de dénoncer d'avance la gloutonnerie impérialiste d'un peuple conduit par des hommes si habiles et prudents. Ils sauront bien trouver le régime juste qui convient à ces terres slaves « nées sous le sourire de l'Italie », suivant la charmante expression du poète dalmate Niccolo Tommaseo.

Les difficultés de l'unité yougoslave ne viendront pas de l'Italie : elles sont un legs des Habsbourg. L'Autriche a appliqué son génie naturel de complexité administrative à morceler les Yougoslaves qu'elle réunissait par l'uniformité policière de sa persécution. Il y a des Yougoslaves autrichiens, je veux dire gouvernés par l'Autriche, et des Yougoslaves hongrois, les plus opprimés de tous assurément. Il est encore des Yougoslaves qui sont gouvernés par l'Autriche et la Hongrie réunies et il en est qui devraient être gouvernés par eux-mêmes. Je passe quelques variétés. Les institutions sont dispersées sur tout le territoire, au gré de l'histoire et

(1) *Corriere della Sera* du 7 mai 1916. Cf. aussi les récents articles de M. Bevione, député de Turin, dans la *Gazzetta del Popolo* (septembre 1917).

de la contrainte administrative de l'Autriche. Zagreb la Croate (Agram) a son université, et Raguse la Dalmate n'en a pas; cette charmante Raguse (Dubrovnik) qui en serait si digne, pareille à une forteresse savante et lettrée et qui, florentine dans un monde alors vénitien, brilla à la Renaissance comme une cité toscane. Les Croates et même les Bosniaques ont chacun leur Diète (Sabor) dont les Dalmates (1) et les Slovènes sont privés. Pour emprunter aux sociologues leur vocabulaire barbare, la loi du développement administratif des Yougoslaves, c'est la différenciation. Tout concourait à isoler les uns des autres, sans liens entre eux et sans communications, les Slovènes paisibles, pieux et rustiques, les Dalmates marins habiles et habiles politiques, atteints par la finesse italienne, les Croates fiers de leur hérédité militaire, les Bosniaques maintenus dans la pauvreté par les Gouvernements « paternels » de Vienne et de Pesth, les Serbes de la « Voïvodie » venus en Hongrie lors de la grande émigration du dix-septième siècle.

Mais à regarder la carte et l'histoire politique, on reconnaît que les Croates sont en tous sens le centre de la Yougoslavie autrichienne; qu'ils sont de beaucoup les plus nombreux; que les pays slovènes, la Dalmatie, l'Herzégovine et la Bosnie, la Voïvodie magyare sont disposés autour d'elle comme une couronne de peuples frères; qu'ayant seuls une autonomie, une Diète avec délégation spéciale au Parlement de Pesth, une université, et bien que tout

(1) La Dalmatie a sa Diète provinciale comme tous les cercles d'Autriche.

cela soit très austro-hongrois, entendez artificiel et compliqué, les Croates présentent cependant une réalité, une figure politiques, effacées chez les autres Yougoslaves ; et le singulier en cette affaire c'est que précisément à cause de cette personnalité politique marquée et accusée, les Croates sont moins proches peut-être non pas de l'union yougoslave, mais de la fusion avec la Serbie, à laquelle les autres vont tout droit. Que la Croatie désire la formation d'un grand État yougoslave, aucun doute : peut-être même désire-t-elle le diriger. Qu'elle souhaite l'annexion pure et simple à la Serbie, c'est moins certain. Mais il y suffira d'une modalité politique.

*
* *

Ces peuples yougoslaves ainsi disposés en mosaïque, le Gouvernement des Habsbourg les a gouvernés en déchaînant sur eux ses deux fléaux favoris : la police et les institutions parlementaires. Car le régime parlementaire, que toutes les nations qui en sont privées réclament aujourd'hui comme le signe et le moyen unique de leur liberté, la Double Monarchie en a fait un instrument de corruption. Ésope l'avait bien prévu, qui disait, en son langage, que le parlementarisme était la meilleure et la pire des choses. Le régime parlementaire pour le Gouvernement habsbourgeois, c'est la réunion dans une même salle des hommes de confiance d'un de ses peuples, sous la main du Gouvernement qui peut agir sur eux par promesses ou par menaces d'intérêt individuel et collectif. Double résultat : on peut ainsi gagner les « hommes de confiance » et

mettre en défiance contre leurs représentants les peuples trahis. Misérables perfidies, qui durent cinquante années et éclatent en temps de crise, entre les mains mêmes des artificiers. L'Histoire datera la dissolution de la Double Monarchie de ce jour où, l'Empereur ayant enfin convoqué son Reichsrath, les Tchèques suivis par tous les Slaves ont fait sauter l'Empire par leur déclaration de l'unité tchéco-slovaque, comme le désir slave qui devait faire sauter la forteresse (Séance du 30 mai 1917).

Si on néglige le jeune Sabor de Sarajevo (car l'Empire a pris soin de donner une Diète à la Bosnie-Herzégovine dès l'annexion, 1908), qui d'ailleurs vient d'être suspendu, il y a dans la Double Monarchie deux groupes parlementaires de nationalité yougoslave : les Slovènes et les Dalmates ont leurs députés au Reichsrath de Vienne ; les Croates ont à Zagreb leur Diète, qui délègue 40 de ses membres au Parlement de Pesth.

Les Dalmates du littoral et les Slovènes qui habitent les hautes vallées de la Save, de la Drave et même de la Mur, sont au nombre de 2 millions. Ils comptent parmi les « pays représentés au Reichsrath ». C'est la formule officielle, euphémisme inventé par la pudeur administrative autrichienne pour ne point souiller son langage des termes impurs de pays tchèques, slovènes, etc.

Les Slovènes ont été les premiers de tous les Yougoslaves à tendre la main aux Serbes dont ils étaient les plus éloignés. Pendant les guerres balkaniques, leur presse a été parfaitement scandaleuse : elle n'a cessé de chanter sur le mode natio-

nal les victoires des Serbes, dans le moment même que la chancellerie de Vienne étouffait de rage et de dépit (1). Qui eût pu croire à l'indépendance de la presse slovène? Les successeurs affaiblis de Metternich n'en revenaient pas. Les Slovènes sont au nombre des sujets héréditaires les plus anciens de la maison d'Autriche : ils étaient Autrichiens avant Rodolphe de Habsbourg. Et dociles à leur clergé comme à leur empereur. Ces pays furent durant tout le Moyen Age semés de domaines de l'Église et serrés entre plusieurs grandes principautés ecclésiastiques : archevêché de Salzbourg, évêché de Trente, et ce patriarchat d'Aquilée dont la vieille capitale et le vénérable campanile, ancêtre de tous les campaniles du Frioul et de Vénétie, si élancés et si fins qu'on les croirait gothiques, se dresse aujourd'hui au milieu des camps de l'armée d'Italie. Bien qu'ils aient été quelque temps tentés par la Réforme, les rustiques Slovènes, ramenés par les jésuites, abandonnaient à leur clergé leur direction politique, et le parti clérical y fut toujours le plus fort.

Mais c'est justement le clergé qui s'éveilla un beau jour aux idées nationales : l'esprit de Strossmayer avait passé par là. Depuis la guerre, Vienne a fait arrêter les principaux de la nation slovène, dalmate ou bosniaque et l'on assure que les cachots de l'Empereur et Roi Apostolique retiennent au mépris du droit canonique plusieurs prêtres de

(1) Sur les sentiments des Slovènes avant la guerre, voir les extraits significatifs de la *Tiroler Soldaten Zeitung* recueillis dans le *Bulletin yougoslave* du 1er décembre 1916. Cf. aussi ci-dessus, p. 38.

cette Église romaine qui implore d'un si grand cœur pour l'Empire les puissances du Ciel et peut-être même celles de la terre.

Par sa constante politique parlementaire, essayant de gagner ceux des chefs du peuple qui n'étaient pas en prison, la politique viennoise s'efforça de diviser les Slovènes. M. Sustercic, qui est député et aussi, je crois, landeshauptmann — quelque chose comme préfet et président de conseil général, — tenta de faire prévaloir le loyalisme autrichien des Slovènes sur la passion nationale.

Si l'esprit public a parfois hésité il est aujourd'hui parfaitement uni. Dans cette séance du Reichsrath du 30 mai 1917, l'un des actes politiques les plus importants de la guerre, à peu près ignoré du public français et où l'union des Slaves sous le commandement des Tchèques a mis l'empire d'Autriche en déroute et son Gouvernement en fuite, les Yougoslaves unis ont demandé, en forme correcte et avec les clauses de style nécessaires, la dislocation de l'Autriche-Hongrie par la déclaration suivante lue par Mgr Korosec, président du groupe :

« Les députés soussignés, réunis en club yougoslave, déclarent, en se basant sur le principe des nationalités et sur les droits de l'État croate, demander que toutes les contrées de la Monarchie sur lesquelles vivent les Slovènes, les Croates et les Serbes soient réunies en un organisme d'État indépendant et démocratique, libre de la domination de toute nation étrangère et placé sous le sceptre de la dynastie Habsbourg-Lorraine ; ils déclarent qu'ils mettront toutes leurs forces à la réalisation de cette demande de leur nation unique. Les soussignés

prendront part aux travaux parlementaires après avoir fait ces réserves. »

Et Mgr Krek, du parti clérical, ajoutait :

« Il est deux idées qui ne périront jamais : que les Slovènes, les Serbes et les Croates sont un même peuple et qu'ils appartiennent ensemble à un organisme d'État auquel ils doivent parvenir fatalement. »

Le noble poète Tresic-Pavicic, député des îles dalmates, après deux ans de prison, et plus surpris d'en être sorti que d'y être entré, associait les Dalmates à cette déclaration. Deux signatures de députés yougoslaves seulement manquent au bas de ce document, mais non pas celle de M. Sustercic qui a donc capitulé, mais celle de M. Grafenauer qui est en prison, et celle de M. Gregorin qui est en exil.

Il ne semble pas douteux qu'au début ni peut-être au cours de la guerre, les Slovènes n'auraient pas été unis pour cette manifestation unanime ni prêts à une coupure si nette. Mais il faut tenir compte des spectacles qu'ont vus ces peuples pendant la guerre elle-même, et c'est là une observation générale qui trouve son application chez toutes les nations asservies aux empires du Centre. Quand nous parlons de l'esprit public des peuples opprimés, et même de nos Alsaciens, n'oublions pas qu'ils ont vu trois ans la domination germanique dans toute sa brutalité, emprisonnements des plus respectés, déportations, confiscations, et que la somme des iniquités est montée si haut qu'elle a pu accroître encore les colères et les rancunes des forts et forcer la sourde révolte des hésitants. Dans les

pays yougoslaves, la police autrichienne reprit avec plus de liberté et d'audace ses arrestations et ses persécutions. Les procès contre les écoliers de Bosnie-Herzégovine, le procès « monstre » de Banjaluka (1), étaient la suite renforcée du régime marqué avant la guerre par les procès d'Agram, Friedjung, etc. C'est un système policier d'où l'occasion de la guerre est sortie. Et c'est donc la persécution autrichienne qui a scellé l'unité yougoslave.

*
* *

Il semblerait que nous devions être mieux instruits de la marche de l'esprit public en Croatie que dans les pays slovènes ou dalmates, car le Sabor de Zagreb et le Parlement de Pesth n'ont pas été, comme le Reichsrath, fermés durant presque toute la guerre. Il n'en est rien cependant et peu de problèmes me semblent plus obscurs que celui de l'opinion croate pendant la guerre. Car les chefs du peuple croate sont engagés dans la politique austro-hongroise; bien que le sentiment public qu'ils représentent ne laisse aucun doute, ils ne se sont pas encore dégagés par une déclaration unanime et sans recours comme leurs frères du Reichsrath, et c'est ici peut-être, au Sabor de Zagreb, que la fourberie viennoise, la brutalité magyare, la corruption méthodique des deux chancelleries se sont le mieux attachées à dévoyer une politique nationale, à la perdre dans les sinuosités inextricables de la politique de l'Empire.

(1) *Les Persécutions des Yougoslaves.* Paris, Plon, 1916.

Le régime officiel des 2.500.000 Croates qui habitent la Croatie—Slavonie—Syrmie, c'est l'autonomie. Elle leur fut confirmée par un acte contractuel hongaro-croate, appelé la Nagoda, qui est la Magna Charta de l'indépendance croate et qui est daté de 1868. Quelque dix ans après, Gladstone, qui était en correspondance avec Strossmayer, et qui se trouvait pour l'heure fort empêtré dans ses affaires irlandaises, fut informé qu'il y avait vers le sud-est de l'Europe un peuple croate qui avait réglé ses rapports avec les Hongrois par un texte constitutionnel ; il pensa trouver là un bon modèle pour son *Home Rule* et résolut de se procurer le précieux document. Dans le même temps environ que Stanley partait à la recherche de Livingstone, une mission britannique était envoyée à la recherche de la Nagoda. Stanley retrouva Livingstone, mais les messagers anglais ne purent jamais découvrir à quoi pouvait bien servir la constitution de Croatie. Un magnat hongrois leur fit, dit-on, à Pesth cette réponse superbement magyare : « Je crois bien que nous avons quelque part quelque chose d'écrit sur un papier avec les Croates, mais à la vérité nous faisons avec eux ce qu'il nous plaît. » Trop heureux encore s'ils avaient toujours fait leur bon plaisir sans essayer parfois de mettre les Croates dans leur jeu.

La dernière période de l'histoire politique de la Croatie date de la résolution de Fiume, 1905. C'est à ce moment, dans cette ville usurpée par les Hongrois, que tous les représentants de la nationalité croate, à la suite de la révolte contre le ban (gouverneur) Khuen-Hedervary, célébrèrent la réconci-

liation entre Croates et Serbes, c'est-à-dire catholiques et orthodoxes de la Double Monarchie et fondèrent le parti de la coalition serbo-croate qui depuis a toujours gardé la majorité à la Diète. Presque aussitôt, par malheur, les Hongrois qui pour lors se disputaient avec les Autrichiens, comme de juste, conclurent un compromis avec les Croates, jusqu'au moment (1907) où, réconciliés avec Vienne, ils oublièrent « ce qu'il y avait sur le papier », et depuis lors la Croatie fut diversement, mais sans cesse opprimée.

Mais même au temps de l'oppression, les Austro-Hongrois ne manquaient pas de moyens de troubler la résistance nationale de Croatie. On y employa d'abord le parti du Dr Franck, homme politique qui n'était ni sans astuce ni sans mérite : c'est un juif qui eut l'idée de fonder en Croatie un parti catholique clérical. A ce seul trait je le tiens pour habile homme ; il avait parfaitement pénétré l'esprit de l'Autriche moderne. Le parti franckiste, parti aulique, « noir-jaune » (les deux couleurs autrichiennes), avait pour objet de permettre à la cour de Vienne de garder un regard dans les affaires croates. C'étaient les hommes du loyalisme intégral. Ils sont aujourd'hui fort diminués ; même dans ce pays où le suffrage n'est pas secret, les députés franckistes ont succombé sous les efforts de la coalition croato-serbe : ils n'ont plus au Sabor que 9 sièges sur 88.

Si l'on peut retrouver chez les franckistes la trace de la méthode autrichienne et jésuite, le goût de l'astuce et du détour politiques, un autre parti qui porte encore le nom de son fondateur, le parti de

Starcevic, semble inspiré par les souvenirs traditionnels de fierté militaire des pays croates. N'oublions pas en effet que les Croates ont une longue et brillante hérédité militaire. La Croatie, la Slavonie et cette Syrmie qui renferme l'un des Lieux Saints de l'humanité, car c'est à Syrmium (1) que Marc-Aurèle, arrêtant au seuil de l'Empire les Quades, écrivait les pages d'où l'on a extrait les *Pensées,* ces trois pays ont été pour l'Europe une terre favorite de recrutement. C'était les « confins militaires » de l'Empire, fortement organisés par le prince Eugène, ce général autrichien à la gloire aujourd'hui périmée et qui croyait servir l'Autriche en chassant les troupes turques. Comme la Suisse pour l'Europe Occidentale, comme l'Albanie pour les janissaires ottomans, la Croatie fut pendant trois siècles un réservoir inépuisable de troupes; les Pandours firent régner dans toute l'Europe la terreur du nom et de la discipline des régiments « cravatés ». L'orgueil militaire des Croates peut donc affronter celui des Magyars, et Jellacic, en 1867, le leur fit bien voir.

Ante Starcevic, le fondateur du tiers parti, était, je crois, ancien officier, et fils de cette province de Lika, montagneuse et féconde en soldats. Son parti prétendit à défendre en toutes choses le droit croate et les droits de la Croatie. Contre les Hongrois, d'abord, cela va de soi. Mais aussi, au besoin, contre les Serbes. D'où son opposition à la coalition serbo-croate sortie de la résolution de Fiume et inspirée par l'esprit d'ardente démocratie

(1) Mitrovica.

de Supilo. En Bulgarie, on distingue les socialistes qui, là comme ailleurs, forment une unité divisée, en socialistes larges et socialistes étroits. Le parti de Starcevic est le parti des « Croates étroits ». Les sociologues, barbares qui aiment à parler grec, diraient sans doute que c'est la doctrine de l'idiosyncrasie croate.

Or, si l'on observe la conduite de ces trois partis pendant la guerre, l'on est surpris de reconnaître que c'est justement ce parti de Starcevic qui a pris la position la plus nette en faveur de l'unité yougoslave. On ne l'attendait guère de lui, puisqu'il semblait plus éloigné des Serbes que la coalition serbo-croate. On n'attendait rien des franckistes qui, sans doute, ruminaient docilement la pensée du trialisme, antiquaille politique du temps du feu roi.

Nous connaissons la volonté de tous les Slaves d'Autriche : ils l'ont proclamée avec éclat par leur déclaration au Reichsrath le 30 mai 1917, date et signe de la ruine de l'Empire. Pour les Slaves de Hongrie, pas de manifestation officielle correspondante. Seul le parti de Starcevic s'est rangé sur le même plan que les Yougoslaves d'Autriche par sa déclaration du 5 juin à la Diète de Zagreb. Il « salue avec joie la déclaration unanime du Club yougoslave de Vienne. Il approuve l'attitude des Tchèques et des Polonais et leur adresse son admiration et ses sympathies » (1).

La coalition serbo-croate, c'est-à-dire la majorité de la représentation croate, semble plus engagée

(1) Le texte de la déclaration est rapporté dans *La Serbie* que le Dr Lazar Markovic publie à Genève, numéro du 24 juin 1917.

dans la politique magyare. Peut-être l'expression de ses sentiments en subit-elle quelque embarras. Je sais bien à quoi m'en tenir sur les éloges dont Tisza a, à plusieurs reprises, accablé le loyalisme croate, et sur les votes constants, depuis la guerre, des quarante députés croates délégués au Parlement de Pesth. Mais même après l'analyse la plus patiente, après la plus bienveillante discrimination, les discussions du Parlement magyar sur les choses croates nous laissent un sentiment de confusion. Tisza a été poursuivi, trois années durant, par une opposition dont la fureur ne pouvait être exprimée que par la langue magyare, la plus riche du monde en injures, disent les philologues. Cette opposition, aujourd'hui victorieuse, n'a cessé de reprocher aux députés croates de trahir la Hongrie, ce qui va fort bien, et à Tisza de les « couvrir » (1). Je souhaiterais bien vivement que la première accusation fût véritable. Pour Tisza, je vois bien les raisons de son affectation de tendresse pour les députés croates : elles montrent combien il est supérieur en fourberie à ses adversaires. Il est avec Forgach et Tchirsky l'un des trois auteurs de la guerre. Sa conduite à l'égard des Croates est pour moi une des preuves les plus solides de sa préméditation. Il voulait la guerre, et il ne voulait pas de conflit de nationalités chez lui. Il a donc voulu avant et pendant la guerre gouverner avec la majorité croate. Et cette majorité se trouve donc dans ce cas difficile de représenter un peuple qui demande sans aucun

(1) Interpellation Rakovsky, 26 janvier 1916; interpellation Szmircsany, 21 mars 1917. Comptes rendus dans le *Bulletin yougoslave*.

doute l'union yougoslave et d'être prise en même temps dans cet effroyable vacarme parlementaire qu'est la vie politique de la Hongrie.

Il n'est pas douteux que M. Hinkovic, par exemple, député au Sabor et au Parlement, représente plus fidèlement les Croates à Paris et à Londres que ne font à Pesth les députés demeurés en fonctions. Pour le dire en passant, M. Hinkovic aurait dû être reçu parmi nous avec de grands honneurs. Il a été l'avocat des accusés du procès d'Agram, lui-même poursuivi et suspendu; il a souffert en patriote et en avocat pour son rôle dans une affaire judiciaire, illustre par son iniquité, féconde dans ses conséquences, et qui de plus en plus apparaîtra comme la marque du régime qui a fourni à l'Allemagne l'occasion de la guerre : la place et la figure de M. Hinkovic est importante dans le droit international ou plutôt dans l'internationale du droit.

Que le sentiment public croate soit unanime en faveur de l'union yougoslave, mille indices : le discours du vice-président Magdic, à l'ouverture du Sabor, l'affaire du blason, et tant d'autres l'ont laissé transparaître même au travers de la politique officielle. Dans quelle forme pourra-t-on réduire la politique croate à la politique serbe? Peut-être doit-on craindre quelques difficultés sur cette modalité transitoire. Si la prévoyance politique n'y prenait garde, les premières années de l'union yougoslave pourraient être affligées par les rivalités parlementaires serbes et croates. Et aussi peut-être par les rivalités de ces éléments de direction nationale que toutes les langues slaves appellent l'*intelligenzia*. *Genus*

irritabile ! La forme fédérative est une bonne conclusion à ces discussions sur la supériorité de culture, et mieux encore une mesure préventive. C'est l'une des raisons qui font penser que la Yougoslavie ira à l'unité par la voie de la fédération, qui sera d'ailleurs fort en usage dans le monde prochain.

Faut-il pousser encore l'aveu des scrupules et des inquiétudes légères ? Certains remarquent qu'avec son université et son parlement, le monde croate est demeuré, peut-être plus que tout autre peuple slave d'Autriche, enfermé dans le monde germanique et magyar en dépit des luttes politiques. Les Croates restent hors des deux cercles slaves d'Autriche, celui de la culture tchèque qui a attiré les Slovènes, et celui de la culture polonaise. Par ses voyages, ses relations, ses coutumes, l'élite croate est familière de Pesth et de Vienne : elle fréquente peu l'Occident, moins que ses frères slaves de la Double Monarchie, moins que les Balkaniques. De tous les éléments de cette digue antigermanique que nous essayons de construire, le Croate est peut-être le moins dégagé du germanisme. Simple nuance sans doute, mais raison de plus, à mon gré, pour qu'on le laisse suivre librement les directions de l'État illyrien créé par l'Alliance, orienté par elle.

Car il faut se garder de marquer à l'excès ce qui n'est que trait secondaire et subtilités au regard du grand mouvement national. La force intérieure de l'esprit populaire réunira dans une éclatante harmonie les couleurs diverses de l'admirable manteau qui couvrira, des Alpes au Rhodope, la jeune Confédération d'Illyrie. Les différences qui subsistent

entre les Serbes et Croates, deux remarques les corrigent :

Je me suis demandé en premier lieu si ces rivalités n'étaient pas plutôt affaire entre les personnes, entre les chefs actuels, différents par leurs habitudes politiques : je suis frappé du ton impérieux de la jeunesse yougoslave dans son manifeste que j'ai cité. Il semble que voilà des gaillards peu disposés à s'embarrasser de querelles de prééminence parlementaire.

Plus importantes sans doute seront l'autorité et l'action des Yougoslaves émigrés. Lorsqu'un historien futur racontera la restauration des nationalités du Centre et de l'Orient, il fera leur part, qui fut grande, aux Slaves d'Amérique. Ils porteront dans nos vieilles affaires un esprit rajeuni, des vues nettes et des intentions directes. Il y a 1.500.000 Yougoslaves dans le Nouveau Continent. Ils ont déjà fait connaître leur sentiment, et les différences entre Croates et Serbes leur paraissent, à eux, sans aucun intérêt. Ils n'ont pas cessé de donner des avis d'union impérieux. Ils sont nombreux, parfois riches, donc écoutés. L'un des membres les plus importants du « Comité yougoslave » présidé par le député dalmate Trumbic est un grand industriel du Chili.

Ce n'est ici d'ailleurs qu'un cas particulier d'une loi politique prochaine. Il est bien des questions européennes qui touchent ou passionnent les Américains, ou plus exactement les non-Européens. Ils ne seront pas absents de ces règlements. Et peut-être y porteront-ils un esprit salutaire de simplification. Nous autres, Français, nous n'aurons pas, j'en suis sûr, à nous en plaindre. Je crois distinguer ce

que pense cet habitant de Sirius qui, depuis Renan, porte tant d'intérêt aux petites choses de notre planète. Il pense que la vieille Europe étant fort empêtrée dans ses vieilles histoires, chargées de plusieurs siècles de passions humaines, ses fils aventureux ou errants, qui ont créé d'autres races sur des terres nouvelles, lui apporteront fort à point le concours de leur volonté libre de sophismes et de leur esprit sans broussailles.

*
* *

Plus encore que des raisons politiques, des motifs économiques commanderont l'unité des pays yougoslaves dans le monde dessiné par l'Alliance. Je ne parle pas seulement de ce trait si caractéristique qui subsiste dans le régime foncier, la *zadruga* ou propriété collective de famille, demeurée en Serbie aussi bien qu'en Croatie.

Mais l'unité topographique même des pays entre Drave, Timok et Adriatique nous fut révélée récemment par la dernière en date des grandes découvertes géographiques, la découverte de la vallée de la Save. Que ce fleuve, qui vient des Alpes Juliennes et atteint le Danube à Belgrade, soit la route la plus courte entre l'Occident et l'Orient et la voie naturelle de l'Orient-Express, nous l'ignorions encore tout récemment, puisque c'est seulement depuis la guerre que cette notion si utile a passé des livres des savants dans les discours des ministres et les rapports des consuls. Cette vérité naturelle est donc aujourd'hui officielle. A vrai dire, même avant la guerre quelques personnes l'avaient

aperçue, M. R. W. Seton-Watson, notamment, dans son grand ouvrage sur la Yougoslavie (1). Plus récemment, Sir Arthur Evans a fait à la Société royale de Géographie de Londres, le 10 janvier 1916, un exposé éclairé par cette sagesse élégante que Sir Arthur a directement empruntée à Minos (2). Il a montré les caractères, les avantages de cette grande voie Londres—Paris—Milan—Laibach—Belgrade—Méditerranée qui fera, dans la future Yougoslavie, la soudure de l'Occident et de l'Orient et qui mettra un lien d'intérêt si puissant entre l'Italie et les pays serbes.

A vrai dire, cette ligne ferrée de la Save existe dans sa plus grande partie, mais elle ne sert guère qu'au trafic local, grâce au génie qu'a mis l'Autriche-Hongrie à contrarier les relations naturelles. J'ai appris des économistes que les lois du trafic sont réglées par les conditions géographiques et qu'il est vain de tenter de les contraindre par des artifices politiques. Nous avons entendu ces observations, notamment à propos des combinaisons commerciales et douanières d'après-guerre. Dieu me garde des sacrilèges et surtout de douter de la rigueur et de la pérennité des lois économiques ! Je prie toutefois que l'on observe le régime des communications appliqué par l'Autriche-Hongrie aux pays yougoslaves de son empire. Voilà une région formée par une étroite bordure montagneuse qui

(1) R. W. Seton-Watson, *The Southern Slav Question*. Londres, Constable, 1911.

(2) M. Pierre de Lanux a donné une traduction française de la communication de Sir Arthur Evans sous le titre : *Les Slaves de l'Adriatique et la route continentale de Constantinople.*

barre la côte et par deux grandes vallées parallèles, Save et Drave, de direction presque constamment rectiligne Ouest-Est. Or, par la ligne de grand trafic Buda-Pesth—Adriatique et quelques lignes à voie étroite, toutes les communications de ce pays sont de direction Nord-Sud. Sans doute, comme il y a des villes dans la vallée, il a bien fallu les réunir par un chemin de fer qui suit donc la Save. Mais, d'une part, cette voie est demeurée secondaire, et d'autre part, on a mis le plus grand soin à la détourner de la mer : pourquoi ? C'est qu'on a suivi ce plan politique de faire servir la Croatie—Dalmatie à des fins magyares, que tout a été réglé autour de l'axe Buda-Pesth—Fiume.

Se peut-il exemple plus net ? Voilà deux politiques affrontées : ou ce peuple demeurera autrichien, c'est-à-dire asservi et pauvre, jugulé par les intérêts magyars, ou l'Entente lui donnera sa liberté politique et fera de ce pays l'un des grands chemins du monde. Qu'on aimerait voir cette « question slave » à l'ordre du jour des délibérations du Soviet de Petrograd !

Ainsi se complètent la figure et le rôle politique de cette Yougoslavie, royaume unitaire et peut-être confédéré. Sa fonction, dans un monde pacifique, sera de barrer la route du Sud aux convoitises et aux intrigues de la Germanie dont la race n'atteint en aucun point la Méditerranée latine, slave et islamique.

CONCLUSIONS

Voilà donc l'Autriche à bas, par la volonté de ses peuples qui sera souveraine dans le droit du monde futur, comme chacun sait. Je ne pense pas qu'on puisse conserver de doute depuis la séance du Reichsrath du 30 mai où trois peuples slaves ont déclaré leur résolution de s'échapper de l'Empire. Pour ne conclure rien d'excessif, il est du moins certain que, si parmi les Tchèques, les Polonais et les Yougoslaves, quelques éléments pourraient peut-être s'accommoder lentement à d'autres régimes, les éléments les plus vigoureux sont décidés à n'accepter que l'indépendance : vous n'aurez pas à moins la paix durable.

Dans le régime futur de l'Équité des Nations, nous verrons donc sur la carte aux riches couleurs du Danube et de la Vistule un État tchéco-slovaque, une Pologne accédant à la mer, une Yougoslavie des Alpes au Timok, une Transylvanie roumaine dont je n'ai pas parlé, mais qui va de soi, enfin des pays allemands de sort incertain, et un État magyar, le plus petit de tous, serré entre les Slovaques et les Serbes et Roumains du sud, sans contact avec les Bulgares, et sans doute désenchanté de cette « Amitié tartare » (Hongrie, Bulgarie, Turquie) furieusement à la mode aujourd'hui de Pesth à

Stamboul. J'entends que ces États auront pleine indépendance. Constitution, régime intérieur, directions intellectuelles et économiques : ils sont libres. C'est la part du principe des nationalités.

Est-ce tout ? Je n'en crois rien. Quelques-uns semblent penser que tout est dit et que le principe des nationalités suffit à reconstruire le monde : il ne se suffit pas à lui-même, si j'ose parler comme les philosophes. Certains se représentent la planète comme divisée en compartiments nationaux. Le problème politique est de faire rentrer chacun dans son compartiment, après quoi toutes les querelles s'éteignent et le règne commence de l'inaltérable félicité que nos pères chrétiens n'attendaient que du Paraclet.

Je crains, pour ma part, d'être contraint de conclure — de quelques indices et de plusieurs observations — qu'au moins en Orient les peuples enfermés dans leurs limites nationales ne tarderont pas à se dévorer. Je n'aurai pas la témérité supplémentaire d'entreprendre en cette conclusion une critique de l'idée de nationalité : mais pour lui faire sa part, qui est la première parmi les notions politiques, il faut retenir quelques éléments de cette analyse.

Loin qu'il soit d'application mondiale, le principe des nationalités est à peu près inconnu des cinq sixièmes du globe. Un canton jadis mexicain et trop heureux d'être maintenant rattaché aux États-Unis, quelques territoires contestés entre le Pérou, le Chili, et peut-être la Bolivie, c'est à peu près tout ce que le continent américain nous offre de querelles de nationalités. Non qu'il n'y ait pas de questions nationales dans les États d'Amérique,

mais questions d'émigration, d'assimilation et non pas questions territoriales. Ces problèmes ne sont pas inscrits sur la carte.

Les difficultés proprement nationales, le cas des peuples opprimés par d'autres, nous ne les trouvons guère que dans l'héritage de Rome et de Byzance. Encore dans notre Occident romain, où de grands États historiques ont formé leurs souverainetés, ces questions sont réduites aux limites de ces grands États : questions de confins. Dans l'héritage de Byzance, c'est tout le territoire qui retentit de la lutte des nationalités. Querelles dures et féroces, parce que ces peuples sont jeunes et redoutent donc moins la guerre.

Donner à tous ces peuples leur liberté et leur pleine souveraineté, nous en avons déjà fait l'expérience et je voudrais qu'elle servît. Le dix-neuvième siècle a liquidé l'empire turc d'Europe, liquidation terminée seulement en 1913 : il a bien fait, le régime turc étant en toutes hypothèses le plus mauvais, comme l'autrichien aujourd'hui. Et chez les peuples libérés s'est immédiatement posée la question de l'*hégémonie* balkanique qui a dominé toute leur politique, soit qu'il y prétendissent, soit qu'ils se défendissent contre elle. Et ce n'est pas tout : les peuples puissants de l'Europe étant rangés en deux camps, il est inévitable que les petits cherchent dans ces rivalités des appuis pour leurs propres querelles. Ainsi les ambitions des grands et des petits se nourrissent et s'enveniment les unes les autres. Nous l'avons vu : il y avait dans le monde un grand empire qui, par la nature même de son génie, cherchait dans l'univers l'occasion

de la guerre qu'il préparait : c'est dans les pays danubiens et balkaniques qu'il l'a trouvée. Il y a là un point dangereux pour la paix universelle.

Liquider l'Autriche comme on a liquidé la Turquie d'Europe, morceler la souveraineté et juxtaposer une marqueterie de nationalités, je crains que ce soit seulement étendre jusqu'aux Alpes et à la Vistule le système de l'anarchie balkanique. Là comme ailleurs, les peuples et les gouvernements de l'Alliance, qui fonderont l'ordre nouveau, doivent à la paix du monde des garanties : un lien fédéral pour garantir ces petites nations voisines contre leurs propres rivalités, une limite à leur souveraineté pour garantir qu'elles ne seront en aucun cas auxiliaires de la puissance belliqueuse qui est l'Allemagne, et qu'elles seront toujours hostiles à son impérialisme renaissant.

Vous m'arrêtez et je vous entends : mais ce lien et cette limite, c'est l'Autriche. Belle affaire vraiment d'abattre l'Autriche pour la reconstruire aussitôt, pour avoir reconnu qu'on ne peut s'en passer !

Non. L'Autriche n'a jamais été garante de la liberté et de la paix des nations de son empire : tous ses peuples, à la réserve des Magyars qui sont les Prussiens brillants de l'Orient, en portent contre elle témoignage. Elle n'a été que le substitut, ambitieux pour son compte, de l'impérialisme germanique ; elle a jeté ses peuples et le monde dans une guerre d'empire.

On insiste. Mais, si le système autrichien est condamné, l'Empereur ne l'est pas. Sauvons le Habsbourg. Ah ! voilà la grande affaire ! On nous dit que

la vieille Monarchie peut se réformer et le deuxième empereur allemand se changer en empereur des Slaves, que justement il s'y efforce en ce moment même : on rappelle la souplesse séculaire de l'illustre dynastie, sa faculté quasi ecclésiastique d'accommodation aux nécessités temporelles.

Non, pas davantage. Et j'admire que justement les derniers soutiens du trône des Habsbourg se trouvent parmi ceux qui accordent le plus d'importance à la tradition dans les affaires humaines. Le Habsbourg est un empereur allemand, comme le disait fortement feu François-Joseph, gardien des traditions allemandes, et notamment de la plus ancienne de toutes les traditions allemandes, qui est que les Slaves environnants sont des peuples de culture inférieure, naturellement destinés à la colonisation ou à la domination germaniques. Le Gouvernement qui le sert, c'est une aristocratie germanisée et une bureaucratie presque aussi féodale que sa noblesse. Abattre l'Autriche, formule un peu sommaire, si l'on veut. L'analyse révèle *ce qu'il faut abattre en Autriche :* la dynastie, la cour, l'administration, trois liens solidement tissés et qu'il faut couper parce qu'ils sont germaniques. Loin qu'elles les assurent, ces trois forces ne peuvent que contrarier et la liberté des peuples de l'Empire et leur rôle.

Et quant à penser que la monarchie viennoise peut être un instrument de division parmi les Allemands eux-mêmes et d'opposition aux Hohenzollern, cette antiquaille n'a guère plus cours, je crois, que dans les académies. Quarante années de prestige militaire et plus encore de prospérité

économique ont définitivement polarisé toutes les Allemagnes vers Berlin.

Lors d'ailleurs que je parle de lien fédéral entre les États du centre et de l'orient méridional de l'Europe, je n'entends rien de semblable aux liens qui unissent aujourd'hui les États fédéralisés des deux continents : car vous ne doutez pas, je pense, que le droit futur soit fertile en créations nouvelles. Il importe moins, au surplus, de préciser des modalités qui dépendront de mille circonstances que de reconnaître des idées nécessaires et directrices. A cette fédération qui ne limiterait l'indépendance des États que dans leur politique extérieure, il suffirait peut-être d'un seul organe, les assises où siégeraient les délégués des nations fédérées sous le contrôle des délégués des puissances de l'Alliance, garantes de la paix du monde. Une sorte de Confédération du Danube. Si même il ne semble pas téméraire et contradictoire d'espérer quelque hardiesse d'un règlement diplomatique, je ne verrais qu'avantages à créer une confédération unique pour les pays danubiens et balkaniques. La hardiesse ici consiste à suivre l'histoire et la géographie pour une liquidation commune de l'Empire ottoman et de l'Empire autrichien.

La Confédération du Danube et des Balkans aurait un protecteur qui ne serait pas un despote, comme jadis la Confédération du Rhin, mais un syndicat de grandes puissances. Peut-être objecterat-on que confier ce soin périlleux de surveillance aux grandes puissances d'Occident et sans doute aussi à la Russie c'est, pour assurer la paix entre les petits États, fournir aux grands les chances les

plus tentantes de rivalité et de conflit. Je n'en crois rien, pour ma part, et je remarque d'ailleurs que ceux qui sont aujourd'hui liés par la guerre pour procurer au monde une paix durable seront liés après la guerre par des charges et des responsabilités qui dépasseront de beaucoup le règlement local des affaires de l'orient de l'Europe. Je ne m'en plains pas, par la conviction très ferme où je reste que ce qu'il y a de plus important dans le monde, c'est la survivance de l'Alliance à la guerre : plus cette alliance persistante sera serrée par le poids d'intérêts communs et de responsabilités collectives, et plus je me féliciterai de ces garanties de solidité et de pérennité.

Ces petits États, de liberté complète et de souveraineté limitée, ne seront d'ailleurs pas de tous points une création du droit nouveau : j'en connais dans l'ancien droit, je veux dire le contemporain, au moins un exemple : celui de la Grèce. Vous me dites qu'il n'est pas très encourageant : je vous réponds qu'il n'est pas non plus décourageant à l'extrême. Lorsque Venizelos a rectifié la politique extérieure dévoyée du royaume, il rentrait dans les termes mêmes de l'acte créateur de l'État hellénique, qui ne le laissaient pas entièrement indépendant des « puissances protectrices ». Et encore, dans le cas de la Grèce, le droit de regard des puissances s'étendait-il plus loin qu'il ne sera nécessaire pour les petits États d'Orient, puisque les puissances garantissent en Grèce même la constitution, c'est-à-dire le régime intérieur.

Qui ne voit, d'ailleurs, que les idées juridiques qui domineront ce régime de l'Orient européen,

fédération, souveraineté limitée, supporteront dans le monde futur les conséquences les plus lointaines et les applications les plus étendues ? Au Jugement Dernier de cette guerre, terme apocalyptique d'un monde qui s'écroule sous le poids de ses armures, le condamné ce sera l'Allemagne : je ne dis pas la Prusse, je dis l'Allemagne. Et le vaincu, ce sera le vieux principe de la Souveraineté. Cette idée massive de la souveraineté, les juristes allemands du seizième siècle et surtout notre grand juriste angevin Jean Bodin, esprit géométrique et constructeur, l'avaient plantée fortement au milieu de la science politique. Elle fut la génératrice de l'absolutisme des princes et des peuples. Elle a fait de chaque État une valeur absolue, grande erreur en ce monde. Aujourd'hui dans l'esprit des hommes, demain par conséquent dans la réalité, elle cède aux efforts du droit international. La morale et la science juridique liment à l'envi la Souveraineté.

Deux exemples seulement, que cent autres peuvent suivre : l'un des principes posés par le fondateur du droit nouveau, le président Wilson, c'est l'accès à la mer de tous les États. Pour l'application de ce principe aux États qui n'ont pas de côtes maritimes, il faudra neutraliser des voies de chemin de fer, ou des fleuves, ou des canaux et des ports. Qu'est-ce donc que ces « neutralisations » sinon des restrictions énergiques de la souveraineté ? C'est soustraire à la souveraineté d'un État une portion de son territoire pour la soumettre à une souveraineté collective et universelle. Dans la partie du monde que nous avons étudiée, deux États au moins

seront sans accès à la mer, Bohême et Hongrie. Si vous vous placez à un carrefour international, comme, dans la région sud-orientale de l'Europe, Salonique, vous serez surpris de la quantité et de la variété des règles internationales qui jailliront de toutes parts pour assurer la liberté des routes qui y convergent.

Allons plus loin ou plus haut. Toutes les mesures sur la limitation ou l'interdiction des armements, n'est-ce pas autant d'attentats à la souveraineté? Si les États orientaux auront la liberté de leurs armements et jusqu'à quel point, il est trop clair qu'on ne saurait le dire d'avance, sans connaître l'état futur des armements de l'Europe et par-dessus tout de l'Allemagne. Enfin un État à qui il est interdit ou qui s'interdit de faire la guerre subit, dans les idées anciennes, l'amputation la plus grave de la souveraineté dans son droit « éminent ».

C'est l'abus de ce droit de guerre par l'Allemagne qui aura abattu la Souveraineté. Les peuples n'ont plus confiance dans le « self control » des nations, la surveillance des États par eux-mêmes. Le droit futur sera construit sur les ruines fécondes de la Souveraineté.

Tout de même, par la violation de la neutralité de la Belgique, le plus grand crime des temps modernes et le plus grand malheur du droit international, l'Allemagne aura montré la faiblesse de l'ancienne conception de la neutralité des petits États, pour qui il faudra donc bâtir un nouveau régime : dans les territoires qui proviennent de la succession de Byzance, aux nationalités juxtaposées, l'histoire et la géographie conduisent naturel-

lement à l'idée de la confédération et à l'idée de la garantie.

Dira-t-on peut-être que ces peuples seront bien surpris de se trouver réunis dans une harmonie que rien ne prépare? Il est vrai; et sans doute il eût mieux valu que la dissolution de l'Autriche-Hongrie fût différée de quelques années encore, qui auraient mûri l'union des Slaves occidentaux. Mais enfin l'Allemagne a ordonné la guerre européenne, François-Joseph a consenti et Tisza a préparé le piège : ce sont eux qui ont choisi l'heure.

Il faut d'ailleurs tenir compte que la guerre, ayant duré trois ans, a mûri ici comme ailleurs les difficultés qu'elle précipitait. L'ébranlement profond des consciences slaves, commencé dans le Sud aux guerres balkaniques, la persécution autrichienne ont amené les Slaves à cette union du 30 mai 1917 qui est, à proprement parler, la déclaration de l'ouverture de la succession des Habsbourg. Les Polonais de Galicie furent toujours, de l'aveu des Allemands eux-mêmes, les meilleurs Autrichiens de la Monarchie. Comment penser que l'Autriche subsiste quand ils s'évadent!

Je prie enfin que l'on retienne la remarque que l'analyse nous a révélée dans ces trois études sur les trois peuples, qui nous importent plus que les autres parce qu'ils seront la ceinture qui touchera directement au corps germain de la Vistule à l'Adriatique, Polonais, Tchèques et Yougoslaves; ces peuples ne sont pas tous au même degré de culture et de maturité politique : j'ai essayé de déterminer et de reconnaître leur coefficient d'antigermanisme. Une fortune précieuse veut que les

Tchèques soient à la fois les plus mûrs et les plus sûrs, puissants par l'unité de leur sentiment national, par leur esprit politique, par leur richesse économique. Et leur histoire tout entière, trois siècles de gloire, et trois siècles d'oppression germanique, et toutes leurs passions politiques les tournent contre les Allemands. Ce sont eux qui ont formé la concentration slave et qui l'ont dirigée. Qu'ils entraînent les Polonais plus brillants et plus divisés, et nous ne pouvons que souhaiter à la future confédération des guides tchéco-polonais.

Si l'on veut mesurer l'importance pour l'Europe de l'union des Slaves occidentaux, que l'on songe aux spectacles, aux surprises qui nous attendent peut-être en Orient, et combien de ferments travailleront l'immense Russie, je ne dis plus dans les jours de la guerre, mais dans les jours de la paix ! Que de problèmes intérieurs nationaux, agraires, sociaux, et que de risques ! Et s'il arrivait que sous la contrainte de tant de difficultés la Russie vînt à se replier sur elle-même, à faire une sorte de retraite du monde politique extérieur, quelle protection pour elle, et pour nous quelle sûreté si une digue de Slaves la séparait de l'Allemagne, toujours informée et toujours avide ! Tant qu'il faudra endiguer la Germanie, ces trois peuples seront les gardiens des portes de l'Orient dans l'Europe de la Barrière.

On entend parfois s'élever un concert où se mêlent les voix ignorantes et les voix catholiques, qui s'écrient : « Pourquoi prendre tant de soucis, et si malveillants, de l'Autriche ? » Notre ennemi est ailleurs. Réglons-lui son affaire, gagnons notre

bataille et remettons à Dieu le soin des choses orientales, impénétrables pour tout autre que lui.

Eh! ne voyez-vous pas que c'est l'Allemagne, l'Allemagne seule, qu'on poursuit jusqu'en Orient? L'Autriche, à jamais satellite, docile quand elle opprime, docile quand elle se transforme, meurt parce qu'elle n'a plus assez de substance et de réalité politiques pour agir par elle-même et pour ses fins propres. N'étant que Français, je refuse de voir en elle autre chose que l'intermédiaire germanique chargé de distribuer en Orient les volontés et les intérêts de l'Allemagne.

C'est méconnaître le sens de la guerre, demeurer aveugle à son développement que de vouloir ignorer la question de la succession d'Autriche. Lorsqu'en août 1914 l'Allemagne s'ébranla en ordre massif pour la conquête du monde, elle rencontra d'abord l'Occident. Ce fut l'affaire d'un mois. A la Marne, l'armée française termina cette guerre en six journées immortelles. Non que la question d'Occident fût réglée sur l'heure, elle ne l'est pas aujourd'hui encore. Mais ce qui suivit, œuvre immense, ne fut pourtant que résultat. Ce qui suivit, c'est le monde lentement soulevé contre l'impérialisme germanique par l'action de deux forces universelles : l'esprit de la Révolution française et l'esprit puritain de la race britannique. L'Occident devenait pour les Allemands un horizon assombri, puis dérobé, et par un retour au Moyen Age, les rives de l'Atlantique et les rives du Pacifique n'étaient plus pour les Germains que des continents désormais ignorés. Nous en avons la certitude et la foi fervente : frontières ou questions

maritimes, les Alliés régleront demain les questions d'Occident.

Mais entre temps la voix des habiles s'élevait dans l'Allemagne pour lui montrer la porte où son impérialisme pouvait s'échapper. Ils montraient que le Danube, le Balkan et les prolongements asiatiques de l'Europe Orientale étaient la terre promise d'un impérialisme discret, au besoin l'impérialisme « sans annexion ni indemnités » ; que les voies étaient préparées depuis de longues années par la vassalité autrichienne et par la vassalité turque ; que les Allemands y déploieraient à merveille leur génie d'organisation. Ils fixeront les régimes politiques des peuples, détermineront les courants économiques, les voies et les tarifs terrestres, fluviaux, maritimes, installeront partout leurs grands agents, les banques et les ingénieurs, fourniront à ces peuples mineurs et sans élites les états-majors politiques et industriels, réuniront enfin entre des mains allemandes toutes les directions d'un riche continent.

Tel est le plan. Les Alliés peuvent-ils en opposer un autre ? Je ne vois pour y parer qu'une confédération danubienne et balkanique dans laquelle vous favoriserez et utiliserez le sentiment national, presque partout hostile à l'Allemand, antique oppresseur.

Nous serons bientôt au carrefour, et il faudra choisir. Vainqueurs, ou nous couperons les racines de la puissance orientale de l'Allemagne, qui s'étendent en Autriche, ou, différant la paix du monde, nous permettrons à l'Allemagne d'organiser l'Orient. Mais alors sachons d'avance que

nous verrons avant vingt années l'Orient serré sous la domination teutonique en guerre avec l'Occident coalisé, et résignons-nous à tenter de nouveau la fortune incertaine d'Actium.

Trop heureux si le grand empire voisin, entraîné par une ivresse sainte, en proie au délire du mysticisme international, acharné comme un fakir à se déchirer lui-même, morcelé peut-être en petites nationalités sans élites et livrées sans défense à l'Allemand vigilant, ne rouvre pas vers l'Est à l'usurpation germanique les portes de l'Orient fermées vers le Sud par l'Union des Slaves occidentaux.

- 130 -

TABLE DES MATIÈRES

Pages

AVANT-PROPOS v

Aux Marches du Germanisme.

(juin, août 1913)

CHAPITRE I — Germains et Slaves 3
CHAPITRE II — Les origines du slavisme : les Tchèques. 19
CHAPITRE III — L'Illyrie 25
CHAPITRE IV — Les affaires de Pologne 41
a) L'Aigle Blanc et l'Aigle Noir 41
b) En Pologne prussienne 55
c) En Pologne russe 64
CONCLUSIONS 87

Les Héritiers de la Succession d'Autriche.

(1916-1917)

CHAPITRE I — Le « De Cujus » 95
CHAPITRE II — Le prétendant — Mitteleuropa 122
CHAPITRE III — Les « muets » autrichiens 152
CHAPITRE IV — Le royaume du Calice 174
CHAPITRE V — L'Aigle Blanc 201
CHAPITRE VI — La Confédération d'Illyrie 229
CONCLUSIONS 258

I. S. A.
VENEZIA
BIBLIOTECA
313

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — NOVEMBRE 1917